

N°375 janvier
2010 - 4,60€ - 7FS
s!lence
écologie • alternatives • non-violence
Alternatives en Gard & Lozère
Après-Copenhague
Se passer de voiture ?
Grippe A
La société civile comme contre-pouvoir

3 questions à… Armes nucléaires

Dominique Lalanne,

animateur de Abolition des armes nucléaires/Stop essais

Silence : **Barack Obama a reçu le prix Nobel de la paix 2009, entre autres, pour récompenser et encourager son engagement en faveur du désarmement nucléaire multilatéral. Que penser de sa politique sur le sujet ?**

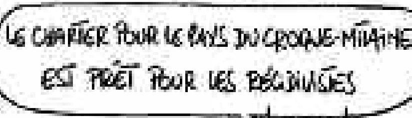
Barack Obama a fait un discours "historique" à Prague en avril 2009, où il se déclare pour un désarmement nucléaire total. Au niveau international, cela a créé un véritable choc car depuis 1990, malgré la fin de la guerre froide, il n'était pas envisageable que les puissances nucléaires prennent une telle option. Aux Etats-Unis sa politique est très courageuse. Il a diminué de 50 % le budget du plus gros laboratoire qui travaille sur les armes nucléaires à Los Alamos et a annulé un projet de nouvelle usine pour faire des amorces au plutonium. Son prix Nobel est en grande partie lié à cette "option zéro". Mais les difficultés commencent maintenant. Comment mettre "hors-alerte" les armes nucléaires russes et américaines (environ 2000 de chaque coté) prêtes à partir en quelques minutes ? Comment éliminer les 25 000 bombes en service ? Comment organiser la "sécurité" internationale si elle n'est plus basée sur cette "dissuasion" qui n'est qu'une menace de suicide collectif ? Ces questions restent actuellement sans réponse.

Pourquoi y a-t-il blocage sur le dossier nucléaire iranien et quels sont les enjeux ?

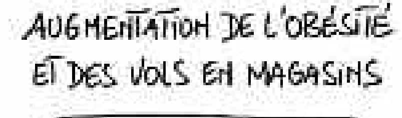
Le blocage sur le nucléaire militaire iranien tient au fait que la confiance ne règne pas dans la communauté internationale. Personne n'a confiance en personne, avec de solides raisons. La France par exemple se dit la championne du désarmement car elle a fermé son site d'essais de Moruroa et ses usines de production d'uranium et de plutonium militaire. Or, elle a construit, dans le même temps, un nouveau missile, le M51, capable de tirer sur Pékin alors que le missile précédent, le M45, ne pouvait atteindre "que" Moscou. La France a modernisé toutes ses composantes nucléaires. Les pays nucléaires ne sont pas de "bonne foi" comme cela est demandé explicitement dans le Traité de non prolifération. L'Inde et le Pakistan ont mis au point des armes nucléaires et devraient en conséquence ne pas être autorisés à faire des échanges de technologie nucléaire avec les pays nucléaires. Or, tous les pays nucléaires viennent de conclure un accord pour faire un tel commerce avec l'Inde ! L'Iran est de mauvaise foi, comme tous les autres, et il veut avoir la capacité de faire la bombe. Mais probablement l'Iran veut être juste "au seuil", c'est à dire capable de faire la bombe dans un délai de quelques mois, ce qui lui confèrerait le poids politique d'Etat nucléaire sans justifier des représailles militaires. N'oublions pas qu'Israël dispose d'environ 200 bombes nucléaires, en grande partie mises au point grâce à la France. L'enjeu est la paix au Moyen Orient. Et le défi est une nouvelle conception de la sécurité, sans arme nucléaire.

Le mois de Lasserpe











quoi de neuf ?

Numéros régionaux

Nous avons déjà fait les numéros régionaux suivants.

Numéros épuisés :

- Alsace (n°218)
- Bretagne (n°259-260)
- Limousin (n°265-266)
- Rhône (n°272-273)
- Normandie (n°278-279)
- Isère (n°285-286)
- Aquitaine (n°291-292)
- Franche-Comté (n°298-299)
- Bouches-du-Rhône/Vaucluse (n°305-306)
- Poitou-Charentes (n°312-313)
- Drôme-Ardèche (n°318-319)
- Var-Alpes-Maritimes (n°342)

Numéros disponibles :

- Nord-Pas-de-Calais (n°325-326)
- Ariège-Hautes-Pyrénées (n°331)
- Paris (n°337)
- Centre (n°348)
- Haute-Garonne et Gers (n°353)
- Seine-Saint-Denis (n°359)
- Savoies (n°364)
- Nièvre et Saône-et-Loire (n°370)
- Lozère et Gard (n°375)

Il s'agit donc ici du 21e dossier régional

Les prochains devraient être consacrés à :

- Val-de-Marne et Essonne (été 2010)
- Vendée et Maine-et-Loire (janvier 2011)
- Auvergne (ou partie) (été 2011)
- Lorraine (ou partie) (janvier 2012)

Lyon
Une aide pour Primevère

Cette année, Primevère, le salon de l'écologie et des alternatives, se tient les 26, 27 et 28 février 2010. Nous y sommes présents, et en plus en 2010, nous devrions y animer une salle de rencontres pour les conférenciers. Nous avons donc besoin de nombreuses personnes pour se relayer sur ces tâches. Si vous pensez être disponibles pour nous aider, vous pouvez prendre contact avec Hélène à l'adresse *hviannaybayle@gmail.com* ou au *04 72 00 93 48* (avant 20h30, pas de rappel sur les portables). Cette aide vous permet d'entrer dans le salon gratuitement et d'assister aux conférences de votre choix. Contactez-nous dès maintenant même si vous n'êtes pas sûrs.

Saint-Brieuc
Un groupe local ?

Patrice Chevallier cherche à monter un groupe local de *S!lence* sur le Pays de Saint-Brieuc dans le but d'aider et faire connaître la revue, organiser des rencontres à thèmes, des débats, des animations autour de "l'écologie sociale pratique". Si vous êtes intéressé(e)s, merci de le contacter par mail à : *kazharchoad@gmail.com* ou de lui écrire à l'adresse : *6, rue de la Paix 22190 Plérin (02 96 79 91 19).*

Comment faire progresser le Traité de non prolifération (TNP) ? Quel peut être le rôle de la France ?

Le TNP a atteint une situation où il ne peut plus évoluer. La Corée du Nord s'en est retirée, créant ainsi un grave précédent. Tous les pays l'ont signé sauf l'Inde, le Pakistan et Israël. Avant de le signer, ces trois pays devraient démanteler leurs armes nucléaires. C'est difficilement envisageable. La situation peut évoluer si un nouveau traité, ou une convention, se met en place pour programmer le désarmement nucléaire avec des dates butoirs et des étapes. Un tel projet de convention a été adopté à l'ONU par une forte majorité et propose une élimination totale en 2020. C'est aussi une demande votée par le parlement européen. Pour les armes chimiques, il existe une telle convention : toutes les usines de production et les armes doivent être éliminées en 2012 avec un processus de vérification. L'enjeu, lors de la conférence d'examen du TNP en mai 2010, est donc de décider d'une telle convention d'élimination. Nicolas Sarkozy y est totalement opposé. Barack Obama a évité le sujet dans toutes ses interventions.

La France aurait de grandes possibilités pour faire progresser la conception de la sécurité, sans arme nucléaire. Les têtes nucléaires pourraient facilement être démontées des missiles. En aucun cas cela ne compromettrait la sécurité de la France, mais le concept de sécurité commencerait à évoluer. Ce serait un acte exemplaire qui marquerait la communauté internationale ■

> *Abolition des armes nucléaires/Stop essais*, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 01 69 07 78 37, stop.essais@wanadoo.fr.





Groupes locaux

Vous êtes nombreux, nombreuses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Voici les groupes locaux qui existent déjà.

> **Lyon.** Clémence, *tél. : 04 78 28 07 83.*

> **Indre-et-Loire.** Zazu Ferrandon, *zazu@neuf.fr.*

> **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, *Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.*

> **Paris.** Mireille Oria, *52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.*

> **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, *obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30.*

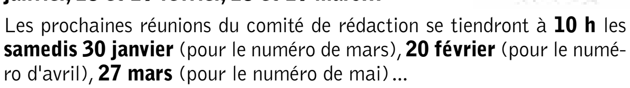
> **Bretagne.** Alexis Robert, *La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.*

Essonne - Val-de-Marne

Le numéro d'été 2010 sera consacré aux alternatives dans ces deux départements. Les reportages seront faits en février 2010. C'est donc le moment de nous signaler ce que vous connaissez dans ces deux départements. Vous pouvez nous envoyer adresses, présentations, adresses internet…
Merci d'avance.

SOMMAIRE

Prochain dossier
Les murs comme médias alternatifs.



Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **21 et 22 janvier, 18 et 19 février, 18 et 19 mars…**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedis 30 janvier** (pour le numéro de mars), **20 février** (pour le numéro d'avril), **27 mars** (pour le numéro de mai)…

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **25 novembre 2009.**

Carapa : découverte du lieu

D.R.


Kokopelli organise des stages sur la production de semences

D.R.


Le Merlet, le camp des enfants

D.R.


Halem, une cabane, perdue dans la verdure...

D.R.


Fruits oubliés, étalage de pommes pour la Fête de l'Arbre

D.R.

éditorial

Cévennes, terre de résistances

Terre de contrastes, le Gard en bord de la Méditerranée présente une côte ravagée par les promoteurs (le Grau-du-Roi) puis en se déplaçant vers le nord, on trouve les bords de la Camargue, de grandes plaines avec productions de légumes (avec certains producteurs bios très anciens), et surtout de vignes. En prenant de la hauteur, on trouve d'abord des oliviers, puis dans les Cévennes, on trouve beaucoup de châtaigneraies (souvent abandonnées après guerre) et là une multitude d'initiatives alternatives des plus diverses favorisées par un prix du foncier peu élevé.

Les Cévennes sont à cheval sur le Gard et la Lozère. Alors que le premier département est assez peuplé (700 000 habitants), la Lozère connaît de grands espaces, les Causses, où la densité de population est très faible. Ce département est l'un des moins peuplés de France (76 000 habitants).

Presque tous les reportages présentés dans ce dossier sont situés dans les Cévennes[1]. Cette terre qui a connu la résistance des Protestants et celle des maquis de la deuxième guerre mondiale, accueille aujourd'hui une multitude d'initiatives souvent individuelles. Celles-ci sont éparpillées dans une nature pas toujours en bonne santé du fait d'une érosion importante.

Dans ces montagnes où l'on donne les distances en heures de voiture, on peut quand même s'inquiéter d'une dispersion qui a ses avantages aujourd'hui, mais qui présentera de lourds inconvénients en cas de fin du pétrole. Les dernières lignes de train sont menacées et le vélo devra bénéficier d'une sérieuse assistance pour grimper de tels dénivelés. Restera l'âne de Stevenson[2].

Michel Bernard ■

1. Avec l'Ariège (n°331), il s'agit sans doute de l'une des plus fortes concentrations de mode de vie alternatif.
2. voir Association sur le chemin de Stevenson, Bureaux des associations, 48220 Pont-de-Montvert, tél. : 04 66 45 86 31, www.chemin-stevenson.org.

dossier

Photos de couverture : Hélène de Bois 2 Mains à la fenêtre © Marie Clem's



Marie Clem's

Beau comme un bocage

⮝ *Accueil paysan, petit déjeuner partagé avec les hôtes.*

En une trentaine d'années, la ferme de la Baraque a connu une véritable renaissance entre les mains devenues expertes de Pierre Buchberger et Martine Nivon. Leur fils Jonas envisage aujourd'hui de poursuivre l'aventure.

L'ARRIVÉE SUR LE SITE EST INOUBLIABLE : APRÈS DES KILOMÈTRES DE ROUTES SINUEUSES, ON croit être arrivé en atteignant un plateau, mais il faut alors redescendre dans un vallon en suivant une piste de 3,5 km de long. Mais comme le dit le dépliant publicitaire : *"la route ne paraît longue que la première fois"*. Là on découvre une oasis au milieu de terres érodées. Cette verdure est le résultat d'une longue histoire, des humains et du sol.

Un petit coin tranquille

Pierre et Martine se rencontrent en 1969, au lendemain des grands soirs presque réussis. Martine a un père fonctionnaire d'origine paysanne et une mère d'origine commerçante. Elle a commencé à Besançon une maîtrise de psychosociologie, qu'elle finira à Paris en 1968.

Pierre, originaire du Territoire de Belfort, avait un père d'origine alsacienne, amateur de randonnées et connaisseur de champignons, qui avait fait de la résistance pendant la guerre. Sa mère tenait *L'aliment sain* qui devint par la suite *La Vie claire* à Belfort ; c'était alors le 3e magasin "bio" de France, après Paris et Lyon. Parti au service militaire le 1er janvier 1968, alors qu'il suivait des cours aux Beaux-Arts de Paris, il a tout raté des manifestations de ce printemps-là.

Aux Beaux-Arts de Paris, Mai 68 a laissé une crèche parentale. Martine et Pierre y sont bénévoles pendant l'été 1970 pour accompagner des enfants lors d'une colonie dans le Limousin. Ils (re)découvrent alors la vie à la campagne et, dans un contexte de fort retour à la terre, décident de quitter la ville.

En 1971, ils entrent en contact avec une personne qui a racheté un hameau dans les Cévennes, avec quatre mas dont deux habitables. Le propriétaire et ses deux compagnes avaient ouvert une chèvrerie. Ils s'installent avec eux. C'est alors pour Martine *"la découverte des Cévennes, loin de l'agitation, avec ses pierres chargées d'histoire, une civilisation à l'abandon"*. Il y a de beaux sites, du calme, des oiseaux, de l'eau… Et Martine de préciser : *"J'ai commencé à garder mes lunettes, qu'avant j'enlevais par coquetterie"*. Après avoir démarré des jardins, ils quittent le groupe au bout de neuf mois. Ils décident d'acheter quelque chose et repartent à la ville pour travailler et réunir un capital. Pierre part dans une fonderie à Bâle, en Suisse, où le salaire est deux fois plus élevé qu'en France. Martine fait des enquêtes pour des organismes de sondage, travail qu'elle poursuivra occasionnellement jusqu'en 1984.

Cherchant à acheter dans la région, ils repèrent le village abandonnée de la Vieille-Valette, à

■ **Pierre Buchberger, Martine et Jonas Nivon, Le mas de Cocagne,** 30450 Aujac, tél. : 04 66 61 12 77.

■ Dessins de Jonas Nivon (Jonvon Nias) sur http://ceciest-monsite.canalblog.com

L'arbre aux abeilles

L'association *L'arbre aux abeilles* a vu le jour pour faciliter le partage entre apiculteurs des Cévennes et pour expérimenter les ruches-troncs. Une ruche-tronc est un modèle d'apiculture très ancien reproduisant la nidification des abeilles dans des troncs d'arbres creux.

■ **L'arbre aux abeilles,** Grand'rue, 48220 Pont-de-Monvert, www.ruchetronc.fr.

Le rucher des forges

Serge Perles propose des ruches parrainées : chaque parrain à hauteur de 150 € reçoit 3 kg de miel par an pendant 5 ans. Cela lui évite d'avoir à emprunter pour acheter des ruches et cela permet une collectivisation de sa production.

■ **Rucher des Forges,** 30580 Bouquet, tél. : 04 66 72 75 56.

Le monastère de Solan

Les sœurs orthodoxes du monastère de Solan ont fait le choix de l'agriculture biologique pour leur production après une rencontre avec Pierre Rabhi. On les croise, voilées, lors des salons écolos.

■ **Monastère de Solan,** 30330 La Bastide-d'Engras tél. : 04 66 82 99 12.

Biocoop

Les magasins Biocoop distribuent des produits bio selon une charte rigoureuse.

■ **La Marigoule,** Centre commercial des 7 Collines, 42, rue du Forez, 30000 Nîmes, tél. : 04 66 84 92 82.

■ **Soleil Levain,** 16, avenue Jules-Guesde, 30100 Alès, tél. : 04 66 52 75 57.

■ **La fourmi et la cigale,** 16, boulevard des Remparts, 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort, tél. : 04 66 77 99 10.

■ **Biocoop Mère nature,** route de Saint-Gervais, 30200 Bagnols-sur-Cèze, tél. : 04 66 79 94 97.

■ **Biocoop Fleur de sel,** ZAC Terres de Camargue, 30220 Aigues-Mortes, tél. : 04 66 88 45 07.

■ **La Marigoule,** 30 boulevard Jean-Jaurès, 30700 Uzès, tél. : 04 66 37 27 74.

■ **Biocoop La Claire fontaine,** 16, boulevard Britexte, 48000 Mende, tél. : 04 66 65 98 57.


Marie Clem's

L'appartement de Jonas et une caravane de stagiaire… des murs où s'exprime la philosophie des lieux


Marie Clem's

Jonas et Martine… en pleine réflexion

Rochessadoule, mais les Mines, alors propriétaires, leur annonce que le site a été préempté par l'Office national des forêts, qui ne voulait rien vendre. Quelques années plus tard, un autre groupe s'y installera avec succès[1]. Au bout de six mois, ils ont une proposition venant d'un forestier rencontré par relation. Ils disposent des quatre cinquièmes de la somme et empruntent aux parents pour compléter. Situé sur la commune d'Aujac, à la limite du Gard et de l'Ardèche, le terrain atteint 2 ha, avec une ruine sans toit. Ils vont vivre sous la tente pendant six mois. Il n'y avait aucun projet au départ. Pour Pierre, c'était *"volem rien foutre al païs"*. Ils cultivaient leur jardin et un peu de cannabis. Quand l'argent venait à manquer, ils allaient en ville pour faire n'importe quel travail (vendanges, enquêtes…). Ils vivaient avec très peu d'argent.

Pendant les six premiers mois, ils restaurent un petit bâtiment pour disposer de 9 m² habitables. Ils installent une pompe manuelle pour extraire l'eau potable d'un puits. Le reste des besoins en eau est fourni par le ruisseau, au fond de la vallée. Ils ont commencé à avoir des poules pour les œufs, à s'initier à un jardin à côté du cours d'eau, en cherchant l'autarcie. C'était alors une question d'orgueil : ils pensaient *"si les ploucs y arrivent, pourquoi pas nous"*.

Le fait d'avoir un enfant les a poussé à demander le statut agricole… ce qui nécessitait de mettre en place un projet économique.

Où mène le pâté végétal…

En 1974, lors d'une foire artisanale à Aujac, on leur demande de préparer à manger. Ils utilisent alors le four à bois de la ruine pour faire une fournée de pain. Ils préparent aussi du pâté végétal aux champignons sauvages, récoltés localement par eux-mêmes, et des galettes de blé aux légumes, à partir de recettes venant de *l'Aliment sain* via la mère de Pierre. Cela marche bien puisqu'en une journée, ils gagnent autant qu'en un mois de travail pour un journalier agricole.

Ils se lancent alors dans le pâté végétal et les galettes et commencent à en vendre dans les foires l'été puis dans les foires bio. Cela remplace peu à peu les petits boulots.

Un jour, à Paris, Martine passe à *Nature & Progrès,* association de promotion de l'agriculture bio qui publie une revue[2] à laquelle le couple est abonné. Elle arrive en plein débat sur le lancement du salon *Marjolaine* et propose d'y vendre sa production. Ils achètent du blé le plus près possible de Paris et tiennent leur stand au premier *Marjolaine*, en novembre 1976. En trois jours, le stand est remboursé. *Marjolaine* va alors représenter une entrée d'argent régulière qui se complétera en 1984 avec la foire bio de Rouffach (aujourd'hui Colmar), en 1987 par le salon *Primevère* (Lyon)… et dans une dizaine d'autres foires.

Jonas naît en 1979. C'est une époque où ils se rendent compte qu'administrativement, ils n'existent pas. Pour pouvoir accoucher dans un hôpital, il faut un statut et ils négocient alors de devenir adhérents à la Mutualité sociale agricole (MSA).

Avec un enfant, vivre sans électricité ni téléphone devient angoissant et ils commencent à gérer plus sérieusement leur budget. Le chantier de la maison avance pour dégager une pièce de plus. A partir de 1980, un panneau photovoltaïque produit un peu de courant, mais il y a des pannes. Le statut d'exploitant agricole obtenu en 1980 leur permet de bénéficier du raccordement à EDF en 1984. Après avoir obtenu ce statut, ils ont suivi à

Nîmes, à tour de rôle, une formation agricole. A cette époque, une piste qui mène chez eux est transformée en route, le maire souhaitant qu'ils restent sur place : Jonas est précieux pour éviter la fermeture de l'école d'Aujac. Ils achètent alors leur première machine à laver.

De l'importance des sols

Jusqu'alors, ils disposaient d'une source sur place, qui ne donnait qu'environ 1 m^3 par semaine en été. Pour pouvoir jardiner et arroser, ils devaient donc descendre au fond du vallon chercher l'eau d'un ruisseau. En 1986, ils ont la possibilité de louer une source dans la colline. Avec 1,2 km de tuyau, ils disposent enfin d'une eau plus abondante qui leur permet de démarrer des jardins à proximité de la maison. Cela leur permet également d'envisager de faire de l'accueil à la ferme. Ils contactent *Gîtes de France,* mais le projet n'aboutit pas car les conditions d'accueil préconisées nécessiteraient de gros travaux et donc des emprunts d'argent, ce qu'ils ont toujours évité de faire.

En 1988, ils essaient de s'associer avec un autre couple. Ceci leur permet en 1990 de s'absenter pour suivre une formation de six mois à l'école d'agrobiologie de Beaujeu (Rhône), école alors unique en France[3]. Ils laissent Jonas, 11 ans, en première année de collège, aux soins de l'autre couple.

Les connaissances qui seront acquises dans cette école, en cinq mois, avec quarante intervenants, vont leur faire prendre conscience de l'importance de la qualité des sols pour une agriculture durable. Pour Pierre *"Cela m'a mis les points sur les i"*. Ils vivent au milieu d'une pinède et de pâtures sèches (genévrier, pins…) et de châtaigneraies avec des sols acides, appauvris, érodés par les torrentielles pluies cévenoles. Ils s'appuient sur la méthode Jean Pain pour composter des broussailles[4], gagner du terrain, stabiliser les sols, fertiliser et augmenter la production.

Ils vont diversifier progressivement les espèces d'arbres, mettre en place des diguettes de retenue pour les sols évitant l'érosion, broyer les broussailles pour en conserver la matière organique. Ils plantent des haies, favorisent les feuillus, cultivent en courbes de niveaux, orientent les parcours d'animaux également en courbes de niveau…

Lorsqu'une place de viticulteur se libère à l'école de Beaujeu, Pierre postule pour le poste, Martine trouve une place aux cuisines et aux conserves. Avec Jonas, ils y resteront deux ans.

Ils en reviennent avec une vision prudente de la biodynamie : pour eux, il y a trop de dérives ésotériques, ce qui enferme l'idée dans une sorte de ghetto. Ils n'en gardent actuellement que le calendrier des semis.

A leur retour en 1994, l'autre couple a abandonné les lieux et ils doivent tout remettre à niveau. Connaissant *Accueil paysan*[5] depuis 1992, Martine et Pierre se lancent cette fois dans l'accueil.

Un accueil progressif

Pour commencer, ils installent d'abord un tipi pour accueillir des randonneurs avec des ânes. Avec le temps, ils agrandissent encore la maison pour y installer une chambre, puis aménagent un petit camping de six places (30 personnes maximum). Ils développent également des sentiers de randonnées qui passent par chez eux. Pour se faire connaître, ils passent des annonces à l'office de tourisme et dans quelques journaux proches de leurs idées : *Silence, les Quatre saisons, Nature & Progrès, Campagnes solidaires.* Ils essaient d'accueillir des gens *"qui s'intéressent à ce que l'on fait"*.

Ils découvrent que l'accueil peut être très agréable ; cela permet de raconter sa démarche : *"Beaucoup de citadins viennent y chercher de l'espoir"*. Ils se développent jusqu'à pouvoir aujourd'hui


D.R.

Visite de la ferme en compagnie de Pierre


D.R.

Les jardins en terrasse, épousant les courbes de niveau du paysage



Marie Clem...

Un des panneaux qui accueille le visiteur


D.R.

Le stand au salon Marjolaine

Agriculture bio

Gard

■ **Fibris,** 50, chemin Haute-Levade, 30110 Sainte-Cécile-d'Andorge, tél. : 04 66 54 83 99, www.fibris.fr. *Vêtements bios, équitables.*

■ **Franck Langlais,** chemin des Malautières, 30130 Saint-Paulet-de-Caisson, tél. : 04 66 39 16 01. *Spiruline.*

■ **AGROOF,** 120, impasse des 4-Vents, 30140 Anduze, tél. : 04 66 56 85 47 / 06 22 10 42 42. *Bureau d'étude sur l'agroforesterie.*

■ **Eyos,** Atelier de Gréfeuilhe 30170 Monoblet, tél. : 04 66 85 28 09. *Tissage de la soie.*

■ **Alimentation biologique,** Claude Canac, B7, parc d'activités de l'Arnède, 30250 Sommières, tél. : 04 66 80 92 10.

■ **Criques et miels,** Delphine Maillard, Patrick Pasanau, La borie de Falguières, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél. : 04 66 34 35 01. *Mention Nature et progrès.*

■ **Jean-Claude Peretto,** Saint-Sylvestre, 30390 Domazan, tél. : 04 66 63 97 55. *Relance des grenadiers dans le département, 3700 arbustes cultivés en bio sur dix hectares.*

■ **Cantine bio de Barjac** (où a été tourné le film Les enfants nous accuseront), Edouard Chaulet, Mairie, 30430 Barjac.

■ **Bio Cévennes gourmandes,** Philippe et Patricia Robain, 23, le Plan, 30440 Sumène, tél. : 04 99 92 01 99. *Crèpes sans gluten, jus de pomme, compote de pommes, chutney aux pommes.*

■ **Les montagnes bleues,** Noël Hadrien, Novis Haut, 30460 Vabres, tél. : 04 66 85 25 75. *Cuisine végétarienne à base de châtaîgnes.*

■ **Touselle,** Henri Ferté, Mas de Mayan, 30900 Nîmes, tél. : 04 66 38 23 28. *Syndicat de promotion des touselles, varité de blé méditerranéen et autres céréales anciennes.*

1. voir page 10.
2. voir page 21.
3. Cette école n'existe plus aujourd'hui.
4. Voir Equipe Jean Pain, BP 16, 89520 Treigny, tél. : 03 86 74 72 20, www.jean-pain.com.
5. Accueil paysan, MIN, 117, rue des Alliés, 38030 Grenoble cedex 2, tél. : 04 76 43 44 83, www.accueil-paysan.com.



Pierre au jardin, ramassant du pourpier



Les digues végétales installées dans la forêt pour bloquer l'érosion



Pierre à coté du local de poubelle du camping, ici tout le monde trie ses déchêts

accueillir une quinzaine de personnes en chambres et en table paysanne. C'est contraignant de faire l'accueil pendant tout l'été, mais cela leur permet de valoriser leur petite production agricole, les produits transformés (confitures, pâté végétal), de valoriser l'utilisation des plantes sauvages et enfin de montrer une cuisine presque toujours végétarienne. Cela leur permet d'écouler une bonne partie de la production sans aucun transport… et donc de diminuer leurs déplacements dans les foires.

Le retour de Jonas

En 1994, Jonas est parti faire des études, d'abord au lycée de Nîmes, puis à Besançon (BTS communication visuelle) et enfin à Strasbourg (arts décoratifs). En 2002, les études finies, il se lance dans la bande dessinée et multiplie les expériences sans trop chercher à gagner sa vie.

Membre actif de l'Institut Pacôme[6], association de micro-édition, il collabore ainsi à la revue de BD pour enfants *Le Poulpe multipotent,* dont le tirage est limité pour le moment à 500 exemplaires. Il y raconte des histoires écolos.

Il fait des petits boulots alimentaires pour compléter une activité qui ne lui rapporte pas assez. Progressivement, la vie en ville devient pesante. Alors que jusqu'ici il avait toujours trouvé que ses parents travaillaient trop, il finit par revoir sa position. Après avoir aménagé un studio indépendant de 40 m^2 dans la grange au-dessus des ânes, dans un bâtiment en bois cordé et bardage bois, il décide de se préparer à prendre la suite de ses parents. En janvier 2009, il commence à travailler à temps plein sur place et s'est inscrit à Florac pour suivre une formation d'un an pour obtenir un brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole (BPREA). Ensuite, la passation d'activité devrait se faire progressivement avec des parents qui commencent à regarder du côté de la retraite professionnelle.

Nul doute que Pierre, qui a multiplié les initiatives locales pour nous offrir aujourd'hui un petit coin à la végétation d'une grande diversité, ne poursuive ses expériences. Il a par exemple planté des féviers d'Amérique, un arbre de la famille des légumineuses, très résistant à la sécheresse, qui, outre qu'il produit de l'ombre, développe des nodules au niveau des racines, permettant de fixer l'azote dans le sol, et donc de nourrir d'autres cultures à son pied. Il a aussi développé les plantations de yuccas. Ce cactus résiste au gel car ses feuilles ne sont pas charnues. Les tiges et les fleurs sont comestibles. Cela permet de faire des haies piquantes qui résistent aux tentatives de passage des animaux et donc d'amorcer une sorte de bocage. Un nouveau potager mis en place ces dernières années a été prévu avec des terrasses assez longues pour y favoriser le travail par traction animale. Cela serait un développement possible de l'activité des ânes. Ce jardin de 2500 m^2 est équipé de tuyaux (1,6 km) qui assurent un arrosage microsuintant, un moyen de diminuer fortement la consommation d'eau. Enfin, Pierre Buchberger s'est découvert une fonction de pédagogue : c'est un conférencier recherché. Son discours s'appuie sur une pratique de tous les jours.

Au début, les paysans du coin ont rigolé de voir ces citadins s'installer sur ce qui était la plus mauvaise ferme de la commune. Aujourd'hui, ils ne peuvent qu'être admiratifs.

M. B. ■

Agriculture bio

Lozère

■ **Louise et Stéphane Chandelon, Jardins du Puech,** 48110 Sainte-Croix-Vallée-Française, tél. : 04 66 44 79 09. *Cultivent 150 variétés de légumes.*

■ **Biojour,** 7, rue du Pêcher, 48400 Florac, tél. : 04 66 94 04 01. *Coopérative biologique.*

6. 7, rue de l'Aimant, 67000 Strasbourg, http://institutpacome.free.fr.



M.B.

Carapa, une oasis dans les Cévennes

▲ *Le toit de la maison de Fabienne, vue de l'intérieur*

Vous aimeriez vivre le plus en harmonie possible avec la nature, au sein d'un collectif, dans une habitation ronde, en étant végétarien et en pratiquant la permaculture ? Carapa l'a fait !

A l'automne 2008, les orages se sont succédés sur les Cévennes. En une nuit, il est tombé 500 mm d'eau, soit presque autant qu'en une année normale. Les oueds — ruisseaux asséchés — et les quelques cascades de la vallée où se situe Carapa ont gonflé démesurément, emportant tout sur leur passage, le pont d'accès en particulier. Mais c'est une caractéristique des lieux : presque toute l'eau tombe brutalement en automne et la nature sait s'en accommoder, comme le montre cette vallée verdoyante au milieu de massifs beaucoup plus secs.

Cette vallée très riche en flore a provoqué un coup de foudre en 1977 chez Jacques Vecker, alors âgé de 50 ans. Après de longues années comme enseignant à l'étranger (Allemagne, Finlande), il cherchait à développer une activité écologique. Il prend une pré-retraite, développe une activité de journaliste et achète tout le haut de la vallée, soit 55 ha à l'abandon depuis la dernière guerre. Avec sa femme, Janine, il restaure la seule maison debout sur ce domaine et y crée le *Centre écologique européen*. Il fait des démarches pour faire classer l'ensemble comme réserve fédérale de chasse — pour éviter les conflits avec les associations de chasseurs. Cette vallée fait également partie de la réserve de biosphère Unesco des Cévennes.

Un parcours en solitaire

Olivier Rognon, d'origine parisienne, s'intéresse très tôt aux tentatives de vivre ensemble. A Paris, il fait partie d'une communauté qui contribuera à la mise en place des premières coopératives bio dans la capitale. En 1991, il participe à la création d'une association, dont le projet est de mettre en place des écovillages en Guyane française. Il rencontre alors Thierry Sallentin, un ethnologue qui connaît bien la Guyane, mais il n'y a pas d'atomes crochus. Après quelques démarches infructueuses pour avoir des terrains, l'association décide de chercher également en métropole. Elle passe des annonces dans des revues lues par les mairies, pour chercher une commune qui accepterait de lui prêter un terrain gratuitement. Jacques Vecker propose alors de venir voir sa vallée et de s'y installer.

Après une première visite, Olivier Rognon, 35 ans à l'époque, est le seul prêt à franchir le pas. Il s'installe en 1995, avec seulement une vieille caravane prêtée pour le logement, et un vélo pour joindre la gare d'Alès à quelques kilomètres — pentus — de là. Lorsqu'il arrive, il y a sur place des objecteurs de conscience qui aident au *Centre écologique européen*. Ils l'aident à monter une ossature bois — du châtaignier coupé sur place — en forme de tipi à douze côtés, qui lui servira à construire une vaste cabane ronde, à deux niveaux, d'une surface de 70 m². Les murs en bottes de paille sont enduits à la chaux. Le toit est en bardeau de thuya. Au fil des ans, cette habitation va devenir confortable avec l'arrivée de l'eau d'un ruisseau et un peu d'électricité fournie par un panneau de photopiles, placé en hauteur dans les arbres, puis l'installation d'une micro-turbine hydroélectrique. Des toilettes sèches à l'extérieur complètent le tout. Tout cela est fait en autoconstruction, sans permis de construire, mais sans problème avec l'administration. La paille

■ **Oasis Carapa,** Vaugran, 30480 Saint-Paul-la-Coste, tél. : 04 66 30 13 42 (Olivier et Martine) 04 66 30 33 96 (Fabienne) 04 66 25 14 21 (Françoise et Jean-Louis).

■ Le film est disponible en DVD auprès de Carapa contre 24 € port compris.

Ecohabiter 30

L'association *EcoHabiter 30* a vu le jour à Nîmes en 2008, pour créer les conditions de l'émergence de projets d'habitat groupé écologique en auto-promotion dans le Gard. *EcoHabiter 30* est un lieu de rencontre pour trouver vos futurs voisins et ensemble décider le lancement de votre projet d'habitat groupé.

■ **Ecohabiter 30,** www.ecohabiter30.org. Tél. : 04 66 73 13 33 ou 04 66 26 23 36, www.ecohabiter30.org.

Vivre ensemble

Gard

■ **Eco-village Les Vies dansent,** projet en cours, Laurent, tél. : 06 80 66 17 46.

■ **Tribu Vivace,** Alain Auguste, Les Drouilhèdes, 30160 Peyremale, tél. : 06 19 42 18 69, tribuvivace.free.fr.

■ **Cantoyourte,** Sylvie Barde, tél. : 04 66 54 84 77, http://yurtao.canalblog.com.

■ **Ecosite de la Borie,** RD983, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél. : 04 66 85 07 01, www.ecosite-laborie.com.

■ **La Vieille Valette,** 30160 Rochessadoule, tél. : 04 66 25 32 62.

■ **Eco-hameau "La Serre du Valat",** 30460 Vabres : *initiative communale avec 7 parcelles de 2000 m² en bordure d'un bois de 10 hectares géré collectivement par les habitants.*

Lozère

■ **Vivre ensemble,** Le Fresquet, 48240 Saint-Frézal-de-Ventalon. *Projet de création d'un éco-hameau autour des valeurs de l'écologie globale, en lien avec la SCIC Bois 2 mains.*

■ **Gîte la Roquette,** 48110 Molezon, tél. : 04 66 44 07 79 (Ludovic Giffard), voir www.gite-laroquette-cevennes.fr : *résidence d'artistes notamment.*

■ **Lo Bissac,** 48160 Saint-Martin-de-Boubaux. *Lieu créé en 2008 avec comme charte commune de faire un lieu d'échanges de savoirs, d'activités artistiques et culturelles, de partage.*

et la chaux ont été achetées. L'ensemble revient à moins de 10 000 €. A l'époque, il n'y avait pas l'abondance de la littérature d'aujourd'hui et on ne trouvait les explications techniques que dans des livres étrangers. Il n'y avait pas non plus de réseau de chantiers coopératifs.

Au départ, Jacques Vecker prête à Olivier 7 ha pour y développer un projet d'éco-hameau et de permaculture, avec des jardins à trois étages (plantes annuelles/arbustes/arbres). Il n'y a pas de loyer.

Olivier lance alors un appel avec une charte présentant quelques points non négociables : l'habitat doit être rond (influence du chamanisme amérindien), les jardins en permaculture, le régime alimentaire au moins végétarien, si possible végétalien, le lieu est non-fumeur.

Cette charte avait été discutée avec des personnes intéressées… qui, après rédaction, ne se décident pas à venir, comme c'est souvent le cas dans ce genre de projet.

Pour Olivier, cette incapacité à franchir le pas s'explique par ce qui motive les personnes : *"elles sont en réaction contre le système, elles cherchent à le fuir, mais n'ont pas fait une démarche pour définir de manière positive ce qu'elles voudraient vivre".*

Pour ne pas rester isolé, dès le départ, Olivier participe aux rencontres françaises des écovillages[1] et adhère au GEN-Europe[2], un réseau où il peut rencontrer des personnes impliquées dans de nombreuses réalisations. Cela contribue à lui donner le tonus pour poursuivre son action.

Pour dégager un revenu, Olivier a développé la transformation des châtaignes (galettes, confiture…) et vend ses produits principalement dans les salons et fêtes écolo. Il donne aussi quelques conférences.

La naissance d'un collectif

Des personnes, surtout des jeunes, s'installent parfois… Cela dure six mois, un an, sans se pérenniser. Certains, après avoir longuement discuté de la charte, ne l'appliquent jamais. Avancer collectivement n'est pas toujours facile à vivre. D'autres découvrent le lieu au printemps et fuient la pluie à l'automne. Plusieurs expériences tournent court. Suite à cela, un statut intermédiaire est adopté : il faut rester au moins un an avant d'être intégré dans un collectif décisionnel.

En 2002 arrivent Fabienne et sa fille, âgée de 9 ans. Après avoir fait un tour du monde à la voile, elles s'installent dans un premier temps dans une caravane, Fabienne se lance dans la fabrication de sa maison ronde. Elle choisit de se mettre plus en hauteur, ce qui lui assure une jolie vue, mais complique singulièrement le chantier : terrain en forte pente, nécessité de monter les matériaux… Après avoir stabilisé une plate-forme, la maison s'appuie sur une ossature bois. Les murs sont réalisés avec de la terre argileuse provenant… de l'autre côté de la vallée. Une maison presque totalement locale. Là aussi, un panneau photoélectrique assure l'éclairage et répond aux faibles besoins en électricité. Musicienne, Fabienne s'est formée à la musicothérapie et donne beaucoup de stages en extérieur dans ce domaine, mais aussi en danses, en voix. Elle anime également, pour les enfants, des stages d'immersion et de découverte de la nature.



M.B.

La maison d'Olivier et Martine



D.R.

Construction d'une serre dans le potager



D.R.

Reconstruction d'un pont après les orages de l'automne 2008

En août 2007, Martine, qui a rencontré Olivier lors de l'écofestival d'*Héol* en Bretagne[3], décide de venir s'installer avec lui. Ingénieur paysagiste, elle a travaillé dans un lycée agricole, a dirigé les espaces verts d'une ville et depuis 2004 cherchait à vivre ses relations avec les plantes autrement. Ce rapprochement avec la nature, elle l'a trouvé dans le chamanisme. Elle s'est également formée à l'art-thérapie. Elle s'oriente vers l'organisation de stages et partage un cabinet avec d'autres thérapeutes à Alès.

1. Ce réseau, qui se réunira de temps en temps, a permis de faire se rencontrer jusqu'à 500 personnes. C'est de là qu'est parti le projet de la revue *Passerelle Eco*, que nous avons présentée dans le n° 370.
2. www.gen-europe.org relayé en France par le Mouvement oasis en tous lieux, BP 14, 07230 Lablachère, tél. : 04 75 39 37 44.
3. Héol, route de Louisfert, 44520 Moisdon-la-Rivière, tél. : 02 40 07 63 68, www.heol2.org.
4. voir page 26



La maison de Fabienne, vue de l'extérieur

Une famille qui avait prévu de s'installer avait acheté une yourte, montée un peu plus haut dans la vallée. Elle a renoncé à venir et la yourte a été rachetée. Depuis l'automne 2008, elle héberge deux nouveaux habitants : Jean-Louis et Françoise qui, après presque un an pour s'installer, ont démarré à l'automne 2009 des activités dans le domaine des soins énergétiques à Alès.

Préserver l'écosystème

L'un des principaux attraits du lieu est l'esprit qui s'y est développé. Depuis le début, l'axe central de recherche est de définir un moyen de vivre dans un écosystème en le perturbant le moins possible. Le potager est ainsi tourné vers la culture permanente avec des plantes pérennes. La forêt est entretenue pour y favoriser un équilibre, ce qui nécessite une coupe progressive des pins maritimes qui ont envahi les lieux après l'abandon des châtaigneraies. Tout un tas d'expériences sont menées pour améliorer le couvert forestier et le rendre productif. Seule une partie de la vallée est habitée par les humains, tout le haut étant laissé à l'état sauvage. Enfin, le mode de vie extrêmement simple des habitants doit permettre d'y vivre en nombre, sans entraîner de pollutions ni de dégradations.

Une opportunité d'achat pour une parcelle de 3 ha les a fait réfléchir à une extension possible. Un groupement foncier agricole (GFA) a alors été mis en place pour lancer un appel à prendre des parts de ce terrain. Quatorze personnes ont souscrit au capital, permettant d'obtenir une structure adéquate pour augmenter les terres collectives si l'écovillage voulait demain s'étendre. Toutefois, la gestion administrative d'un GFA s'avère lourde.

Avec maintenant cinq adultes en collectif et toujours le soutien du couple propriétaire des lieux, le groupe se manifeste sous forme de repas communs réguliers, de réunions pour les prises de décisions au consensus, d'entraide pour différents travaux. Selon l'expression d'Olivier Rognon, il s'agit d'*"être plus que des voisins"*.

Ils ont décidé de devenir *"Oasis Carapa"* et d'adhérer au réseau des Oasis en tous lieux, réseau d'initiatives initiés autour de la démarche d'agroécologie de Pierre Rabhi[2]

En 2007, la réalisation d'un film a permis de s'ouvrir en direction des autres habitants de la vallée. Alors qu'avant, ceux-ci venaient rarement sur



Stage d'initiation aux plantes



Cercle de paroles

les lieux, même lors des journées portes ouvertes, le film a permis de changer leur regard.

Même si le lieu s'est constitué dans l'illégalité au niveau des constructions, il ne semble pas menacé dans l'avenir. Carapa participe à la fête annuelle de la commune, paie des taxes d'habitation. La lutte contre la cabanisation qui remonte du sud[4] ne semble pas les concerner : ils sont des milliers dans le même cas et constituent les forces vives des Cévennes.

M. B. ■

Femmes

Gard

■ **CIDFF,** 20, rue de Verdun, 30900 Nîmes, tél. : 04 66 38 10 70. *Centre d'information institutionnel sur les droits des femmes.*

■ **Mouvement français pour le planning familial,** 7, rue Saint-Gilles, 30000 Nîmes, tél. : 04 66 29 41 44.

■ **Mouvement du Nid,** 25, rue Girard-de-Roussillon, 30000 Nîmes, tél. : 04 90 85 86 75. *Mouvement de lutte contre la prostitution.*

■ **Femmes libérées,** 6, rue Louis-Rossel, 30000 Nîmes. *Aide aux femmes pour sortir de son quotidien.*

■ **Trans-sortant de l'ombre,** 575, rue Tour-de-l'Evêque, 30000 Nîmes. *Association d'accompagnement des transsexuel-le-s.*

■ **Mouvement français pour le planning familial,** 10, impasse des Crêtes, Les Cévennes, 30100 Alès, tél. : 04 66 86 19 85.

■ **Femmes solidaires,** Gisèle Coutaud. 85, route de Donnat-Combe. 30200 Sabran, tél. : 04 66 89 52 82.

■ **Les Mariannes du Gard,** 4, rue Séverine, 30300 Beaucaire. *Pour la participation civique et la mise en place de réseaux d'entraide entre femmes.*

■ **Femmes et territoires,** 12, rue Entre-les-Tours, 30700 Uzès. *Aides aux femmes porteuses de projet intégré dans une démarche de territoire.*

■ **Fées et lutins,** mas de Caladon, 30770 Aumessas. *Association d'entraide pour femmes en difficulté, loin de toute violence conjugale.*

■ **Femmes en mouvements,** centre Pablo-Neruda, place Hubert-Rouger, 30900 Nîmes. *Anciennement Femmes solidaires, mouvement féministe populaire.*

■ **Centre gay et lesbien,** 2, rue Stanislas-Clément, 30900 Nîmes.

Lozère

■ **CIDFF,** Immeuble Le Foch, 12 bis, avenue Foch, 48000 Mende, tél. : 04 66 49 32 65. *Centre d'information institutionnel sur les droits des femmes.*

■ **ALGL, Association lozérienne gays et lesbiennes,** 1, place Charles-de-Gaulle, 48000 Mende, tél. : 06 75 24 14 40, www.algl.net.

■ **Planning familial,** 5, rue du Chou-Vert, 48002 Mende, tél. : 04 66 32 86 94 ou 06 33 43 22 65.


M.B.

Kokopelli, l'indocile

Jocelyn et Cécile, comparant des graines de haricots

L'association Kokopelli coordonne de multiples actions en faveur de la libération du vivant. Une activité mal perçue du côté des marchands, mais de plus en plus soutenue par le public.

■ **Kokopelli,** Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél. : 04 66 30 64 91, www.kokopelli.asso.fr.

DANS LE RÔLE DU POT DE FER, L'INDUSTRIE SEMENCIÈRE QUI ENTEND VENDRE CHAQUE ANNÉE aux cultivateurs leurs semences. Dans le rôle du pot de terre, une association qui, bien qu'acculée par les procès, continue à défendre la biodiversité des semences, leur libre-échange et la possibilité pour un paysan de produire lui-même ses semences sans passer par des marchands. Qui va gagner ?

La passion des jardins

L'histoire commence en 1988, à Saint-Menoux, dans l'Allier. Dans cette commune, on trouve alors l'un des rares lycées français appliquant la pédagogie Steiner ; nombreux sont ceux qui viennent habiter dans les environs pour que leurs enfants puissent continuer leurs études après le collège.

C'est dans ce milieu fertile qu'est née, à l'initiative de Dominique Guillet, l'association *La Rose et la passiflore,* association de reproduction de semences. Autodidacte, cet ancien moniteur de ski s'est intéressé à la botanique après avoir fréquenté les écoles Steiner et la biodynamie. Lors d'un voyage aux Etats-Unis, il a rencontré les "sauveurs de semences" qui dénoncent le contrôle du vivant et de la vie par des firmes.

L'association ressentant une grosse demande, elle se transforme en 1995 en entreprise sous le nom de *Terre de semences.* Elle fonctionne avec le statut d'entreprise d'insertion et va employer jusqu'à 20 salariés encadrant une cinquantaine d'emplois aidés. A l'époque, c'est une des plus grosses entreprises d'insertion de la région.

Seulement voilà : la législation européenne prévoit que, pour être commercialisée, une semence soit inscrite à un registre. Elle doit remplir un certain nombre de critères visant "la protection du consommateur". L'expertise coûtant fort cher, cela favorise les vendeurs de semences qui ne souhaitent commercialiser qu'un petit nombre de variétés. Pour s'assurer un revenu confortable, ces variétés souvent hybrides — dites F1 — sont stériles : elles ne donneront pas à leur tour de semences et donc il faudra en racheter chaque année.

Cette réglementation favorise la concentration des semenciers, amorcée en 1941 par la création de l'ordre des semenciers par Pétain. Cela a provoqué la mort progressive des graineteries, qui ne pouvaient plus vendre que les variétés inscrites au catalogue. Aujourd'hui, le phénomène de concentration est tel que 9 semenciers contrôlent 90 % des semences du monde. En France, le principal est Limagrain, quatrième producteur mondial.

1. La Ferme des enfants, Sophie Rabhi-Bouquet, hameau des Buis, Chaulet-Casteljau, 07230 Lablachère, tél. : 04 75 35 09 97, www.la-ferme-des-enfants.com.
2. voir page 21.

Des semences au profit de l'humain

Terre de semences a une tout autre philosophie. Dominique Guillet pense que, pour développer une agriculture qui profite à l'homme, les semences doivent être adaptées au terrain, donc très diversifiées et de plus reproductibles pour ne pas coûter de l'argent. En gros, il a la prétention de poursuivre l'agriculture exercée depuis des siècles : adaptation locale et autonomie. Une aberration pour le système marchand qui nous dirige, via le lobbying de l'Europe.

Le succès de l'entreprise provoque assez rapidement des réactions. Les menaces se précisent avec des annonces de procès.

Alors que nombre d'autres entreprises comparables font le choix de réduire leur catalogue et de rentrer dans la légalité, les animateurs de *Terre de semences* décident de changer de stratégie et de poursuivre la promotion de la biodiversité et de la gratuité des semences sous une autre forme. L'association *Kokopelli* voit le jour en 1999, Dominique Guillet étant président, Pierre Rabhi secrétaire et Jocelyn Moulin trésorier. Elle s'installe à Alès, dans le Gard, pour se rapprocher de Pierre Rabhi et de l'école de sa fille, Sophie Rabhi, où iront les enfants de Dominique Guillet[1]. Cela permet aussi un rapprochement avec *Nature & Progrès*, très actif dans le département[2]. La présidente de l'époque, Arlette Allouch, apportera son soutien à de nombreuses campagnes menées par *Kokopelli.*

Comment échanger en dehors du commerce ?

La loi tolère des échanges entre jardiniers, du moment que cela se fait sans commerce. Pour utiliser cette possibilité, l'association propose aux anciens clients de *Terre de semences* de fonctionner différemment. Une adhésion modeste permet de choisir quelques sachets de semences. Les adhérents sont invités à proposer à l'échange des semences les plus diverses possibles. De très nombreuses personnes jouent le jeu et plusieurs centaines deviennent productrices de semences. Reste que, du côté de la demande, c'est plus compliqué : une partie des demandeurs de graines, notamment sur les stands, ne sont pas adhérents et il reste de fait une partie commerciale.

Pour favoriser le développement de cette pratique, l'association va faire de la formation : producteurs de semences, pratiques d'agro-écologie, principalement sur des fermes de son réseau. Elle va aussi disposer, dans le parc régional du Verdon, de 9 ha pour produire des semences, faire de l'apiculture et organiser des stages pratiques.



D.R.

➤ *Stand pour un salon*



D.R.

➤ *Production de semences, en plein cœur du parc régional du Verdon*



D.R.

➤ *Raoul Jacquain, porte-parole, très actif, de Kokopelli*

Elle met en place des échanges avec d'autres pays, notamment en Afrique et en Asie, où elle finance des formations pour la production autonome de semences. En effet, les multinationales essaient de vendre leurs semences stériles partout.

Si le nombre d'adhérents est un contre-pouvoir aux blocages de la législation — dans les 18 mois qui suivent le lancement de l'association, 7500 personnes de 18 nationalités différentes adhèrent — cela ne suffit pas à protéger l'activité de *Kokopelli*. Alors que l'association se développe au point de passer de 6 à 15 salariés aujourd'hui (+ 6 saisonniers pour faire face à la demande au printemps), elle n'échappe pas aux procès.

Procès et soutien populaire

Le procès classique pour *Kokopelli* concerne la non-inscription au registre européen des semences. Si les échanges entre adhérents échappent à cette législation, ce n'est pas le cas des ventes directes. Les huissiers débarquent alors régulièrement pour compter les variétés non inscrites et les jugements condamnent l'association à une amende par variété… Une faible amende de 5 €.. mais comme *Kokopelli* stockait 3426 variétés non inscrites le jour du passage de l'huissier, cela fait à l'arrivée

Pépinière biodynamique La Feuillade

Installés depuis 1993, Sophie et Denis Rauzier mènent un projet de type familial, artisanal et paysan. Dans les Cévennes, à 350 m d'altitude, ils cultivent 1,40 hectare de terrain exposé nord, très froid en hiver, sec et très chaud l'été. Ils ont su adapter leur production d'arbres fruitiers, plantes ornementales, botaniques, plants de petits fruits rouges à ce climat tranché, en sélectionnant les variétés. Ainsi les plantes sont robustes, rustiques, résistantes à la sécheresse ; elles n'ont pas été "poussées", n'ont subi aucun traitement chimique. Une démarche qui témoigne qu'il est encore possible de vivre en zone rurale de montagne.

■ **Pépinière biodynamique, La Feuillade,** Sophie et Denis Rauzier, 30450 Genolhac, tél. : 04 66 61 15 92, www.lafeuillade.com.

Reel

Depuis 2000, *Reel, le Réseau éducation environnement Lozère,* fédère différentes initiatives et aide à échanger, mutualiser, communiquer. Il participe à des actions régionales et nationales (avec le réseau GRAINE). Il coordonne des actions se sensibilisation dans les établissements scolaires, il incite à la création d'éco-école, aide au développement d'une charte départementale en 24 points.

■ **Réseau éducation environnement Lozère,** 5, rue Serpente, 48400 Florac, tél. : 04 66 45 17 46.

Les recycleries

Avant le recyclage, les recycleries favorisent la réutilisation en réparant les objets récupérés et en les remettant en état puis en les vendant à bas prix.

■ **Recyclerie d'Anduze,** ZA de Labahou, 30140 Anduze, tél. : 04 66 30 73 80.

■ **La Clède,** 2, rue George-Sand, 30000 Alès, tél. : 04 66 56 52 81, www.la-clede.fr. *Recyclerie.*

■ **Yvonne Malzac,** route de Malaval-Langlade, 48000 Brenoux, tél. : 04 66 48 05 37. *Recyclerie de Mende.*





M.B.

> L'impressionnant alignement des casiers, toute la richesse de nos jardins…

Environnement

Gard

■ **Maison de l'environnement,** 21, rue Soubeyranne, 30100 Alès, tél. : 04 66 52 61 38, http://mne-rene30.org. *Fédère une quarantaine de structures dans le département.*

■ **Maison de la randonnée, La Châtaigneraie,** 30140 Thoiras, tél. : 04 66 61 66 66.

■ **Enahy,** 2, place Villaret, 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort, tél. : 04 66 77 90 97. *Association de défense des autruches à cou rouge du Niger.*

■ **Alliance anti-corridas,** BP 77023, 30910 Nîmes cedex 2, tél. : 04 66 64 22 97.

Lozère

■ **Alepe, Association lozérienne pour l'étude et la protection de l'environnement,** montée de Julhers, 48000 Balsièges, tél. : 04 66 47 09 97.

■ **Association Takh pour le cheval de Przewalski,** Le Villaret, 48150 Hures-la-Parade. Tél. : 04 66 45 64 43. *Association gérant la réintroduction de ce cheval rustique qui peut vivre seul sur les causses sauvages.*

■ **L'oiseau de feu,** Bernard Goll, Cassagnes nord, 48150 Saint-Pierre-des-Tripiers, tél. : 06 08 03 89 46. *Éducation à l'environnement, étude des vautours.*

■ **Graine de vie,** Le Rabies, 48240 Saint-Privat-de-Vallongue. *Promouvoir et aider toutes les initiatives collectives ou individuelles visant à la promotion du bien-être chez les individus, la protection de l'environnement.*

■ **Les Amis du Cambonnet,** Le Cambonnet, 48330 Saint-Etienne-Vallée-Française. *Défense du cadre de vie.*

une somme conséquente : 17 130 €, plus les frais de justice.

Pour s'assurer un soutien populaire, l'association réagit par des campagnes grand public. En 2006, l'opération *Robin des semences* a consisté à traquer dans les grandes surfaces la vente de plantes d'espèces non inscrites au registre européen. Et il y en a pléthore : comme les consommateurs sont avides de produits bio et divers, on trouve souvent, au rayon frais, des produits locaux non homologués. Les participants devaient acheter ces produits et demander une facture. *Kokopelli*, fort de ces factures, s'est ensuite inquiété de savoir pourquoi tous les grands magasins ne font pas, eux, l'objet de procès ? En 2007, l'association a lancé la campagne *Maïs sans OGM* en donnant quelques graines de maïs non inscrit à ceux qui le voulaient et en leur fournissant une lettre type à envoyer au ministère de l'Agriculture, demandant l'homologation de graines produites et envoyées avec la lettre. En 2009, *Kokopelli* a pris connaissance d'un projet de loi déposé aux Etats-Unis qui viserait à mettre fin aux échanges entre jardiniers. Concrètement, seuls les professionnels pourraient continuer à faire du maraîchage. Une campagne a donc été lancée pour savoir si l'Europe n'aurait pas la "bonne idée" d'ordonner une telle limitation des potagers[3]. 2009 a aussi marqué la première rencontre nationale des parrains/marraines (ils approchent le millier). 2010 devrait voir se mettre en place une formation sur les produits alternatifs aux pesticides dans l'agro-écologie : comment utiliser les associations de plantes (non référencées bien sûr), les tisanes ou les décoctions…

Jusqu'à maintenant, toute cette activité militante, hautement salutaire, a été bien perçue du public et a permis à *Kokopelli* de payer les amendes et les frais de justice (126 000 € en 2008-2009 !). Mais il reste de nombreux procès en cours…

Un enjeu politique

Pour se sortir de l'impasse actuelle, il faudrait que le dossier devienne politique. *Kokopelli* s'y emploie, en France, en prenant contact avec des utilisateurs de semences plus institutionnels. Et cela commence à marcher : la mairie de Mouans-Sartoux[4] a décidé de soutenir l'association. Le 28 juin 2009, elle a organisé une journée de soutien et distribue des graines non enregistrées par le biais de potagers gérés par les enfants dans les écoles de la ville. La commune s'appuie sur les documents de l'ONU, qui recommandent la sauvegarde de la biodiversité. Elle n'a pas fait l'objet de réactions officielles, pour le moment. Il serait souhaitable que les élus qui nous lisent appliquent cette idée dans leur commune.

Le lobby des semences étant le même que celui des OGM et des pesticides, *Kokopelli* s'est lancé depuis 2007 dans la lutte pour la protection des abeilles. Cela a donné lieu à la production d'un film, *Le Titanic apicole,* sorti début 2009 ; on y explique comment la perte de biodiversité des semences fragilise les écosystèmes, et donc la capacité des abeilles à survivre dans un milieu appauvri et pollué par les produits de traitement.

Un problème qui est perçu par de plus en plus de gens et qui devrait fortement gagner en visibilité en 2010, cette année étant déclarée par l'ONU "année de la biodiversité".

M. B. ■

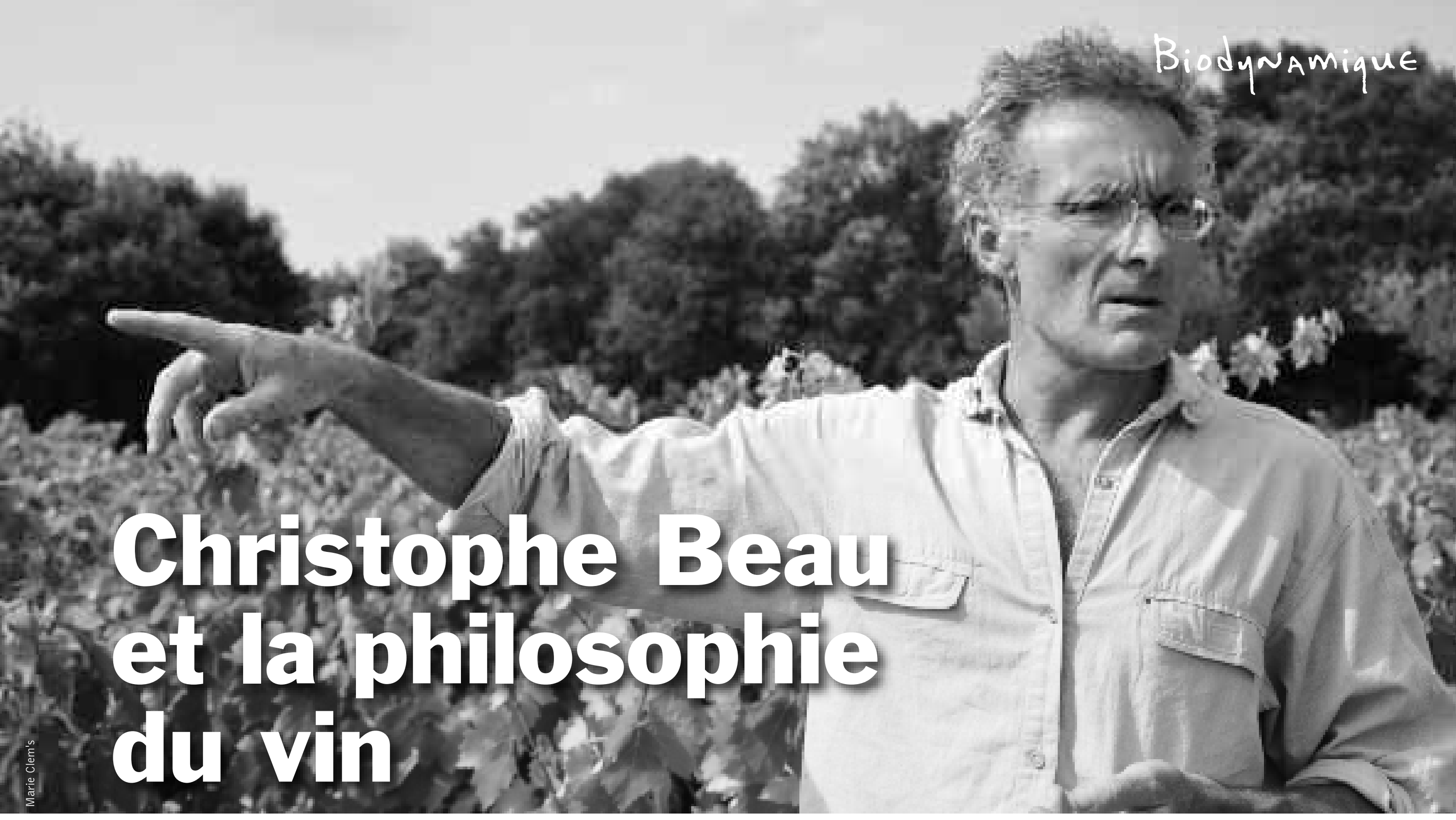


Une maison des semences bio ?

Depuis plusieurs années, Kokopelli est hébergé par une couveuse d'activités. Elle y occupe aujourd'hui 700 m², mais dans de mauvaises conditions : bâtiments en métal mal isolés nécessitant une climatisation importante, près d'un gros rond-point routier, avec vue sur un centre commercial ! Kokopelli aimerait se lancer dans la construction d'un bâtiment bioclimatique, éventuellement en partenariat avec d'autres associations locales, à proximité d'Alès.

3. La gratuité des échanges ne constitue-elle pas en effet une distorsion de la concurrence, alors que l'Europe doit garantir le libre marché prévu par son projet de constitution ?

4. Nous avons présenté André Aschieri, maire de cette commune, dans notre numéro sur les alternatives en Var et Alpes-Maritimes : *Silence* n° 342.



Christophe Beau et la philosophie du vin

▲ Christophe Beau dans ses vignes

On peut aimer le vin pour son goût. On peut aussi l'aimer comme point de départ d'une démarche philosophique… une voie que suit avec succès Christophe Beau.

Si le vin de Christophe Beau est réputé, il y a bien d'autres choses à piocher dans les terres rouges de ses vignobles. Né dans une famille aisée, en milieu urbain, il suit ses parents à l'étranger, vivant longtemps au Mexique. Il ne rentrera en France qu'en 1971 pour suivre une formation d'ingénieur agronome. Il a alors des professeurs aussi renommés que René Dumont[1] ou François de Ravignan[2]. Après ses études, il participe, en 1983, à la création de l'association Geyser[3] avec qui, jusqu'en 1995, il effectue des missions, de l'Alaska au Chili. Les animateurs de Geyser s'intéressent aux alternatives que développent les peuples indigènes, et essaient de mettre en place ce qu'ils nomment le "développement participatif", une des multiples tentatives lancées par des ONG dans ces années-là pour contrecarrer la marchandisation du monde.

En 1985, toujours dans le cadre de Geyser, il lance la revue *Alternatives agricoles,* aujourd'hui revue de l'Institut technologique de l'agriculture biologique (ITAB)[4].

En parallèle, entre deux missions, il s'essaie au retour à la terre. Il fait des expériences de culture biologique d'asperges, de blé, de pois chiches… pour des revenus qui s'avèrent, eux aussi, assez chiches. En 1985, il rencontre Momo, un viticulteur ayant une grande autorité morale dans son village. Celui-ci va l'accompagner pendant une dizaine d'années alors qu'il se lance dans la production de vin biodynamique.

Cep Atout, Sait pas tout…

Dans un premier temps, il loue des parcelles. Il va vite en comprendre les limites suite à des conflits de fermages. Cela lui donne envie d'acheter des terres, si possible en les collectivisant. Il met alors en place un système coopératif : des consommateurs sont invités à acheter des parts de société civile immobilière (SCI) pour des valeurs correspondant à l'implantation de multiples de dix ceps. Les preneurs de parts reçoivent en échange un revenu sous forme de bouteilles de vin. L'idée rencontre un succès certain. En 1995, deux hectares appartiennent concrètement à une SCI *Cep Atout* où l'on retrouve comme actionnaires des entreprises alternatives (Ardelaine, Vieil Audon…) et des amis (33 propriétaires différents). Deux autres hectares sont achetés en 2000 par des actionnaires issus du monde professionnel, dont principalement trois cavistes parisiens qui vendent son vin. Cette deuxième SCI s'appelle *Sait pas tout.*

Quatre hectares s'ajoutent aux deux autres, une partie en propriété, une autre en fermage, soit actuellement six hectares cultivés.

Chaque année, pour les vendanges, on invitait les sociétaires à venir ramasser "leurs" grappes de raisins. Même si l'idée était réjouissante, cela s'avéra lourd à organiser : des récoltes effectivement très rapides, mais une logistique peu compatible avec le respect de la maturité des raisins. Aujourd'hui, Christophe limite le nombre de personnes qui veulent venir.

A partir de 1995, il cesse ses missions pour *Geyser* qui s'est peu à peu transformé en bureau d'études et il ne vit plus que du vin.

Il crée, en 1997, l'association *Terre ferme* qui a expérimenté depuis dix ans de nombreuses médiations pour un commerce "associant" en agriculture, une formule qui s'est développée avant l'émergence des Amap et les filières partenariales justes[5].

■ **Christophe Beau, Beau Thorey,** Chemin neuf, 30260 Corconne, tél. : 04 66 77 13 11 ou 06 21 74 44 86, www.beau-thorey.com.

A lire
(commandes chez l'auteur)

■ *La Danse des ceps, chronique de vignes en partage,* Repas, 2003, 140 pp., 14 €.

■ *En Méditerranée, les jardiniers de l'avenir,* Les 3 spirales, 2005, 140 pp., 25 €.

■ *Viva la piñata,* CLC, 2007, 120 pp., 30 €.

1. René Dumont (1904-2001) est l'auteur de très nombreux ouvrages critiques sur le développement. En 1974, il est le premier candidat écologiste à l'élection présidentielle.
2. François de Ravignan, élève de René Dumont, est l'auteur de nombreux livres sur le paysage et les ravages de notre politique agricole. Il a été pendant longtemps co-président de l'association *La Ligne d'horizon,* une des associations qui prône la nécessité de sortir du mythe du développement.
3. Geyser, rue Grande, 04870 Saint-Michel-l'Observatoire, www.geyser.asso.fr.
4. Devenue Alter Agri, la revue est toujours diffusée par l'ITAB, 149, rue de Bercy, 75595 Paris cedex 12, tél. : 01 40 04 50 64, www.itab.asso.fr.
5. voir www.terreferme.net.

Marie Clem's

^ *Quelques tonneaux devant la demeure de Christophe… et au-dessus de la cave*

Arrosoir & persil

Depuis 1995, *Arrosoir & persil* diffuse de l'artisanat du Zimbabwe, notamment des objets décoratifs pour l'habitat ou le jardin : oiseaux en métal, tuteurs, girouettes, mobiles. Les objets sont réalisés en métal de récupération.

■ **Arrosoir & persil,** 10, place du Doyen-Gachon, 30610 Sauve, tél. : 04 66 77 01 44, www.arrosoir-et-persil.fr.

Solidarités internationales

Gard

■ **Artisans du monde,** 5, rue Jean-Reboul, 30900 Nîmes, tél. : 04 66 21 83 72.

■ **Culture tibétaine,** Aimé Fages, 52, rue Pierre-Curie, 30000 Nîmes, tél. : 04 66 38 23 60.

■ **Aide à l'enfance tibétaine,** Laurence Péna, 7 bis, rue de la République, 30129 Manduel.

Lozère

■ **Perpa'l'fil, Arbousses-bas,** 48110 Moissac-Vallée-Française, perpalfil@no-log.org. *Tisser des liens entre jeunes citoyens des Cévennes et de Goumako au Burkina, autour de projets conviviaux, d'agro-écologie, d'agroforesterie…*

… et c'est pas tout

En 1992, avec *Ardelaine, Ambiance bois* et quelques autres entreprises alternatives, le *REPAS* (réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires) est mis en place[6]. Ce réseau organise chaque année un compagnonnage alternatif : les jeunes qui veulent créer leur entreprise alternative peuvent venir participer à la vie des entreprises, en alternance avec des périodes de formation. Concrètement, le *REPAS* a permis l'installation d'une dizaine de jeunes chaque année.

Avec Béatrice Barras, *d'Ardelaine* et Michel Lulek, alors à *Ambiance bois*, ils ont mis en place les *éditions Repas* qui publient des histoires d'entreprises alternatives. Ils ont écrit les trois premiers livres chacun sur son expérience.

Ayant bénéficié au sein de *Geyser* de nombreux contacts avec des expériences alternatives tout autour de la Méditerranée, Christophe en tirera un livre qui relate plus particulièrement des expériences d'agriculture biodynamique.

Il construit aussi sa maison en 1989 en sous-traitant le gros œuvre et l'extérieur. Suite à la séparation d'avec son épouse, il met en chantier une nouvelle maison en 2006, cette fois avec l'aide de Michel Rosell, architecte libertaire[7] avec qui ils cherchent à construire le plus local possible : paille, bois, terre banchée, réutilisation de matériaux comme 3000 vieilles bouteilles pour faire une dalle…

Une recherche de démarche plus collective

En dehors du compagnonnage, il accueille également d'autres personnes qui restent plus ou moins longtemps.



D.R.

^ *Christophe, taillant ses ceps*

Robert est arrivé en 2007. Ancien maraîcher, parmi les pionniers de la bio dans le Sud-Est, il a été jardinier pour restaurant, jardinier dans un jardin d'insertion… Aujourd'hui associés, Robert s'occupe de la mécanique et du calendrier des travaux et Christophe conserve la taille et l'épamprage des vignes (enlèvement des pousses en surnombre), du commercial et des partenariats. Robert loue la nouvelle maison.


D.R.

➤ *Les vendanges, pour tous et à tout âge*

David est arrivé en 2008. Cet écologiste scientifique a fait pendant des années des suivis de biodiversité dans le parc central de New York ; il a été collaborateur dans la revue Terre sauvage, avant de se découvrir une passion pour la cuisine. Il envisage aujourd'hui de développer un concept "de la graine à l'assiette" où il gérerait tout, depuis le jardin jusqu'à la conception des repas. Il s'est lancé cette année dans la préparation des repas pendant les vendanges. Les heureux élus des vendanges collectives se sont régalés… Reste à trouver comment en faire une activité fiable économiquement.

Ces associations plus ou moins formelles permettent à Christophe Beau un partage d'activités plus coopératif, et ceci d'autant plus que sa compagne s'investit à son tour sur le domaine. Il peut ainsi poursuivre d'autres activités. Il a réalisé un livre sur les piñatas, ces boules en papier mâché contenant de petits cadeaux, que l'on fabrique au Mexique pour les fêtes[8]. Il est allé en Floride conseiller des producteurs de vins qui cherchent à produire des alcools pas seulement avec du raisin, mais aussi avec d'autres fruits. Il va régulièrement en Thaïlande où il aide à la mise en place d'une filière autour du vin de coco.

Il reconnaît lui-même que tout cela doit lui faire une empreinte écologique énorme, car il prend l'avion plusieurs fois par an… Mais, comme il le dit, tout cela se fait à travers des réseaux d'amitié, avec des associations locales, pour des projets alternatifs… et il ne fait jamais de tourisme.

In vino veritas ?

Pour Christophe beau, *"le vin est une matière commune"*, un moyen de faire de la relation, *"un alibi pour expérimenter l'économique et le social"*. Il a été très jeune mis en contact avec les biodynamistes par le biais d'un autre étudiant. Les biodynamistes, mouvement né au début du 20e siècle autour des écrits de Rudolf Steiner, parle de la nécessité de penser les choses autour de trois axes intimement liés : la *liberté* culturelle (notamment éducative), *l'égalité* entre tous (but de l'économie), le débat démocratique qui doit conduire à la *fraternité* (géré par l'Etat ou des institutions). Bref, une vision qui reprend la devise de la république française, mais déclinée d'une manière originale.

La biodynamie a donné lieu à des méthodes agricoles qui vont plus loin que l'agriculture biologique en y introduisant une relation entre l'homme et le cosmos. Christophe Beau a cherché à comprendre ce que faisaient les fameux "préparats" recommandés par la biodynamie. Il estime vraisemblable l'explication que le préparat bouse de corne (dit "500") favorise l'arborescence des racines et radicelles, permettant ainsi une plus grande interface entre le monde minéral et la plante, ce qui, en viticulture, permet une plus grande expression du terroir.

Au niveau local, Christophe Beau ne revendique pas trop sa démarche bio, pour ne pas se compliquer la vie avec ses voisins. Il a seulement pris garde d'avoir des parcelles de vignobles à l'écart de celles cultivées en chimique. A ses débuts, il était le seul producteur bio mais, depuis deux ans, bon nombre de ses collègues du village se reconvertissent à la bio.

Le choix de collectiviser ses terres hier et de s'associer aujourd'hui relève aussi d'une réflexion sur l'économie : *"trop de collectif mange l'individu, pas assez pousse à la solitude. Il faut donc sans cesse chercher un équilibre"*. Cela devrait être pour lui le rôle de l'économie : *"le geste économique, c'est comment je me relie aux autres"*. Rappelant que la grande économie ne peut être libre car les échanges sont truqués loin des regards de ceux qui en dépendent, il se prononce pour *"une économie de marché dans la proximité"*. Cette position l'amène à réfléchir à des partenariats locaux pour alléger les coûts plutôt que de chercher des subventions qui entraînent d'importantes complications administratives.

Christophe Beau, comme nombre de néoruraux, associe intimement culture et agriculture, réflexions théoriques et pratiques, le meilleur moyen d'avancer vers un monde plus cohérent.

M. B. ■

Politique

Gard

■ **Les Verts,** 20, rue Roussy, 30000 Nîmes, tél. : 04 30 01 46 91.

■ **Gauche alternative Cévennes,** rue du Portail-d'Alès, 30360 Vénézobres.

■ **Adoc, Association des objecteurs de croissance,** Pallières, 30140 Thoiras.

Lozère

■ **Les Verts,** 2 bis, allée Paul-Doumer, 48000 Mende.

■ **Gauche alternative en Lozère,** Montialoux, 48000 Saint-Bauzile.

6. Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, Le Mat, Le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél. : 04 75 37 73 80, www.reseau-repas.free.fr.
7. Michel Rosell, 30360 Eygalières.
8. Il collabore avec Elena Farah, que nous avons présentée dans le numéro sur les Alternatives à Paris : *Silence* n° 337.



Bois 2 Mains, hier, aujourd'hui et demain

▲ *Charlie au travail dans la forêt, pratiquant une éclaircie*

Depuis 2002, *Bois 2 mains* expérimente, sous la forme d'une société coopérative d'intérêt collectif, l'idée de faire cohabiter les métiers locaux de la filière bois, du bâtiment et de l'environnement.

■ **SCIC Bois 2 Mains,** L'Espinasse, 48240 Saint-Frézal-de-Ventalon, tél. : 04 66 45 44 92, www.bois2mains.fr.

En 2002, de nouveaux venus organisent à Saint-Frézal-de-Ventalon, au cœur des Cévennes, des chantiers d'entraide qu'ils appellent des "journées chinoises" en référence aux journées collectives de l'époque du maoïsme en Chine. Ces journées sont consacrées à de gros travaux qui nécessitent de 10 à 15 personnes : bûcheronnage, débroussaillage, montage de murs en pierres sèches, charpente, maçonnerie… Après plusieurs chantiers, l'idée est lancée d'en faire une activité professionnelle. Les sociétés civiles d'intérêt collectif (SCIC) viennent juste de voir le jour au niveau national. Cette forme de coopérative permet d'associer au niveau du capital aussi bien les salariés que des institutions ou des actionnaires extérieurs. Les préfectures font alors la promotion de cette nouvelle structure et ils créent la première SCIC en Lozère, une des toutes premières en France. Le nom indique à la fois le matériau de préférence et la nécessité de ne pas avoir peur de travailler des deux mains.

Un projet socialement ambitieux

Dans une région qui souffre du manque d'emplois et de logements pour les néo-ruraux, l'idée est d'essayer de relocaliser au maximum les activités autour de trois grands thèmes : le logement, l'insertion et l'environnement, et notamment, pour ce dernier point, la filière bois. Le rayon d'action se veut limité : pas plus d'une heure et demie de route autour du siège de la SCIC. Les salaires doivent être corrects : ils sont les mêmes pour tous, fixés à 120 % du SMIC.

Au départ, la SCIC salarie quatre personnes : l'une, compétente en conduite de chantier, sera chargée des plannings et des devis ; une autre, venue du multimédia associatif, assurera la gestion et l'administratif ; une troisième, diplômée d'un CAP de bûcheron ; une quatrième, avec un CAP de maçonnerie. Autour de ces quatre membres gravitent une quinzaine de personnes qui participent à l'administration de la structure, aux décisions (avec une réunion hebdomadaire et la recherche de l'autogestion) et qui sont parfois salariées selon les chantiers à faire. La plupart sont des trentenaires, arrivés dans le pays depuis moins d'une dizaine d'années.

La SCIC se fixe un cahier des charges exigeant. Par exemple, les coupes de bois se font en hiver (hors sève), le bois n'est pas traité, les coupes se font en éclaircies (pas de coupes rases), le séchage est naturel, le sciage mobile pour éviter les transports inutiles, les coupes ont lieu près des chantiers pour diminuer les distances entre ressources et utilisation, les autres matériaux (pierre, terre…) sont aussi choisis le plus localement possible. Il s'agit d'éviter d'importer des ressources et d'avoir à acheter. Seule concession : à la fin des chantiers de bûcheronnage, les déchets sont brûlés sur place, obligation pour lutter contre les risques d'incendie, comme le veut la tradition… alors qu'un broyage pour compostage sera plus approprié. Le choix du matériel est choisi pour être respectueux des forêts (petit tracteur pour éviter le tassement du sol). Des études sont faites pour valoriser les différentes essences. Ainsi, les pins maritimes plantés à une

1. REPAS, Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, Le Mat, Le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél. : 04 75 37 73 80, www.reseaurepas.free.fr.

époque pour fabriquer les étais des mines — aujourd'hui fermées —, s'avèrent utilisables en ossature bois et en bardage intérieur. Pour l'extérieur, on préférera le pin douglas ou le châtaignier. Le chêne vert n'est utilisé qu'en bois de chauffage.

Un rapide essoufflement

La gestion complète de la filière bois, l'ajustement avec de nombreux autres corps de métiers, mais aussi une certaine réticence à travailler pour les résidences secondaires, tout cela a contribué à fatiguer l'équipe initiale et à faire baisser l'investissement des bénévoles.

Après seulement deux ans, en 2004, deux des salariés quittent la SCIC. D'autres espèrent avoir une meilleure rémunération alors que les chantiers sont trop rares. Ils sont obligés de chercher à développer d'autres activités. Ils s'aperçoivent aussi que si eux veulent fonctionner en autogestion, cela ne se passe pas ainsi à l'extérieur et sur un chantier, le donneur d'ordre souhaite n'avoir qu'un seul interlocuteur…

D'hésitations en maladresses, les commandes disparaissent et, en 2005, tout le monde — soit douze personnes dont quatre à temps plein — est licencié. Certains veulent poursuivre l'expérience, mais ceux qui ont le plus de connaissances de ce genre de structure partent vers d'autres projets. L'aventure pourrait alors tourner court.

Nouvelle montée de sève

Camille, jeune ingénieur agronome, est parti en Bolivie à la fin de ses études pour une "mission humanitaire". A son retour, il cherche à créer son emploi. Ses parents ayant une résidence secondaire dans les Cévennes, il cherche dans cette région et entend parler de l'expérience de *Bois 2 Mains*. Il y vient en stagiaire en 2005 et assiste au naufrage de la première équipe.

Avec trois "anciens" (en fait les plus jeunes !), il étudie comment poursuivre. Camille devient gérant en juillet 2006. Parmi les quatre, il y a Thomas qui est arrivé là suite à un compagnonnage *Repas,* la SCIC ayant dès le début adhéré à ce réseau de formation par compagnonnage[1]. Pendant un an, ils finissent les chantiers de la première équipe et définissent un nouveau fonctionnement.



Hélène



Camille



Charlie

Aire de débitage du bois



Civam du Vidourle

Né en 1969, ce Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture en milieu rural s'est recentré en 2002 autour des pratiques respectueuses de l'environnement. Il anime différentes activités comme l'apprentissage au compostage, le jardinage biologique, la promotion de techniques d'éco-habitat et a mis en place un secteur énergies renouvelables pour aider à investir dans ce secteur, en particulier dans le photovoltaïque.

■ **Civam du Vidourle, Domaine de Puechlong** 30610 Saint-Nazaire-des-Gardies, tél. : 04 66 77 14 54, www.civamgard.fr.

Energies

Gard

■ **Fonds d'investissement photovoltaïque alésien,** tél. : 04 66 86 51 06.

■ **Ecologistik La fourmillière,** 1188, avenue des Frères-Lumière, 30100 Alès, tél. : 04 66 86 60 74. *Commercialisation combustible bois*

■ **Avenir énergies,** 30133 Les angles, tél. : 04 90 15 01 28. *Électricité solaire et éolienne.*

■ **Aréole,** 369, route de Cavillargues, 30330 Connaux, tél. : 04 66 82 08 20. *Installateur chauffe-eau solaires et photovoltaïque.*

■ **Wanders,** Laurent Sérody, 686 ZA Sainte-Barbe, 30520 Saint-Martin-de-Valgalgues, tél. : 04 66 34 41 23. *Poêles à bois, pianos de cuisson, poêles à granulés, chaudières.*

■ **Alter'éco,** Bruno Lorthiois, chemin des Canaux, 30600 Vauvert, tél. : 04 66 88 79 60. *Stages de cuiseurs solaires paraboliques.*

■ **Energies nouvelles,** 30870 Saint-Come-et-Maruejols, tél. : 04 66 81 12 36.

■ **Association Bioenergies,** 60, chemin des Comminques, 30980 Langlade, tél. : 04 66 02 05 10.

Lozère

■ **Thomas Plassard,** Mas Rouchet, 48400 Florac, tél. : 06 74 49 00 06. *Petite éolienne autoconstruite.*

■ **Energia,** Recoules, 48200 Saint-Chely-d'Apcher, tél. : 06 32 60 80 18. *Conseils en formations sur les énergies, le traitement de l'eau, le chauffage…*

■ **Roule ma fleur,** 48220 Frayssinet-de-Lozère, tél. : 04 66 45 84 62 ou 04 66 45 17 60. *Recherche sur l'utilisation de carburants végétaux.*



➤ *Relais associatif de l'Espinas en restauration*

Solidarités locales

Gard

■ **NîmeSel,** 82, route d'Alès, 30000 Nîmes, tél. : 04 66 23 25 31. *Système d'échange local permettant d'échanger biens et services par le biais d'une monnaie virtuelle.*

■ **Ligue des droits de l'homme,** espace André-Chamson, 2, place Henri-Barbusse, 30100 Alès, tél. : 04 66 30 40 42.

■ **Sel Alès,** 36, place Roger-Tribes, 30140 Saint-Jean-du-Pin, tél. : 04 66 54 95 82.

■ **Amap à Alès,** Claire et Jean-Michel Brest, 100, chemin de la Montagnette, 30350 Lezan, tél. : 06 64 72 56 51. *Association pour le maintien de l'agriculture paysanne : distribution de paniers bio, entraide entre le producteur et les consommateurs.*

■ **Arbre cévenol,** mairie, 30500 Saint-Ambroix, tél. : 04 66 25 33 09. *Anime un Sel.*

■ **Sel & nèfles,** 84, chemin des Lauriers, 30670 Aigues-Vives, tél. : 04 66 35 01 81.

■ **Amap A Nîmes toi,** Mas de Sagnier, 1299, chemin de Sous-Font-Dame, 30900 Nîmes, tél. : 06 06 71 01 07.

Lozère

■ **Sel de Loz,** moulin de Marates, 48000 Mende, tél. : 04 66 31 95 65

■ **Sel de Florac,** association Quoi de 9, 48220 Fraissinet-de-Lozère, tél. : 04 66 45 84 62.

■ **Médiaction,** 5, rue Serpente, 48400 Florac. *Structure de médiation par la coopération et la non-violence.*

Cette seconde équipe va redémarrer en juin 2007 avec quelques acquis positifs (ils disposent du matériel acheté précédemment) et du négatif (l'arrêt de l'activité pendant un an a créé une certaine méfiance au niveau local).

L'année aura été difficile car la plupart sont pratiquement sans ressources. Camille vivait en yourte avec 500 € par mois donnés par ses parents.

En novembre 2007, arrive Hélène qui vient pour un compagnonnage *Repas*. Elle a déjà fait un passage dans le maraîchage à *Champs libres*[2], suivi un chantier à la recyclerie *La Bergerette*[3] suivi des cours au *Vieil Audon*[1] et cherche une activité autour de la charpente. Elle a fait un BTS de gestion forestière, en alternance avec une entreprise travaillant dans le bois-énergie. N'ayant pas trouvé cela très intéressant, elle a refait une formation en alternance pour être charpentière (elle était la seule fille) dans un bureau d'études où elle appris le dimensionnement des chantiers. C'est là qu'elle est tombé sur les maisons saines à ossature bois. Elle a rejoint le réseau *Repas* pour essayer de créer son entreprise. Arrivée à *Bois 2 Mains* au moment où l'entreprise se relance, elle perçoit vite les hésitations. A la fin de son stage, elle fait un voyage, visite d'autres initiatives, puis décide d'y retourner proposer ses services. Elle suggère de développer une activité autour de l'ossature bois et s'installe alors dans une autre yourte, à côté de Camille. Un appel à capital est fait pour disposer de trésorerie et, alors que l'ancienne équipe s'appuyait sur une quinzaine de sociétaires, le nombre monte à une cinquantaine.

Toujours de la volonté…

En mars 2008, Camille est élu maire de la commune (90 habitants dispersés dans trois vallées). Ceci lui assure un travail à mi-temps et une rémunération de 500 € par mois. Il laisse alors la gérance de *Bois 2 Mains* à Hélène.

Pendant l'année 2008, ils aménagent une plateforme de travail sur laquelle ils peuvent préparer le bois nécessaire à leurs chantiers ; ils y mettent en place une valorisation du petit bois, soit en piquets de vigne, soit en bois de chauffage. Ils obtiennent aussi, par appel d'offres, la réhabilitation d'un ancien relais de poste du 17e siècle, en ruine, situé sur la route des crêtes, destiné à être transformé en salle culturelle communale et en logements sociaux relais dans les années à venir (photo ci-dessus).

Si Hélène sait comment dimensionner une charpente, elle ne sait pas faire des devis. Ils décrochent alors un important chantier pour une résidence secondaire de 250 m² en ossature bois, mais se trompent sur les prix. Un conflit avec le propriétaire bloque le règlement final, provoquant une nouvelle crise financière.

En mai 2009, ils sont de nouveaux licenciés… sauf Charlie, le bûcheron, qui poursuit un important chantier d'éclaircie dans des bois privés. Bénéficiant d'un avoir important du côté de charges sociales payées en trop, l'entreprise réembauche à l'automne 2009, toujours avec la ferme volonté d'arriver à stabiliser des emplois, dans le respect d'une démarche collective. Le soutien de nombreuses personnes au niveau local et le nouveau rôle de maire de Camille devraient aider à trouver peu à peu un équilibre. Reste que si l'entreprise est toujours fragile, Hélène et Camille, aujourd'hui en couple, dégagent une belle énergie.

M. B. ■

2. Gaec Champs Libres, Trasrieux, 87460 Saint-Julien-le-Petit, tél. : 05 55 69 22 99.
3. Recyclerie des Ateliers de la Bergerette, 8, rue de la Bergerette, 60000 Beauvais, tél. : 03 44 48 26 74, www.ateliers-bergerette.org.

▼ Stand à la Foire de Couiza (Aude)



Isa

Nature & Progrès

La fédération *Nature & Progrès* a été pionnière pour amener les institutions à prendre en compte et à protéger l'agriculture biologique de ses dérives commerciales. Un combat qui se poursuit aujourd'hui.



L'USAGE DES ENGRAIS CHIMIQUES S'EST DÉVELOPPÉ ENTRE LES DEUX GUERRES, COMME réutilisation de produits d'usage militaire. Le mouvement d'agriculture biodynamique est le premier à s'être organisé, dès 1924, pour défendre une agriculture sans produits chimiques artificiels. Après guerre, d'autres associations se mettent en place : *l'Homme et le Sol* (1946-1950), *l'Association pour la fertilité vivante des sols* (1950-1954), *l'Organisation scientifique pour l'entretien de la vie (OSV)* (1954-1964). En 1959 naît le *Groupement des agriculteurs biologiques de l'Ouest (GABO),* dans lequel on trouve Mattéo Tavera, André Louis, Raoul Lemaire, Jean Boucher… Alors que l'association ne compte qu'une cinquantaine de membres, ces deux derniers se lancent dans la création d'un label commercial. En mars 1964, une opposition voit le jour contre la dérive commerciale autour de la méthode Lemaire-Boucher. Mattéo Tavera, ancien architecte de la SNCF devenu agriculteur, André Louis, ingénieur agronome, et Lucien Aurejac, lui aussi architecte reconverti à l'agriculture, lancent le 15 mars 1964 l'association *Nature & Progrès.* Rapidement, l'OSV, dont le président est André Birre, décide de se fondre dans *Nature & Progrès.*

L'agriculture biologique interdite !

L'association progresse rapidement sous l'impulsion de nombreux ingénieurs agricoles. Une première revue voit le jour. Dès le début, elle publie des articles de Jean Pignero sur le danger des radiations : cela aura une influence notoire sur la naissance du mouvement antinucléaire. Les premières journées portes ouvertes de fermes bio sont organisées. Claude Aubert publie ses premiers livres[1]. L'équipe initiale est à tendance végétarienne : même si ce choix n'est pas une condition d'existence de l'association, au fil des ans, celle-ci publiera de nombreux ouvrages montrant les dangers de notre consommation abusive de viande. Lors du congrès de 1967 est abordée, pour la première fois, la question d'une mention *Nature & Progrès.* En 1968 a lieu une campagne contre le remembrement et la destruction des haies, qui permet d'aborder la question de la taille des exploitations agricoles. En 1969, des correspondants locaux apparaissent. L'association nationale se transformera en fédération une dizaine d'années plus tard.

En 1971, une émission de radio provoque un débat sur l'utilité de l'agriculture biologique. Le ministre de l'Agriculture va jusqu'à publier un arrêté au journal officiel qui condamne ces pratiques ! Le mot "biologique" ne peut pas être utilisé sur les produits mis en vente !

1972 voit la parution du premier cahier des charges productions végétales *Nature & Progrès.* D'autres verront le jour ensuite pour d'autres domaines comme l'élevage, le sel, la transformation des produits, l'œnologie et en 1998 les cosmétiques. Le congrès annuel se tient à Versailles et s'accompagne pour la première fois de 80 stands. Il y a 3500 congressistes et 5000 visiteurs. Au niveau international, l'IFOAM se met en place qui compte *Nature & Progrès* parmi ses membres fondateurs.

Une première enquête, en 1973, montre que les 4000 adhérents sont pour 20 % des agriculteurs, 30 % des jardiniers, 50 % des citadins consommateurs. Nombreux sont les adhérents se réclamant du mouvement communautaire d'alors et d'une écologie militante.

En 1974, devant l'importance du mouvement, le gouvernement lance pour la première fois une étude officielle sur l'agriculture biologique. Un festival du film écologique, organisé à Paris en novembre, voit passer 15 000 personnes en trois jours. L'année se termine à 6500 adhérents… mais avec seulement une trentaine d'agriculteurs sous mention.

1976 voit la naissance du salon *Marjolaine* dans l'ancienne gare de la Bastille, avec 2000 m² de stands et 30 000 visiteurs. Ce salon va croître d'an-

■ **Fédération Nature & Progrès,** 16, avenue Carnot, 30100 Alès, tél. : 04 66 91 21 94, www.natureetprogres.org.

■ **Nature & Progrès Lozère,** c/o Bruno Brossard, La Rouvière, 48110 Saint-Martin-de-Lansuscle, tél. : 04 66 45 98 70.

■ **Nature & Progrès Gard,** 23 bis, boulevard Sgt Triaire, 30000 Nîmes, tél. : 04 66 64 77 18.

1. Claude Aubert lancera ensuite, en mars 1980, la revue ***Les quatre saisons du jardinage,*** devenue ***Les quatre saisons du jardin bio,*** dans laquelle il est toujours actif et qui se diffuse aujourd'hui à plus de 60 000 exemplaires. Claude Aubert a écrit de très nombreux livres sur l'agriculture biologique, dont certains sont devenus des classiques.

Association Abraham Mazel

L'*Association Abraham Mazel* créée en 1992 a racheté et réhabilité la maison natale d'Abraham Mazel — chef des camisards ayant lutté contre la répression menée contre les protestants — pour en faire un centre dédié aux Résistances, appelé Maison Mazel, Maison vivante. L'association organise de nombreuses activités : conférences, expositions... et publie un journal *Le Poivrier de Falguières* qui fait le compte-rendu de ses actions. Elle organise le festival du film *Luttes et résistances.*

■ **Association Abraham Mazel,** Mairie, 1, rue de Thoiras, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél. : 04 66 85 33 33.

Cinéco

Cinéco est une association de cinéma itinérant qui fonctionne depuis plus de 25 ans et qui fédère des équipes de bénévoles dans une quinzaine de communes dans lesquelles le film programmé passe alternativement. Cineco bénéficie du statut de cinéma d'art et d'essai et peut même assurer un emploi permanent.

■ **Cineco,** La Rouvière, 48110 Saint-Martin-de-Landuscle, tél. : 04 66 45 94 41.

La Faille

La Faille est une compagnie de théâtre associative qui a vu le jour en 2007 avec comme volonté de proposer des techniques permettant une réflexion philosophique et d'aller vers une organisation de modes de vie plus humanistes, plus durables. La compagnie propose de faire suivre les représentations de débats ou d'ateliers pédagogiques.

■ **La Faille,** BP, 10, boulevard Gambetta, 30400 Villeneuve-lès-Avignon, tél. : 06 74 86 12 51.


D.R.

Système participatif de garantie chez Joël & Valérie Astruc (Tarn)

née en année, et des groupes locaux de *Nature & Progrès* lanceront ensuite leurs propres foires, le plus souvent avec un nom de plante.

En 1978, pour la première fois, des chercheurs de l'Institut national de recherche agronomique (INRA) assistent au congrès annuel de *Nature & Progrès.* C'est aussi la naissance de la FNAB regroupant les *Groupements d'agriculteurs biologiques* (GAB), qui ont une fonction plus syndicale. Elle crée sa propre marque : *BioFranc.*

Le 4 juin 1980, le parlement adopte la loi d'orientation agricole. Après des années de débats avec les élus, cette loi ouvre la possibilité de reconnaître officiellement les cahiers des charges de l'agriculture biologique. Les organisations professionnelles (Unitrab, Cinab…) se multiplient. La mention *Nature & Progrès* compte alors 180 titulaires.


D.R.

Animation sur la vie des sols

La reconnaissance d'une certaine bio

A partir de 1980, *Nature & Progrès* mène campagne pour l'homologation officielle de l'agriculture biologique. Elle poussera le gouvernement jusqu'en 1986, date à laquelle ses cahiers des charge seront officiellement reconnus et où l'on verra apparaître le logo AB. D'autres gestionnaires de marques comme *BioFranc, Déméter* sont également reconnus. Cette période de négociation provoque de nombreuses divergences dans et autour du mouvement. En 1986, il existe une quinzaine de chartes différentes. Les initiatives pour tirer le logo AB vers le bas sont multiples… et elles réussissent en grande partie, notamment sous l'influence de la puissante Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Ces divergences et l'officialisation de l'agriculture biologique provoquent une chute du nombre d'adhérents, une forte baisse du militantisme et une crise importante au sein de la fédération. Nombreux sont ceux qui quittent *Nature & Progrès,* estimant le combat terminé. Le nombre d'adhérents est divisé par 4 entre 1986 et 1989. L'existence même de l'association est remise en cause. Durant les années 1990, la fédération belge prend le relais pour assurer une continuité dans la publication de la revue en France[2]. L'organisation du salon *Marjolaine* sera confié à la SPAS, une société privée, *Nature & Progrès* ne conservant que la sélection d'une partie des conférences et des exposants.


D.R.

Système participatif de garantie chez Dominique Puechlong (Gard)

Mais, très vite, l'évolution du logo AB — qui deviendra européen en 1991 —, montre que le débat est loin d'être clos. De plus en plus d'agriculteurs le refusent pour revenir à *Nature & Progrès.* On note une évolution notable des adhérents : le nombre de consommateurs va descendre — jusqu'à 900 aujourd'hui —, celui des producteurs continue à grimper pour atteindre 600.

Ce qui est reproché au label officiel, c'est d'abord le coût et la complexité de l'homologation : il faut payer cher un organisme privé pour prouver que l'on ne pollue pas, alors que les agriculteurs pollueurs, eux, sont subventionnés. Autre reproche : une dérive commerciale ; tous les critères sociaux ont disparu, ce qui va permettre très rapidement à l'industrie agro-alimentaire de développer des filières "bio" douteuses : production à grande échelle, exploitation du personnel, production éloignée des lieux de ventes (notamment après l'ouverture de l'Europe de l'Est où les salaires sont bas)…

Au-delà d'un simple label...

Tout au long de son existence, *Nature & Progrès* a été le lieu de débats passionnés sur sa propre gouvernance (comment favoriser la décentralisation) ou sur les grandes questions de société (nucléaire, non-violence, coopératives, protection des forêts…). Le développement d'une agriculture biologique officielle, qui évolue vers le bas, va remobiliser au fil des ans de nouvelles personnes pour qui l'enjeu est de ne pas oublier ces engagements plus politiques. Cela se retrouve dans l'actuelle charte :

2. L'histoire de la section belge est sensiblement différente : les aides aux associations ne se font pas de la même façon et la fédération belge, après avoir été agréée éducation populaire, a développé avec succès son secteur formation en l'élargissant notamment à l'architecture écologique. 95 % de ses adhérents sont des consommateurs.

3. Notamment *Minga* dans le domaine du commerce équitable ou *Ecobâtir* dans le domaine de l'habitat sain.


D.R.

Visite de fermes

"Alors que l'agriculture biologique est désormais accessible au plus grand nombre (…) il est nécessaire de rappeler que Nature & Progrès propose une démarche globale qui va bien au-delà d'un simple label". Et de préciser : "face au biologique intensif et indifférent aux problèmes de la désertification des campagnes, des relations nord-sud, des coûts énergétiques, et plus globalement des problèmes écologiques majeurs, il est nécessaire de promouvoir une agriculture biologique paysanne privilégiant les circuits courts de distribution (marchés, coopératives…), (…) une solidarité urbains-ruraux et des échanges équitables susceptibles d'inverses les logiques marchandes destructrices pour la paysannerie et l'environnement".


D.R.

Accueil au salon Marjolaine

A partir de 2000, *Nature & Progrès* se lance dans la mise en place d'une alternative à la certification par tiers. Avec de nombreux partenaires[3] qui peuvent aussi l'appliquer dans leurs domaines, elle travaille à définir ce que pourrait être un système participatif de garantie. Il s'agit de systèmes d'assurance sur la qualité, ancrés localement. Ils permettent de garantir que les producteurs agissent conformément aux souhaits définis collectivement par eux, mais aussi par les différents acteurs, jusqu'aux consommateurs. Plutôt que de donner ou non un label, il s'agit aussi, sous forme d'échanges, d'accompagner le producteur et la filière vers de meilleures pratiques. Bref de progresser… cette fois dans le bon sens du terme. Il est intéressant de noter que ce système de contrôle collectif et local s'appuie sur des pratiques venues des pays du Sud où la certification est quasi-impossible du fait du prix et des distances.

Un socle solide pour faire avancer la bio

Aujourd'hui *Nature et Progrès,* c'est donc 1500 adhérents, 3000 abonnés à la revue, 21 groupes locaux autonomes qui ont différentes activités : organisation de fêtes, de salons, animation pédagogique, campagne pour les cantines bio, campagne pour aider à l'installation des jeunes sur des terres de plus en plus rares et chères, la formation, les journées portes ouvertes, la gestion de conservatoires…

Après avoir été longtemps en région parisienne, le siège de la fédération s'est déplacé à Lyon, Avignon, Le Pontet, Uzès et aujourd'hui Alès. Le conseil d'administration a des membres répartis un peu partout. La fédération emploie six personnes à Alès : deux pour la revue, deux pour le suivi des relations avec les professionnels et les chartes, une pour la vie associative et une pour la gestion administrative. Trois autres personnes travaillent — à temps partiel — à domicile : une pour le salon *Marjolaine,* une pour la gestion des publicités dans la revue ; enfin, Guy Kastler assure les conférences, le porte-parolat et suit l'actualité réglementaire (label, semences, OGM, préparations naturelles peu préoccupantes…). Enfin, les partenariats extérieurs sont assurés grâce à une douzaine de bénévoles qui participent à la bonne gestion de la fédération.

Si ainsi l'agriculture biologique a pu passer de son interdiction à une reconnaissance biaisée, nul doute que dans les années à venir, avec le développement de multiples initiatives autour de la question alimentaire, *Nature & Progrès* continuera à être moteur pour faire avancer les dossiers de l'écologie.

M. B. ■



Culture

Gard

■ **Collectif créatif cévenol,** Fourmilière d'Alès, 1188, avenue des Frères-Lumière, 30100 Alès, tél. : 06 69 55 40 80 ou 06 21 62 00 51. *Collectif né en septembre 2008, publie la lettre La Cigale et la fourmi. A la même adresse, Ecologistik, une société spécialisée dans le commerce du bois énergie + écomatériaux.*

■ **Chez Mialet,** 30140 Mialet, (entre Alès et Saint-Jean-du-Gard) *ouverture récente d'un lieu associatif épicerie, buvette, animation.* (Annie Péguin, tél. : 04 66 85 03 35.).

■ **Centre artistique Roy Hart theatre,** château de Malérargues, 30140 Thoiras, tél. : 04 66 85 45 98, www.roy-hart-theatre.com. *Compagnie de théâtre britannique installée depuis les années 1970 dans les Cévennes. Travail autour de la voix, du cri et du gémissement…*

Lozère

■ **Association du Moulin de Marates,** 48000 Mende. *Promouvoir les arts et l'écologie, soutien aux énergies renouvelables et à l'habitat écologique.*

■ **Les Gens de la soupe,** 6, chemin d'Issenges, 48400 Florac, tél. : 04 66 45 08 85. *Organise un festival de la soupe chaque année à la Toussaint à Florac.*



Les colonies du Merlet

D.R.

Enfants à l'affût

L'association Le Merlet propose des séjours de vacances avec une approche écologique : repas bio, équilibre alimentaire, randonnées nature, connaissance de la faune et de la flore… Les enfants en redemandent !

■ **Association Le Merlet,** route de Nîmes, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél. : 04 66 85 18 19, www.lemerlet.asso.fr.

L'association est née en 1981 en Cévennes avec le projet d'une implantation en milieu rural : développer une activité touristique avec la création d'un gîte et des circuits de randonnée au sein du Parc National des Cévennes, proposer des animations locales avec un club de kayak.

En 1986, après une rencontre avec le comité d'entreprise d'une grande banque, deux camps de trois semaines sont organisés pour des enfants. L'association change d'échelle et Sylvie Kempf, jusque là stagiaire, en devient directrice. Après avoir essayé de s'implanter à Saint-Jean-du-Gard, le site des Gorges du Tarn, sur la commune des Vignes, une commune de 47 habitants en hiver, 600 en été, est choisi pour organiser les séjours. : quelques champs aménagés en camping dans les gorges du Tarn. Le terrain loué les premières années est acheté en 1995. Des travaux importants voient le jour avec des locaux en dur : cuisine aux normes, douches, WC, bâtiments de stockage, administration. Le terrain permet aujourd'hui d'accueillir jusqu'à 84 enfants simultanément.

Immersion dans la nature

Environ 40 séjours à thèmes sont organisés chaque année, permettant l'accueil d'enfants de 7 à 16 ans, à raison de 8 à 18 par groupe. Les thématiques sont variées et adaptées aux âges : récupération et réutilisation d'objets, astronomie, découverte de la faune (insectes pour les petits, mammifères pour les plus grands), activités sportives (canoé, kayak, escalade…), technique d'expression (cirque, danse, théâtre). Pour chaque séjour sont prévues une ou plusieurs nuits en bivouac sur les grands causses voisins. Pour les plus grands, des séjours entièrement itinérant, sur le mode du bivouac. Pour un séjour théâtre ou cirque, l'itinérance permettra de jouer le spectacle dans les villages traversés. Globalement, 500 enfants sont accueillis chaque été.

Parallèlement, au siège de l'association, à Saint-Jean-du-Gard, sont organisées pendant l'année scolaire des classes vertes et des formations classiques : BAFA, BAFD[1]. Depuis 2000, l'association organise également des formations professionnelles comme animateur-nature, animateur kayak, animateur escalade, accompagnateur de moyenne montagne…

Après le retrait d'un important comité d'entreprise, l'association a ouvert sa communication à d'autres milieux : coopératives biologiques, lieux de thérapies alternatives…

Pourquoi dans ces lieux ? Ce public est sensible à la qualité pédagogique et à la qualité de ce qui est mis dans l'assiette. Les repas pendant les séjours se font avec un souci de diététique, le pain et les produits secs sont biologiques, les fruits et légumes sont frais et pour la plupart locaux. Une limite pour les légumes et les fromages : les producteurs et magasins locaux ne peuvent pas fournir assez de quantité. Cela s'améliore au fil des ans. Le congélateur de la cuisine ne sert qu'à une chose : les glaces. Les cuisiniers cherchent à faire des plats qui ont de

1. BAFA : brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur ; BAFD : brevet d'aptitude aux fonctions de directeur. Ces brevets sont considérés comme non professionnels.
2. Comme le Vieil Audon (07120 Balazuc, tél. : 04 75 37 77 90, http://vielaudon.free.fr) ou Education environnement 64.

la saveur… tout en privilégiant les protéines végétales. Les enfants sont invités à participer à des jeux portant sur la composition des repas, en privilégiant l'équilibre alimentaire.

Les activités de pleine nature sont toujours axées autour de la découverte du milieu au-delà de la simple acquisition d'une technique. Ainsi l'escalade est associée avec découverte de la flore des falaises ; un spectacle de cirque intègre une découverte environnement ; une descente en kayak comprend des énigmes à résoudre autour des légendes aquatiques…


Marie Clem's

Atelier contes

Le mois d'août est le plus intense. Le camp abrite huit groupes gérés de manière autonome par huit directeurs, chacun ayant fait librement son choix pédagogique. Une coordination permet de partager les méthodes de gestion.

Sur les lieux, existe un "conseil des sages" où, devant son groupe, on peut exprimer questions, félicitations, problèmes, propositions. C'est une initiation à la prise de parole en collectif et à la démocratie. Cela permet aux enfants de prendre leurs responsabilités sans toujours dépendre d'un adulte, et donc de gagner en autonomie. Les parents sont invités à venir avec leurs enfants en début et en fin de stage afin d'assister à l'accueil puis au spectacle final, rencontrer l'équipe d'animation et établir ainsi une complicité éducative.


D.R.

Observation de l'environnement... à la loupe !

Lorsque l'on demande qui sont les enfants qui viennent ici, Magali Castelly, la coordinatrice des séjours depuis trois ans, répond : "ils savent tous ce qu'est la levure alimentaire !". Ces enfants ne sont pas là pour consommer du tout prêt, mais pour mettre en place un projet collectif. Un gros travail porte sur l'autonomie, avec le souci de la progression. Par exemple, pendant les bivouacs, les enfants participent à la création des jeux, des menus, des itinéraires …

Autodéveloppement

De nombreux enfants demandent à revenir, d'année en année, pour accéder aux séjours des plus grands. Ils sont encore nombreux à venir y faire leur formation BAFA… Certains deviennent ensuite animateurs (il en faut 150 par an), ou poursuivent leur spécialisation pour être directeur.

Sur place, le camp évolue chaque année : les tentes ont été choisies pour leur résistance ; un jardin botanique présente des herbes comestibles, le solaire est envisagé pour les douches… Un nouvel espace pédagogique est créé chaque année.

Aujourd'hui, l'association emploie 10 personnes à l'année et 150 saisonniers. Cela entraîne une réflexion également pour les locaux administratifs de Saint-Jean-du-Gard. Un nouveau bâtiment en écoconstruction est envisagé, en association avec la Maison de la randonnée et une association de producteurs bio sur la commune de Thoiras.


Marie Clem's

Magalie, la directrice du camp

Un cadre administratif contraignant

L'association Le Merlet est reconnue et soutenue par le secrétariat d'Etat jeunesse et sports. Ce service passe le 1er janvier 2010 de la tutelle du Ministère de la santé à celui de la Cohésion sociale, avec le risque d'un nouveau désengagement de l'Etat.

Autre problème : le lien avec la nature est de plus en plus difficile à tisser. Les enfants en sont éloignés (la place du virtuel prend le pas sur le réel), la réglementation, les interdictions rendent difficile l'immersion dans la nature. La culture du risque zéro paralyse les instituteurs, les directeurs… Il devient de plus en plus complexe d'emmener un groupe d'enfants dans la nature.

En 2009, devant ce constat, l'association Le Merlet a organisé avec d'autres structures du réseau Ecole et Nature, des rencontres dont le thème était Sortir, une pratique en danger ? Cela devrait déboucher sur un guide pratique à destination des animateurs pour les encourager à maintenir des sorties dans la nature. Parmi les questions difficiles : comment gérer la nourriture sur une semaine de bivouac lorsque l'on n'a pas de moyens de réfrigération et souvent l'interdiction de faire du feu ? Ces rencontres ont permis de rencontrer d'autres structures engagées dans le même sens[2]. C'est un moyen de se renforcer mutuellement et de faire évoluer les pratiques…

M. B. ■

Soins dans une yourte

Edithe Aussedat, médecin acupuncteur, se rend en 2005 en Asie pour acquérir de nouveaux savoirs. A son retour, elle décide d'avoir un lieu pour recevoir les malades qui soit en accord avec ses pratiques. Après vingt ans de métier classique, elle a décidé de s'installer dans une yourte. L'intérieur, très sobre, permet d'offrir le maximum de confort au patient. Un chauffage bois assure la chaleur, des photopiles l'électicité, des toilettes sèches sont à la disposition du public.

■ **Edithe Aussedat**, 677, chemin de Sous-les-Clos, 30250 Aubais.

Santé

■ **Solidarité homéopathie Gard**, Dr M.C. Yannicopoulos, 39, rue des Alizés, 30128 Garons, tél. : 04 66 70 13 77.

■ **Association Docteur Senn**, Péniche Bélouga, chemin du Vieux-Moulin, 30400 Villeneuve-lès-Avignon, tél. : 04 32 70 14 08. *Promotion et enseignement de l'homéopathie uniciste, information contre le nucléaire et les pollutions diverses.*

■ **La Pensée sauvage**, Coutelle, 30460 Soudorgues, tél. : 04 66 85 43 74. *Association de promotion de l'usage des simples, plantes médicinales et des plantes sauvages comestibles.*

■ **Leche league**, Mureille Defrenne, Les Traverses, 30360 Martignargues, tél. : 04 66 83 33 89. *Association de promotion de l'allaitement maternel, aide aux futures mères et aux mères.*


Marie Clem's

Atelier cirque en pleine représentation

Sur la route des cabanes



La mine, espace d'accueil temporaire pour "travellers"

Vivre simplement dans une cabane pour avoir un impact minimal sur son environnement : un sujet qui devient aujourd'hui brûlant avec les tentatives des autorités pour reprendre la main. Mais dans les Cévennes, les vallées sont nombreuses…

■ **Halem, Bar ô Crée Louche,** 09800 Engomer, tél. : 06 18 94 75 16, www.halemfrance.org, nomadinconduite@free.fr

■ Téléchargeable sur leur site internet, un mémo juridique sur la situation actuelle.

■ **Wilhem Sunt,** Pallières, 30140 Thoiras, tél. : 06 73 98 77 27

En 2000, Wilhem Sunt a décidé de devenir brasseur de bière biologique en essayant de développer autant que possible la production par lui-même de ses céréales et en commercialisant directement localement ou en se déplaçant dans des festivals[1]. Son père, Christian, avec des amis, avait constitué un groupement foncier agricole (GFA), en 1983, pour acquérir une exploitation agricole de 30 ha entre Alès et Saint-Jean-du-Gard. Outre des champs, cette propriété comprend de vastes étendues de garrigues et de forêts. Enfin, elle dispose d'un immense terrain plat : un ancien site minier aujourd'hui condamné. En 2000, Wilhem a racheté les parts des amis de son père.

Le terrain ne comportait qu'une ancienne ferme en ruine. Ne disposant pas d'argent pour faire faire les travaux rapidement, Wilhem Sunt a décidé de se construire une cabane de dimensions modestes, mais confortable. Cela lui laisse tout le temps de reconstruire le bâtiment en dur qui, à terme, devrait accueillir les silos de stockage et la brasserie. Pour le moment, l'unité de production est installée dans une remorque de camion placée sur le terre-plein de la mine.

Wilhem Sunt fréquentant les rencontres musicales depuis son plus jeune âge, il a découvert la difficulté qu'ont les "travellers", des personnes qui habitent dans leur camion aménagé, à trouver des lieux pour y stationner.

L'association La Mine

Se déplaçant lui-même sur les festivals pour y livrer sa bière, il invite des camions à le rejoindre sur le site de la mine. Celui-ci a deux avantages : il est accessible aux camions, puisque ceux de la mine y passaient, et il dispose d'un raccordement à l'eau courante datant de la mine. Les premiers camions arrivent en 2002. Très vite, certains deviennent résidents à l'année, développant des activités localement. Au départ, il n'y a pas de règlement, ce qui entraîne des dérapages, surtout l'été quand il y a beaucoup de monde.

Une association est alors mise en place : *La mine*. En sont membres les propriétaires, les usagers et les riverains qui le souhaitent. Elle gère les parties communes (notamment la gestion de l'eau et des déchets), fait payer un modeste loyer (10 € par mois actuellement) et instaure notamment comme règle que l'on ne peut venir sur le site qu'en étant coopté par une personne qui y habite déjà. Ces quelques règles ont créé un sens des responsabilité suffisant pour stabiliser la vie du groupe et, aujourd'hui, une dizaine de personnes y vivent à l'année. L'été, entre 20 et 30 personnes les rejoignent.

Le fait de se constituer en association a aussi permis d'organiser légalement des événements. Il y en a au maximum six par an et avec moins de 500 personnes à chaque fois, donc cela reste dans un cadre légal. L'association permet aussi d'assurer le lieu. Elle aide à faire des achats pour l'aménagement des camions et même pour passer le permis poids lourds.

Deux autres personnes ont choisi de s'installer sur place dans de petites cabanes construites sans permis. Sylvie, pépiniériste, fait de la formation. Sa voisine développe une activité autour du cheval.

Cabane à Saint-Germain-de-Calberte





Installation de yourtes place de la Bourse à Paris en 2008, pour demander une évolution de la loi

Les autorités font grise mine

Un riverain, bien que se trouvant à plus de 500 m du site, s'est plaint de la "faune" que cela draine lors des événements musicaux (essentiellement la mouvance punk). Cela a servi de prétexte pour déclencher un processus administratif de "régularisation" : les gendarmes viennent régulièrement sur les lieux, parfois en hélicoptère. En tant que propriétaire, Wilhem Sunt subit la pression de l'administration, qui veut faire disparaître cabanes et camions.

La région Languedoc-Roussillon est une région "expérimentale" pour la lutte contre la cabanisation. Cela a commencé par une "charte" en 2006 dans les Pyrénées-Orientales avec un recensement par les autorités des yourtes, tipis, cabanes… selon des méthodes d'enquête "démocratiques" : les facteurs, EDF, la caisse d'allocations familiales, par exemple, devaient rapporter ce qu'ils connaissaient. Officiellement, il s'agissait de lutter contre le "mitage"qui pose des problèmes de sécurité : pas de raccordement aux réseaux donc hygiène suspecte ; présence en forêt d'où risque d'incendie ; proximité de la mer (protection du littoral)… Puis le mouvement s'est organisé pour couvrir toute la région, au point d'atteindre les Cévennes aujourd'hui. Pour le seul département de l'Hérault, la préfecture fait état de 2000 constructions illicites.

Wilhem Sunt entre alors en contact avec l'association *HALEM (Habitants de logements éphémères et mobiles)*. Née en région parisienne fin 2004, elle fédère ceux et celles qui se heurtent aujourd'hui à une législation en décalage avec la réalité de l'habitat léger.

Halem apporte un éclairage juridique intéressant, montrant notamment les ambiguïtés de la loi vis-à-vis des modes de logement : depuis l'accueil bienveillant pour les camping-cars au rejet des cabanes suspectées d'être des sources de clochardisation, en passant par les "aires de repos des gens du voyage", où le prix de la place est exorbitant.

Wilhem Sunt se trouve alors obligé d'expliquer aux autorités comment fonctionnent des toilettes sèches, plus propres que les rejets en direct dans les ruisseaux de certaines résidences secondaires, pourtant tout à fait légales, elles. Il explique aussi sa faible empreinte écologique : chaque cabane ne dispose que d'un ou deux panneaux photovoltaïques pour une consommation électrique des plus modestes. Leur bonne isolation permet de les chauffer avec un petit poêle à bois qui consomme très peu. Du côté des camions, la consommation est tout aussi modeste ; bref des modes de vie décroissants… mais qui semblent insupportables aux autorités.

Mesquineries et contre-propositions

Au printemps 2009, la mairie a mis en place un portique sur la route d'accès, limitant la hauteur des véhicules. Un incendie ayant dégénéré après que les pompiers se sont trouvés bloqués, le portail a été laissé ouvert. Un autre arrêté a alors été pris pour limiter le tonnage autorisé, ce qui est absurde puisque cette route était jadis empruntée par les camions de la mine, alors lourdement chargés de charbon. Cela a vite posé un problème du côté de l'activité de brasserie, car Wilhem Sunt doit réceptionner de lourdes remorques chargées de malt qu'il ne peut pas produire sur place.

Avec *Halem*, Wilhem milite pour une modification des lois pour que ceux qui veulent vivre simplement, le puissent, même si cela doit passer par un certain nombre de contraintes : éviter les feux de forêts, reconnaître la viabilité des toilettes sèches, reconnaître que même sans raccordement aux réseaux (eau, électricité), il est possible d'avoir une vie décente…

Pour y arriver, *Halem* cherche à fédérer le plus de monde possible. Plutôt que de la jouer personnel en espérant passer inaperçu, au risque de se faire expulser sans soutien, mieux vaut avoir une certaine visibilité politique et résister collectivement.

M. B. ■

Un équilibre à trouver

De nombreuses lois actuelles sont a priori de bon sens : par exemple, protéger la nature contre le mitage des habitations ; protéger des zones sensibles.

Face à cela, il y a l'importante question du logement, cher, difficile à trouver en milieu urbain, souvent sans âme car déconnecté de la nature.

L'équilibre à trouver passera sans doute par la mise en place d'un cadre légal autorisant les cabanes et autres logements mobiles, avec obligation à une certaine modestie et à une empreinte écologique minimale. Dans ce cadre-là, on pourra comparer l'impact des logements discrets avec celui des logements péri-urbains qui, en s'étalant, mangent les campagnes.

La réflexion ne peut toutefois pas se limiter au seul logement : il faudra y intégrer la question des déplacements : tant que les cabanes nécessiteront l'utilisation de véhicules polluants, il n'est pas sûr que le bilan écologique soit très bon.

Cantoyourte

Fin 2004, Sylvie Barbe, fabricante de yourtes, s'installe à Bessèges (Gard). Elle négocie avec un propriétaire et la mairie pour installer trois yourtes sur un champ dont l'usage est confié à l'association Demeures nomades. Le terrain est vendu en 2005 à des investisseurs qui demandent son départ. Comme elle résiste, elle est poursuivie au tribunal pour "installation en réunion sur un terrain appartenant à autrui en vue d'y habiter". Constatant qu'elle vit seule, et suite à une forte motivation, le tribunal ne suit pas et prononce la relaxe. Les procédures juridiques se poursuivent actuellement sous d'autres formes.

■ **Sylvie Barbe, Demeures nomades, Cantoyourte,** la Cantonade, 30160 Bessèges, tél. : 04 66 54 84 77

Habitat

Gard

■ **Patrimoine eau naturelle,** Capucine Muller, Le Mas Pagès, 30140 Mialet, tél. : 04 66 60 15 53, www.aquatiris.fr. *Assainissement des eaux par filtration naturelle.*

■ **Maison Eco distribution,** Elie Noël, zam du Tapis Vert, 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort, tél. : 04 66 77 68 81.

■ **La Fourmi et la cigale,** 16, boulevard des Remparts, 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort, tél. : 04 66 77 99 10, www.forum-eco-habitat.com.

■ **EcoTerre,** 22, rue Boisseliers, 30610 Sauve, tél. : 04 66 77 00 46, www.ecoterrescop.fr.

■ **Toit de choix,** place du Monastère, 30640 Beauvoisin, tél. : 04 66 73 13 33. *Conseil en habitat groupé écologique.*

■ **Perret et fils,** 22, quai du Canal, 30800 Saint-Gilles, tél. : 04 66 87 31 15. *Réalisation de toiture végétale.*

■ **Envie,** 143, chemin du Mas-Cheylon, 30900 Nîmes, tél. : 04 66 04 06 91. *Électroménager déclassé ou d'occasion.*

Lozère

■ **Aquatiris,** Jean-Philippe Gosselin, parc technologique de Valcroze, 48000 Mende, tél. : 04 66 45 33 06. *Assainissement des eaux par filtration naturelle.*

■ **Horizon yourte,** L'Oustalet, 48160 Saint-Andéol-de-Clerguemort, tél. : 04 66 41 07 29, www.yourte-artisanale.fr.

■ **Association bâtisseurs en pierres sèches,** Lonjagnes, 48320 Espagnac, tél. : 04 66 32 58 47, www.pierreseche.fr.

■ **Bâtir naturel,** ZA Saint-Julien-de-Gourg, 48400 Florac, tél. : 04 66 32 16 98. *Matériaux d'éco-construction.*

■ **Réseau habitat patrimoine écologie savoir-faire,** Le Brouillet, 48500 Banassac.



Espéranto-infos

Sur le causse Méjan, à 900 m d'altitude, Francis Bernard et Monique Robert animent une revue sur l'espéranto… écrite en français.

■ **Espéranto-info,** Les Bories de Coperlac, 48210 Mas-Saint-Chély, tél. : 04 66 48 58 48, www.esperantoinfo.info.

Caminarem

L'école *Caminarem* est une école primaire qui comprend un jardin d'enfants et un cycle élémentaire de 5 ans (correspondant aux classes de CP jusqu'au CM2 inclus). Elle s'appuie sur la pédagogie Waldorf-Steiner. Elle se trouve à proximité d'Alès.

■ **Ecole Steiner Caminarem,** Jouquet, 30360 Monteils, tél. : 04 66 83 20 43, www.ecolecaminarem.org.

Education

■ **Mamayaya,** 64, rue Porte-Cancière prolongée, 30000 Nîmes, tél. : 04 66 23 96 57 *Ateliers de parentalité, maternage, portage, communication non-violente, groupe de parole…*

■ **Ab irato,** rue Droite, 48230 Chanac. *Veut diffuser une réflexion concrète sur la pédagogie et l'écologie pratique appliquées aux jeunes enfants.*

"POUR NOUS TROUVER, VOUS ALLEZ AU COL DE COPERLAC, LA SEULE MAISON, C'EST NOUS." C'est ainsi que Francis Bernard nous indique comment aller chez eux. Et effectivement, non seulement c'est la seule maison, mais comme la forêt a entièrement brûlé en 2003, elle est bien visible sur le causse.


Francis Bernard, Monique Robert et la forêt dévastée

Francis Bernard a été instituteur Freinet puis professeur de français en région parisienne. Un jour, il emprunte à son centre de documentation le livre *Le Défi des langues,* de Claude Piron[1], et découvre l'importance géopolitique des langues et l'alternative que peut représenter l'espéranto. Enthousiaste, il crée un club d'espéranto dans son collège. Il l'apprend lui-même avec la méthode Assimil puis s'entretient l'oreille en écoutant des émissions à la radio polonaise[2] ou en participant à des rencontres d'espérantistes.

Monique Robert, originaire de la Lozère, a été élevée par ses parents en occitan. Elle était institutrice et constate qu'aujourd'hui, à deux générations d'écart, il se passe la même chose entre l'anglais et le français qu'avec le français et l'occitan : *"Il y a cinquante ans, on vous disait qu'il fallait parler français pour trouver un travail intéressant ; maintenant on vous dit que c'est l'anglais. Le risque est la disparition du français".*

Un média espérantiste en français

En 1998, ils prennent leur retraite en Lozère, dans une maison de la famille de Monique. Ils avaient découvert, dans un club, la revue en français *Espéranto-info.* Son fondateur, Robert Llorens, l'avait lancée en 1994 pour convaincre le plus grand nombre. Lorsque celui-ci, trop âgé, lance un appel pour être relayé, Francis Bernard va le voir. De but en blanc, Robert Llorens lui propose de tout reprendre. Francis refuse, mais propose son aide à distance. Après un an et quatre numéros réalisés ensemble, Robert Llorens lui demande s'il peut venir s'installer à Nice, ce qu'il ne souhaite pas faire. C'est finalement Robert Tozoni qui va reprendre la revue pendant deux ans, à Montauban. En septembre 2002, quand lui aussi décide de passer la main, Francis Bernard, qui collabore toujours, reprend le flambeau.

Depuis, tous les deux mois, la revue paraît sans anicroche. Au fil des ans, Francis Bernard se rend compte que beaucoup de lecteurs sont écolos, ce qui n'est finalement pas étonnant : l'espéranto est un moyen de préserver la (bio)diversité des langues ! Le tirage de la revue reste toutefois modeste : 1000 exemplaires pour 700 à 800 abonnés. Un nombre stable avec le temps.

Francis Bernard essaie de convaincre les associations espérantistes — il en a recensé 130 en France et en Belgique — de le relayer pour diffuser en dehors du seul milieu espérantiste.

Il constate que de plus en plus de jeunes s'intéressent à cette question, mais il y a une certaine désaffection de la presse écrite. Les jeunes utilisent plus volontiers internet… sans se rendre compte que c'est un moyen de communication surtout urbain. Ainsi, l'association des *Jeunes espérantistes* a surtout des adhérents parisiens.

L'une des filles de Monique et Francis aide à la réalisation de la revue. Des bénévoles tiennent des stands. La revue essaie de relayer les différents combats sans préjugés. Elle a suivi les campagnes électorales avec la liste *Europe-Démocratie-Espéranto.* Elle relaie les campagnes pour des noms de rues à la mémoire de l'inventeur de l'espéranto, le Docteur Zamenhof. Elle suit aussi les efforts de linguistes pour que l'espéranto soit une langue reconnue au baccalauréat, comme c'est actuellement le cas en Hongrie, seul pays de l'Union européenne à l'avoir introduit dans le cursus scolaire. La revue présente les différents rendez-vous en France et à l'étranger. Francis donne parfois des conférences et participe aux réunions régionales — il y a environ 150 espérantistes à la fédération Languedoc-Roussillon.

Sur le napperon qui se trouvait sous notre assiette, nous avons lu cette phrase de Zamenhof qui date d'un siècle : *"La soumission à des modèles étrangers est toujours une corruption morale. Elle l'est doublement si elle est acceptée volontairement : même avec la maîtrise de la langue des patrons, on reste un domestique".* Parmi les jeunes alternatifs, ceux qui se plaisent à utiliser du vocabulaire provenant de la nation qui écrase le monde — les Etats-Unis, 50 % du budget de l'armement mondial — devraient y réfléchir à deux fois.

M. B. ■

1. Le Défi des langues, Claude Piron,. L'Harmattan, 2000, 335 pp., 28 €
2. On pouvait, jusqu'à l'arrivée de l'actuel gouvernement, écouter de l'espéranto à la radio polonaise. L'espéranto vient aussi de disparaître de la télévision italienne par le fait de Berlusconi. Il reste une télévision au Brésil et de nombreuses radios à Cuba, au Vatican, en Chine… et sur Radio Libertaire (Paris), que l'on peut écouter sur internet.

La Garance voyageuse

Perchée dans un village des Cévennes, la revue *La Garance voyageuse* enrichit l'imaginaire des botanistes, petits et grands.



Conseil d'administration à Remuzat (Drôme)

TOUT COMMENCE AU LYCÉE FORESTIER DE MEYMAC[1]. PLUSIEURS LYCÉENS SE DÉLECTENT DE LA lecture de *La Hulotte,* la revue du monde animal[2]. Ils décident de lancer une revue qui ferait le même travail de sensibilisation, mais pour le monde végétal. Ils choisissent toutefois d'avoir une approche un peu différente : ne pas avoir un seul thème par numéro, mais une véritable revue avec un dossier, des articles et de l'actualité (limitée toutefois par le rythme de parution trimestriel) ; une rédaction des articles tout aussi exacte scientifiquement, mais pas réalisée par un seul rédacteur, plus de textes pour un public plus adulte. La revue voit le jour en 1987.

François Breton, le premier rédacteur en chef, est nommé garde moniteur dans le parc des Cévennes[3] ; la revue s'installe donc à proximité, à Bure-des-Cévennes puis à Saint-Germain-de-Calberte. Au départ, tout est réalisé bénévolement. Plus tard, la maquette est confiée à un salarié. Par choix, l'illustration se faisant seulement au départ par des dessins, des dessinateurs professionnels sont également rémunérés. Des dessins proviennent aussi de publications scientifiques par le biais de bibliothèques spécialisées et aujourd'hui, de plus en plus, par internet.



Stand au Salon Primevère (Lyon)

La revue acquiert rapidement une bonne réputation dans les milieux botanistes et dans l'enseignement. Cela amène beaucoup de propositions de textes et la rédaction s'organise alors ainsi : trois numéros par an où l'on choisit dans les textes parvenus. Ceux-ci sont très variés et originaux, comme un article sur "l'Ile mystérieuse de Jules Verne" montrant à la fois sa grande connaissance botanique et des incohérences dans les écosystèmes.

Une fois par an, un numéro est complété d'un dossier plus consistant où la rédaction sollicite les auteurs. Ces numéros spéciaux ont des thèmes comme "les plantes toxiques", "les plantes magiques", "plantes et religions"…

Après avoir publié ses articles dans les pages de *la Garance voyageuse,* l'association *Fruits oubliés* lancera sa propre revue[4]. Alors que celle-ci va développer les usages des plantes cultivées, *la Garance voyageuse* s'intéresse plus à la vulgarisation de la flore, à l'ethnobotanique, aux conservatoires, aux plantes sauvages… même si les usages sont aussi présentés.

D'abord distribuée par le biais des salons et fêtes écolos, la revue a maintenant internet pour vitrine principale. Les numéros sont tirés à 4500 à 5000 exemplaires pour 3500 à 3700 abonnés, un nombre assez stable dans le temps. Le taux de réabonnement est excellent : environ 95 %.

Après quinze ans de service, le rédacteur en chef est parti travailler ailleurs. Une nouvelle équipe s'est mise en place en 2007 autour de Christine Dabonneville, enseignante en sciences de la vie et de la terre. Il y a actuellement trois salariés à temps partiel et un conseil d'administration de 10 personnes réparties dans toute la France. La nouvelle rédactrice en chef fait un choix d'articles qu'elle propose ensuite via internet à un comité de rédaction (24 personnes). Un conseil d'administration se tient avant la parution de chaque numéro.

Après plus de vingt ans de fonctionnement, *la Garance voyageuse* a accumulé un important fonds de documentation. Celui-ci est surtout utilisé par la rédaction, du fait de l'isolement des locaux.

Se plonger dans un numéro est une source d'étonnement pour le néophyte qui n'imagine pas les merveilles et les surprises que nous réserve la nature dans son extrême diversité. Une diversité que la revue espère ainsi contribuer à protéger.

M. B. ■

■ **La Garance voyageuse,** 48370 Saint-Germain-de-Calberte, tél. : 04 66 45 94 10, www.garance.voyageuse.org.

L'Esperluette

L'Esperluette c'est d'abord une bibliothèque avec un large choix d'ouvrages : romans, bandes dessinées, essais et documentation avec en plus des livres consacrés à notre thématique: "environnement et pratiques écologiques". C'est aussi un atelier théâtre pour les 8-15 ans. *L'Esperluette* a organisé en mai 2009, les rencontres Les jardins se créent où de multiples jardiniers amateurs sont venus expliquer leurs visions : permaculture, paysage, traction animale, BRF, plantes médicinales, jardins pédagogiques…

■ **L'Esperluette,** Hélène Hible, Le Veyrassi, 48160 Saint-Hilaire-de-Lavit, tél. : 04 66 45 40 06.

1. Lycée forestier, rue de l'Ecole forestière, 19250 Meymac, tél. : 05 55 46 09 09.
2. La Hulotte, 8, rue de l'Eglise, 08240 Boult-aux-Bois, tél. : 03 24 30 01 30, www.lahulotte.fr.
3. Parc national des Cévennes, château, 48400 Florac, tél. : 04 66 49 53 00.
4. voir page suivante.



◂ Stage pour aprrendre à s'occuper d'une vigne

D.R.

Fruits oubliés

Comment une revue sur un sujet qui peut paraître anodin peut devenir un véritable contre-pouvoir.

■ **Fruits oubliés réseau,** 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél. : 04 66 85 33 37, www.fruitsoublies.fr.

Livres

■ **Les Cévennes, rêve planétaire,** Marie-Joséphine Grojean, éd. Albin Michel, 2003, 290 p. 19 €.

■ **Portraits en Cévennes,** Yann Cruvelier, éd. Alcide (Nîmes), 2004, 208 p. 29 €. *Seize portraits de la région dont celui de Pierre Buchberger de la Ferme de la Baraque.*

■ **Abraham Mazel, le dernier camisard,** Jean-Paul Chabrol, éd. Alcide (Nîmes), 2009, 120 p. 10 €. *Histoire du chef des révoltés protestants sous Louis XIV…*

Médias

■ **Alfalfa,** 2, rue du Fort, 30000 Nîmes, tél. : 06 15 52 17 56. *Revue bimestrielle née à l'automne 2009, le magazine des alternatives contemporaines.*

■ **Télé-Cévennes,** 48150 Gatuzières, Ghilaine, tél. : 04 66 45 83 32. *Télévision locale qui diffuse depuis 1994 des magazines de manière itinérante dans les villages des Cévennes.*

■ **Télé-Mont-Lozère,** 48220 Le Pont-de-Montvert, tél. : 04 66 45 95 40. *Télévision locale.*

L'ASSOCIATION *"FRUITS OUBLIÉS, SAUVE QUI POMME"* EST NÉE À SAINT-JEAN-DU-GARD EN 1981 pour apprendre aux gens à faire du greffage et des inventaires pomologiques, et pour rassembler de la documentation sur les variétés locales cultivées anciennes. Au départ, l'association anime une rubrique dans la revue *La Garance voyageuse*[1]. Cela va très rapidement rencontrer un écho au niveau national et les activités vont se multiplier, à tel point qu'en 1990, l'association se sépare en deux : *un centre de documentation pomologique* est ouvert à Alès avec des contacts dans toute l'Europe[2]. L'autre association, *Fruits oubliés Méditerranée,* va se limiter aux inventaires et à la formation. Cette deuxième association bénéficie dans un premier temps de subventions régionales permettant de financer trois postes. Lorsque les subventions s'arrêtent, ne sont conservés que les activités qui s'autofinancent : l'édition et une coordination nationale et internationale de groupes locaux qui, eux, poursuivent le travail de formation et d'inventaires. Actuellement, des groupes locaux fonctionnent dans l'Hérault, le Languedoc et la Provence-Côte-d'Azur. Deux groupes sont en formation en Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées. Un partenariat se fait avec une association en Corse. Des contacts sont noués avec des groupes dans tout le bassin méditerranéen, du Portugal à la Turquie. Chaque groupe anime des stages et doit trouver ses financements.

Le secteur édition se développe autour de la revue *Fruits oubliés* en réalisant des livres, des expos et un site internet. La revue est gérée par une seule salariée, avec l'aide bénévole d'une vingtaine de rédacteurs, souvent sollicités pour des conférences. Un groupe de rédacteurs a ouvert la question des fruits tropicaux et un petit réseau fonctionne surtout par internet, principalement dans les ex-pays coloniaux (ce qui évite les problèmes de langue).

Fruits oubliés est adhérent au réseau *Semences paysannes*[3] qui a un groupe "fruits". *Fruits oubliés* anime un débat important sur l'agriculture en montagne sèche, sur la notion d'agriculture patrimoniale (respect des usages et de la diversité). L'association relaie la campagne "un million de fermes en Europe" lancée par *Nature & Progrès*[4] et *Minga*[5]. Elle soutient l'idée d'une agriculture paysanne qui se définit par la taille des exploitations et non par les méthodes de culture. Enfin, elle organise chaque année, fin novembre, *la journée de l'arbre, de la plante et du fruit* qui, depuis près de vingt ans, permet une rencontre des acteurs professionnels et des militants de la région.

La revue trimestrielle est tirée à 3000 exemplaires. Elle compte 800 abonnés (dont un tiers de professionnels, des scientifiques, des amateurs…) et vend le reste à l'unité. Chaque numéro étant thématique, certains numéros se vendent pendant une dizaine d'années.



▴ Stand à la Fête de l'Arbre où sont présentées différentes variétés de pommes

D.R.

Semeurs d'alternatives

L'association a permis de remettre au goût du jour des activités en voie de disparition. Ainsi, la culture de l'olivier a été relancée au pied des Cévennes, tout comme la transformation des productions en jus de fruits. Un concours de confitures organisé pendant la foire a permis d'améliorer la qualité des produits et de favoriser la diversité. En revanche, il n'a pas été possible, pour le moment, de relancer la filière de la châtaigne. En montrant l'intérêt de la biodiversité, la possibilité de rentabiliser certaines démarches avec de nombreux emplois à la clé, l'association constitue régionalement un contre-pouvoir au milieu agricole actuel tourné, lui, vers l'intensif et la monoculture. Ces nouvelles filières s'appuient sur une relocalisation de l'économie, ce qui, selon un des animateurs, Christian Sunt, est un premier pas vers la décroissance.

M. B. ■

1. voir page précédente.
2. Centre municipal de pomologie, 30, rue des Acacias, 30100 Alès, tél. : 04 66 56 50 24, http://pomologie.ville-ales.fr.
3. Réseau semences paysannes, Cazalens, 81600 Brens, tél. : 05 63 41 72 86, www.semencespaysannes.org.
4. voir page 21.
5. Minga fédère des initiatives allant vers un commerce plus équitable, 1, quai du Square, 93200 Saint-Denis, tél. : 01 48 09 92 53, www.minga.net.


Grimo

Espagne

L'éolien s'envole !

En France, nos ingénieurs apprennent encore qu'on ne peut injecter plus de 10 % d'électricité éolienne dans le réseau car il est trop fluctuant et peut provoquer un court-circuit général.
En Espagne, où l'on y croit, on arrive quand même à faire mieux : entre 3 h et 8 h, le 9 novembre 2009, la production éolienne a couvert 53 % des besoins nationaux en électricité et les ingénieurs espagnols apprennent comment passer à 100 % de renouvelables.
Dans une interview à *Usine nouvelle* (18 novembre 2009), Nicolas Wolff, directeur de Vestas, principal fabricant français d'éoliennes, dénonce ce mythe d'une barrière technique au développement des éoliennes. Il fait remarquer que les périodes de fort vent sont en automne et en hiver, précisément là où l'on consomme le plus d'électricité. Avec un réseau unique comme en France ou en Espagne, il ne pense pas qu'il y ait de limite supérieure à la production d'électricité éolienne.
Alors pourquoi cette différence d'approche des deux côtés des Pyrénées ? L'Espagne ayant décidé de renoncer au nucléaire en 1983, ses dirigeants ont sans doute un autre regard.

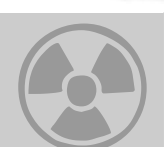
Loire-Atlantique

La reconversion du site du Carnet

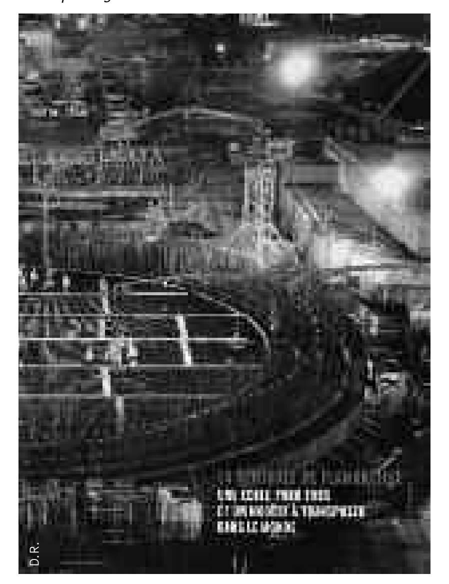
A la fin des années 1970, EDF achète des terres au Carnet, entre Nantes et Saint-Nazaire, pour y construire un réacteur nucléaire. Mais l'opposition massive des Bretons va bloquer le projet qui est officiellement abandonné en 1997 après une chaîne humaine qui réunira 30000 personnes le jour des élections législatives. Depuis le terrain est resté inutilisé. Signe des temps, un projet de pôle éco-technologique vient d'être annoncé fin octobre 2009 par le Port autonome Nantes-Saint-Nazaire : le site servirait à la production de nacelles d'éoliennes offshore qui partiraient ensuite directement par l'estuaire en pleine mer. Seraient également construites sur le site des hydroliennes (pour capter les courants sous-marins). Des laboratoires de recherche pourraient aussi s'installer ici pour développer des photopiles, l'utilisation des algues...

Emplois

Selon Achim Steiner, directeur général du PNUD, Programme des Nations-Unies pour l'environnement, *"Personne ne réalise que 2,2 millions d'emplois dépendent déjà directement de la production des énergies renouvelables et que ce chiffre est équivalent à l'ensemble des emplois dans les secteurs du pétrole, du gaz et du charbon"*. Lors d'une conférence de presse pendant le G8 de l'environnement à Syracuse (Grèce), le 24 avril 2009, il a ajouté *"le potentiel de création d'emplois dans l'économie verte est énorme, et même exponentiel"*.



Reportage dans une revue du BTP


D.R.

EPR

Les dérapages continuent

Du côté finlandais, rien n'est moins sûr que la mise en service du réacteur. Alors que celui-ci devait fonctionner à l'été 2009, sa mise en route est maintenant envisagée au deuxième semestre 2012. Mais les conflits financiers entre Areva, Siemens et TVO (l'acheteur) pourrait aller jusqu'à bloquer le chantier : chacun réclame aux autres de payer les 2 milliards d'euros de dépassement par rapport au prix annoncé (3,5 milliards).
Du côté français, EDF essaie de maintenir le calendrier du chantier... en embauchant du personnel supplémentaire ce qui fait grimper le prix. En privé, EDF reconnaît que le surcoût pourrait être là aussi supérieur à 1,5 milliard.
Tout ceci devrait mettre un terme à la filière : sans aides massives de l'Etat, le projet n'a plus aucune rentabilité comparé à des centrales éoliennes ou au gaz.

Genève

Pour l'indépendance de l'OMS

L'Organisation mondiale de la santé, organisation des Nations unies, dont le siège est à Genève, est lié depuis 1959 par un accord avec l'AIEA, autre agence onusienne qui fait la promotion du nucléaire civil. Cet accord spécifie que l'OMS doit faire vérifier ses documents par l'AIEA avant toute communication au public. Alors que l'OMS a organisé plusieurs rencontres sur les conséquences de Tchernobyl, les actes des colloques sont expurgés ou tout simplement pas publiés. Pour protester contre ce mensonge organisé, depuis le 26 septembre 2007, des personnes se relaient tous les jours de 8h à 18 h devant l'entrée de l'OMS pour demander que cet accord soit annulé et que l'on puisse enfin connaître les vraies données sur l'accident nucléaire. De nombreuses personnalités (comme Danielle Mitterrand) et des scientifiques sont venus participer à cette présence qui en est maintenant à sa troisième année, année particulière qui marque le 50e anniversaire de l'accord. Il est possible de venir faire une vigile pendant quelques jours en prenant contact avec *Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.*

De la radioactivité dans nos assiettes ?

C'est reparti pour une nouvelle tentative ! La CRII-Rad a découvert qu'un arrêté du 5 mai 2009 prévoit de nouveau des dérogations au code de la santé publique en autorisant sous certaines conditions l'utilisation de substances radioactives dans des biens de consommation et des produits de construction. Cette mesure permettrait à l'industrie nucléaire de "diluer" les déchets dans du ciment ou de l'acier jusqu'à passer en-dessous de seuils, une vieille méthode qu'essaient régulièrement de remettre au goût du jour les nucléocrates. Nous avions publié un dossier de la CRII-Rad sur cette question dans notre numéro 150 de février 1992 ! A la suite d'une campagne de plusieurs années, le gouvernement avait adopté une loi en 2002 interdisant ces pratiques. La CRII-Rad a réagi dès juillet 2009 en faisant un recours au Conseil d'Etat. En l'absence de réaction, elle a lancé une campagne de lettres. *Crii-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél. : 04 75 41 82 50, www.criirad.org.*



Isère

Villages et quartiers solidaires

L'association Villages et quartiers solidaires a vu le jour en 2007 pour chercher des solutions à la question du logement et pour réduire l'empreinte écologique tout en conservant sa qualité de vie. L'autopromotion et l'auto-construction sont deux axes de l'association pour redévelopper une responsabilité collective (famille, voisins, territoire), développer l'autonomie et la solidarité. L'association veut créer une coopérative de construction dans lesquelles les familles investissent en parts sociales ; la coopérative construit de l'habitat groupé et les familles obtiennent un logement dont elles investissent dans l'équivalent d'un loyer pendant 20 ans. *Frédéric Saboureault, Villages et Quartiers Solidaires, chemin de la Dent-de-Crolles, 38190 Crolles, tél. : 06 68 44 09 02, www.les-apac.org.*

Charente-Maritime

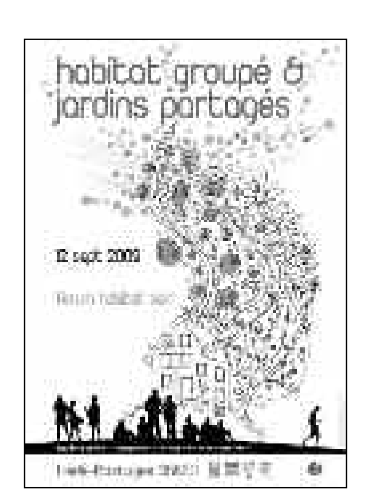
Plus de vie pour la terre

Plus de vie pour la terre est un projet d'éco-hameau mené par l'association Hélioterre. Deux maisons bioclimatiques bois/paille très basse consommation sont actuellement en construction avec l'aide de chantiers participatifs. Le projet peu encore grossir... *Eric Pigeon, Plus de vie pour la terre, Saint-Martin-de-la-Coudre, 17700 Surgères, tél. : 09 54 32 16 75, http://plusdeviepourlaterre.org.*

Ille-et-Vilaine

Eco-hameau à Hédé-Bazouges

Sept familles s'investissent actuellement dans le lancement d'un nouvel éco-hameau à Hédé-Bazouges, commune qui compte déjà des logements sains à l'initiative de la commune. Après des ateliers sur l'habitat durable et l'habitat groupé, les futurs habitants ont mis en place un cahier des charges à destination des architectes qui vont concrétiser le projet sur la base de 9 logements. Il reste deux logements libres. *Association Parasol, 11, square de Galicie, 35000 Rennes ou Réseau Cohérence, 6, rue Rochambeau, 56100 Lorient, tél. : 02 97 84 98 18.*



nord/sud

Justice française et génocide rwandais

Le Conseil d'Etat a refusé en octobre 2009 d'accorder l'asile politique à Agathe Kanziga, veuve du président extrémiste hutu Juvénal Habyarimana. Devant le risque réel qu'elle soit extradée à l'étranger et qu'elle échappe à la justice, l'association Survie demande qu'elle soit tolérée sur le territoire français et que soit ouvert le plus rapidement possible un procès contre elle suite à la plainte déposée le 13 février 2007 par le Collectif de parties civiles pour le Rwanda (CPCR) pour "complicité de génocide" et "complicité de crime contre l'humanité". Selon la Commission de Recours des Réfugiés, Madame Habyarimana aurait participé "en tant qu'instigatrice ou complice" au "crime de génocide" des Tutsi commis au Rwanda et qui a fait près d'un million de morts en 1994. L'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) estimait quand à lui "qu'elle s'est trouvée au cœur du régime génocidaire" et "qu'elle ne peut valablement nier son adhésion aux thèses hutues les plus extrémistes, ses liens directs avec les responsables du génocide et son emprise réelle sur la vie politique du Rwanda". *Survie, 210, rue St Martin, 75003 Paris, tél. : 01 44 61 03 25 http://survie.org/ ; CPCR : http://www.collectifpartiescivilesrwanda.fr.*

Refus d'enquête sur les biens des chefs d'Etat africains

En 2007, l'association *Transparency international* avait déposé plainte contre trois chefs d'Etat africains : Teodoro Obiang (Guinée équatoriale), Denis Sassou Nguesso (Congo), Omar Bongo (Gabon) pour achat de biens immobiliers en France avec de l'argent provenant du détournement de l'argent public de leur pays. Le 29 octobre 2009, la cour d'appel de Paris s'est opposée à l'ouverture d'un dossier juridique, estimant que l'association ne peut prouver qu'elle subit un préjudice. L'association a annoncé qu'elle se pourvoyait en cassation. Selon l'association, ces trois chefs d'Etat ont un capital immobilier en France estimé à 160 millions d'euros. Les adresses des propriétés ont été transmises au tribunal. *Transparence international France, 2 bis, rue de Villiers, 92300 Levallois-Perret, tél. : 01 47 58 82 08.*

Courir ici pour aider là-bas

L'association de solidarité internationale Oxfam organise les 12 et 13 juin 2010 dans le parc du Morvan une nouvelle édition d'une marche sportive par équipes. Chaque équipe de quatre personnes parcourt 100 km en moins de 30 h. Pour s'inscrire à la course, chaque équipe s'engage à collecter pour au moins 1500 € de dons qui serviront à des projets suivis par Oxfam dans le Sud. Cette course se tient dans un pays différent depuis 1981 (elle a commencé à Hong-Kong). Cette course en France marquera la 10e édition. *Oxfam France - Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40, www.oxfamfrance.org.*


Eric De Mildt & Tineke D'haese / Oxfam



De la fourche à la fourchette

Le *Réseau Grappe, Groupement des associations porteuses de projet en environnement,* organise un concours photo dans le cadre de la Semaine de l'environnement qui se déroulera en mars 2010 dans les villes de Toulouse, Montpellier, Avignon, Perpignan, Pau, Tours, Rennes, Nantes, Dijon, et Strasbourg. Le concours porte cette année sur le thème *«De la fourche... à la fourchette !»* et est ouvert à tout participant. Les photos pourront être envoyées jusqu'au 15 février 2010 auprès des associations organisatrices de la Semaine de l'environnement de chaque ville.
Les photos sélectionnées seront exposées pendant la manifestation et trois photos se verront récompensées dans chaque ville. Plus de précisions en prenant contact avec *Réseau Grappe, Université Montpellier II, place Eugène-Bataillon, case courrier 32, 34095 Montpellier cedex 5, tél. : 04 67 14 41 39 ou 06 18 08 88 14, www.reseaugrappe.org.*

L'être recommandé

L'art postal consiste à développer des activités artistiques à travers le courrier postal. Durant toute l'année 2010, en France et en Suisse, une opération "L'être recommandé" sans frontières, propose que chacun envoie à d'autres un paquet ou une lettre au contenu de son choix avec un aspect créatif, en conservant si possible un double de l'envoi et en l'envoyant aux initiateurs du projet pour une exposition collective en fin d'année. *L'être recommandé, 84, montée de la Grande Côte, 69001 Lyon.*

Angers

Guide altern'actif

En complément du numéro précédent, si vous n'avez pas internet, vous pouvez maintenant le commander contre 4 €TTC auprès de *Label Verte, 2 bis, rue du Pont-du-Rateau, 49250 Saint-Mathurin-sur-Loire, tél. : 06 28 22 03 77.*

Ariège

Ecolieu en démarrage

A Boubelia, sur la commune de Camarade, un nouvel écolieu a vu le jour en 2009 avec sept adultes (29 à 49 ans) et 4 enfants (0 à 8 ans) autour d'un projet d'autonomie alimentaire et énergétique, de la communication non-violente de Marshall Rosenberg, avec un équilibre entre vie privée et vie collective. Des activités sont en cours de mise en place : jardins en permaculture, production de spiruline (une algue riche en protéines), apiculture, poulailler, élevage de chèvres, auto-écoconstruction, activités culturelles. Le groupe accueillerait volontiers d'autres personnes enthousiastes. *Samnang Bauduin, Boubiella, 09290 Camarade, tél. : 05 61 69 36 64 ou 06 66 77 66 67.*

Vaucluse

Ecole Recréés

Recréés, Réseau d'enfants créatifs et écologiquement solidaires, est une école associative qui applique une pédagogie originale inspirée des méthodes Montessori et Freinet. Ouverte en 2005, agréée par l'Education nationale, elle accueille actuellement 23 élèves en maternelle et primaire. C'est une école associative où chacun peut s'impliquer solidairement, une école pour tous les enfants et pour tous les parents, une école qui respecte le rythme et les étapes du développement de chaque enfant, une école coopérative, sans compétition. Elle cherche à aider les enfants à être autonomes, responsables, solidaires et créatifs. D'abord installée à Mirabeau, elle se trouve depuis la rentrée 2009 à Grambois. Ce projet s'est développé et se construit grâce à la richesse que procure chaque nouvelle rencontre, alors n'hésitez pas à venir les rencontrer, pour construire ensemble notre demain. *Recréés, Les Chênes, domaine st Léger, 84240 Grambois.*

Lyon

3 p'tits pois

3 p'tits pois vient de se créer à Lyon pour créer des micromagasins permettant de distribuer des produits bio secs (céréales, légumineuses, huiles, farines, boissons, biscuits, conserves, chocolat, thé, café, confitures, aliments pour bébé, produits laitiers, jus de fruits, bière, vin, laits végétaux, produits sans gluten, pâtés (animal et végétal), épices, fruits secs, produits d'entretien, d'hygiène...) à moindre coût, avec un fonctionnement proche des groupements d'achat. Chaque groupe d'amis, de voisins, de consommateurs qui le désire doit trouver un lieu de dépôt où chacun-e puisse passer. Chacun se sert pendant le mois en notant ce qu'il prend. Les comptes sont fait une fois par mois et une seule commande passée alors. *3 p'tits pois, 2, rue des Trois-Rois, 69007 Lyon, tél. : 06 28 50 36 44 ou 06 83 51 95 11, www.3ptitspois.fr.*

Paris

Pour une maison du vélo


D.R.

La *Vélorution* du 7 novembre 2009 s'est achevée place de la Bastille devant l'ancien local de "Roue libre" une société de location de vélos qui a fermé. Une banderole a été accrochée pour demander à la mairie de Paris d'offrir ce lieu qui lui appartient déjà pour l'ouverture d'une maison associative du vélo comme il en existe déjà dans d'autres grandes villes (Lyon, Bordeaux, Nancy, Marseille, Toulouse...). Le dossier est soutenu notamment par *MDB, Mieux se déplacer à bicyclette, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél. : 01 43 20 26 02, www.mdb-idf.org.*

Tour de France à vélo couché

Entre le 26 juillet et le 3 octobre, Marc Pleyssier a réalisé un tour de France à vélo couché fabriqué localement, avec coffre de rangement. Il est parti d'Oloron-Sainte-Marie, en Pyrénées-Atlantiques, a remonté plein nord jusqu'à Rennes, a évité le chantier de l'EPR à Flamanville, puis a suivi la mer du Nord jusqu'à Calais, est passé par Lille, Saint-Quentin, Reims. Le 31 août, il a séjourné à Bure zone libre, face au chantier de l'Andra,s'est rendu ensuite à Nancy, Colmar, Dijon, Besançon, Pontarlier, il a traversé le Jura suisse pour rejoindre Lausanne et Genève. Il a participé à la vigile devant l'OMS pour demander la vérité sur les données sanitaires du nucléaire. Il s'est ensuite rendu à Annecy, Chambéry, Grenoble, Lyon, Saint-Etienne, Valence, Apt, évitant le site Iter à Cadarache, Montpellier, Béziers, Toulouse et retour à Oloron. Il a cherché à rencontrer les associations de cyclistes, mais aussi des jardins partagés, des groupes espérantistes... Compte-rendu sur le site *www.aliaciklo.fr.*


D.R.
Marc devant les locaux de S!lence



Paris

Papier recyclé

L'association *100 % recyclé, 100 % engagé* vient de voir le jour pour convaincre les entreprises de recycler leurs documents et d'utiliser du papier recyclé. Actuellement, les statistiques disent que 90 % des documents sont encore imprimés sur papier vierge et que seuls 20 % des papiers sont ensuite triés pour aller à une filière de recyclage. *100%recyclé, 100%engagé, 11, rue Quentin-Bauchard, 75008 Paris, tél. : 01 53 67 36 52, www.recycle-engage.com.*

Nantes

Conflit aérien !

> **200 000 € pour convaincre.** Un élu a vendu la mèche le 17 novembre 2009, le bureau du syndicat mixte d'études pour le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes va faire appel à une agence de communication pour contrer les opposants. Il a prévu un budget de 200 000 euros pour contre-attaquer à un moment où le projet est de plus en plus contesté. Comme nous sommes en démocratie, le syndicat mixte va sans doute aussi fournir la même somme aux opposants pour qu'ils puissent faire connaître leurs arguments. *(Source : Ouest-France, 18 novembre 2009)*

> **Tour cycliste.** Pour promouvoir une politique respectueuse du climat et de l'environnement et pour dénoncer un projet d'aéroport d'une autre époque, les opposants organisent du 1er au 6 mars 2010 (juste avant les élections régionales), un tour cycliste qui partira de Notre-Dame-des-Landes pour passer par Blain, Redon, Guer, Rennes, Vitré, Laval, Château-Gontier, Sablé, Angers, Cholet, La Roche-sur-Yon, St-Philbert-de-Grandlieu et Nantes. Les agriculteurs seront présents à l'arrivée sur Nantes avec leurs tracteurs. Pour participer : *Jean Paul Minier, tél : 02 40 72 53 20, jpminier@wanadoo.fr, Dominique Fresneau, tél : 06 71 00 73 69, acipa.info@free.fr, site : acipa.free.fr.*



Cratère de l'explosion dans l'usine AZF

Toulouse

AZF : scandaleuse relaxe

Le 19 novembre 2009, après des mois de procès, le tribunal correctionnel de Toulouse a prononcé une relaxe générale dans l'affaire de l'explosion de l'usine AZF. L'accident, le 21 septembre 2001, avait fait 31 morts, détruit tout un quartier (il y avait 3184 familles parties civiles !). Les juges ont justifié leur décision par le manque de preuves. C'est la porte ouverte à d'autres désastres industriels ! En effet, si Total peut toujours affirmer ne pas avoir fait de faute, c'est quand même bien son usine qui a explosé ! Les représentants des familles avaient signalé à plusieurs reprises l'obstruction de la multinationale qui a réussi à faire disparaître des pièces à conviction comme la benne où s'est produite l'explosion. Le parquet a fait appel...

climat

Les Européens inquiets, mais optimistes

Selon *Eurobaromètre,* un organisme de sondage de l'Union européenne (sondage à raison de 1000 personnes par pays, réalisé en janvier 2009), 50% des habitants de l'Union européenne estiment que la question du changement climatique est à mettre dans leurs trois premières préoccupations. Un taux qui va de 82% en Suède à 30% au Portugal (51% en France, 54% en Belgique). Mais nous sommes optimistes puisque 62% pensent que la lutte contre ce changement climatique peut avoir des retombées positives pour l'économie (de 44% en Lettonie à 74% en Grèce, 61% en France, 64% en Belgique).

Maldives

Conseil des ministres sous-marin

Pour marquer les esprits, le gouvernement des îles Maldives, dans le Pacifique, a organisé, le 18 octobre 2009, un conseil des ministres sous-marin. Par six mètres de fond, les ministres équipés de tenues de plongée ont siégé autour d'une table pour adopter symboliquement un appel au monde entier invitant les autres Etats à prendre des mesures pour stopper la montée des eaux qui menace leurs pays. 80 % des terres des Maldives sont à moins de 1 m au-dessus de l'actuel niveau de la mer.

Résultat des courses

A la veille du sommet de Copenhague, voici la situation vis-à-vis des accords de Kyoto : Le plus mauvais élève est l'Espagne, qui bien que développant les énergies renouvelables ne fait rien pour maîtriser ses émissions, résultat : alors qu'elle était autorisée à augmenter de 15%, elle a augmenté de 52,6% ! Bons élèves : la Suède, l'Allemagne, la Grande-Bretagne... et la France.
Les pays de l'Europe de l'Est n'étaient pas dans l'Union au moment des accords et ne sont donc pas encore concernés. Au total, l'Union européenne s'était engagée à baisser de 6,5% ses émissions de gaz à effet de serre. Fin 2007, elle les avait augmenté de 11,4% ! Quand on voit ce piètre résultat, on mesure la difficulté qu'il va y avoir à obtenir une réduction de 80% en 2050 !



Pays	*objectif 2012*	*réalisé fin 2007*
France	0 %	-5,8 %
Belgique	-7,5 %	-9,9 %
Luxembourg	-28 %	-2,3 %
Pays-Bas	-6%	-2,6 %
Danemark	-21 %	-3,9 %
Allemagne	-21 %	-22,4 %
Italie	-6,5 %	+6,9 %
Grèce	+25 %	+23,3 %
Grande-Bretagne	-12,5 %	-18 %
Irlande	+13 %	+24,5 %
Espagne	+15 %	+52,6 %
Portugal	+27 %	+36,1 %
Autriche	-13 %	+11,4 %
Suède	+4 %	-9,4 %
Finlande	0 %	+10,3 %



Barcelone

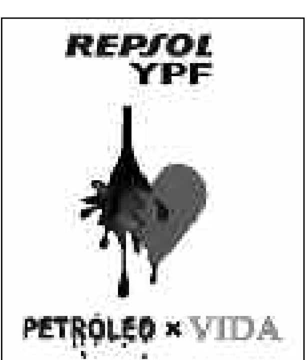
2e conférence internationale

La deuxième *conférence internationale sur la Décroissance économique pour la soutenabilité écologique et l'équité sociale* est programmée pour la fin mars de 2010 à Barcelone (Espagne). Elle est organisée par l'Icta (Université autonome de Barcelone (icta.uab.es), et Recherche & Décroissance (www.degrowth.net) dans la suite de la conférence de Paris d'avril 2008 (actes disponibles sur *http://events.it-sudparis.eu/degrowthconference*).
La conférence se concentrera sur la "décroissance économique socialement soutenable", tout en liant les perspectives sociales, environnementales et économiques, en mettant l'accent sur les politiques applicables et propositions concrètes. Des ateliers intensifs permettront aux groupes de participants de débattre de propositions politiques spécifiques et de projets de recherche. Des intervenants sélectionnés présenteront aussi leurs points de vue en séance plénière. De plus amples informations sur cette conférence sont disponibles à *http://www.degrowth.net/-Barcelona2010*

Equateur

Déjà à l'ère post-pétrole

C'est à un changement radical de logique politique et économique que le gouvernement équatorien invite la communauté internationale avec sa proposition "ITT" sur le pétrole. Le projet soutenu par le gouvernement et le président Raphael Corea est simple : ne pas exploiter les 850 millions de barils de pétrole (20% des réserves totales connues du pays) situés dans le Parc Yasuni, une réserve naturelle qui contient l'une des plus importantes biodiversités dans le monde. L'exploitation de ce pétrole pourrait pourtant rapporter à l'Etat entre cinq et six milliards de dollars.
En échange, l'Equateur demande à la communauté internationale une contribution à hauteur de 50% de la manne financière dont il pourrait disposer s'il exploitait ce pétrole. Pour le moment, seule l'Allemagne s'est engagée à financer ce projet à hauteur de 50 millions d'euros par an, pendant 13 ans. Selon Alberto Acosta, l'un de ses initiateurs, ce projet a émergé au départ à partir des luttes des peuples indigènes contre l'exploitation pétrolière (société Chevron-Texaco), appuyés ensuite par des groupes écologistes. La proposition a fait débat au sein du gouvernement et c'est le ministre de l'industrie et des mines lui-même qui l'a défendu, jusqu'à son approbation vers la mi-2009. La perspective assumée est celle d'un *Equateur post-pétrolier.* Selon Acosta, le projet "dépasse la vision et les mécanismes du protocole de Kyoto" : même si l'on parle de compensation, on ne parle pas d'absorber les émissions mais de les éviter. Selon lui, ce projet implique un changement de mode de vie au Sud comme au Nord de manière solidaire, avec une sortie généralisée du pétrole. Cette évolution prend sens, explique-t-il, dans une conception traditionnelle du monde dans laquelle le "le concept de développement n'existe pas" mais laisse place à la diversité de celui de "Bien vivre" : "par la diversité des éléments auxquels sont conditionnées les actions humaines, les biens matériels ne sont pas les seuls déterminants. Il y a d'autres valeurs en jeu: la connaissance, la reconnaissance sociale et culturelle, les comportements éthiques et même spirituels dans la relation avec la société et la nature, les valeurs humaines, la vision du futur, entre autres". Cela ne l'empêche pas de déplorer que le gouvernement ouvre largement la voie à une continuation de la politique d'extraction au niveau d'autres ressources minières du pays… et laisse se poursuivre les concessions accordées précédemment. (Source : *A l'encontre, www.alencontre.org*)



affiche de groupes écologistes contre les autorisations d'exploitation à Repsol du pétrole dans le parc naturel de Yasuni… avant le revirement du gouvernement

Quand le pétrole va flamber…

Suite aux multiples pannes de nos réacteurs nucléaires (un tiers à l'arrêt cet automne pour réparations diverses), EDF s'est trouvé dans l'obligation d'acheter du courant à l'étranger. Le 19 octobre 2009, la demande en électricité étant plus forte que la production, le prix de MWh s'est mis à monter très vite, passant en quelques heures de son prix normal de 100 euros à plus de 3000 euros. Cela donne une idée de ce qui va se passer quand la demande en pétrole ne pourra plus être satisfaite !

Les partis en débattent…

Selon un sondage réalisé par Ifop pour le quotidien *Sud-Ouest*, les 8 et 9 octobre 2009, 27 % des sondés se disent prêts à "restreindre leur consommation de manière significative", 53 % accepteraient des "efforts limités". *Le Monde* a présenté, le 15 novembre 2009, un tour d'horizon des positions des partis sur la question de la décroissance en s'appuyant sur les résultats de ce sondage. Il en ressort que les Verts s'affirment pour une "décroissance sélective et équitable", alors que le PS parle au contraire d'une "croissance sélective". Que c'est au Parti de Gauche que l'on parle le plus volontiers de décroissance… mais en buttant toujours, comme au NPA, sur la question du "pouvoir d'achat". Le PCF comme la droite ne veulent toujours pas entendre parler de cette idée.

Après-pétrole pour les avions ?

Airbus a indiqué, lors du salon aéronautique de Dubaï, à la mi-novembre 2009, qu'il menait des recherches pour remplacer progressivement le kérosène par d'autres carburants. La seule piste explorée pour le moment semble être les agrocarburants. Airbus estime qu'il devrait pouvoir utiliser un mélange à 15 % d'agrocarburants d'ici 2020 et à 30 % d'ici 2030. Outre les questions techniques, cela repose sur deux hypothèses : que l'on puisse cultiver suffisamment d'agrocarburants sans provoquer une crise alimentaire majeure ; que l'on ait encore de quoi fournir 70 % du kérosène en 2030.

Site participatif

Plusieurs centres de recherche se sont associés pour lancer sur internet un site participatif qui compile les informations… en anglais : *http://degrowthpedia.org*.

New York

Des poules en ville

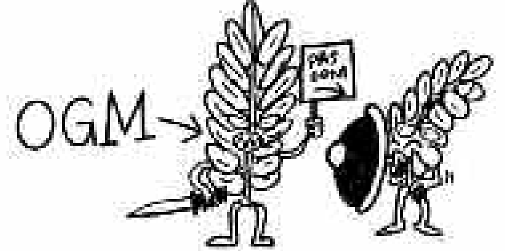
Dans le cadre de la relocalisation de l'alimentation, l'association Justfood a obtenu l'autorisation des autorités de New-York de pouvoir élever des poules dans la mégalopole. Le principe est de se regrouper par huit familles pour gérer un poulailler. Les coqs restent toutefois interdits. Au risque d'avoir des mégalo-poules ? L'association a maintenant lancé une campagne pour obtenir le droit de mettre des ruches en ville. www.justfood.org.

Marais poitevin vue du ciel



Formé dans le sillon de Yann Arthus-Bertrand, Philippe Feret vient de publier aux éditions *Patrimoines et médias* un beau livre, "Le Marais poitevin de Niort à l'Océan sous un cerf-volant". Car si lui aussi fait des photos aériennes, il a mis au point un cerf-volant permettant de hisser son appareil photo à la hauteur voulue, le déclenchement de la photo se faisant par onde radio. Comme quoi on peut continuer à faire de belles photos sans polluer.


D.R.



Alsace

Pierre Azelvandre condamné

Pour, le 7 septembre 2009, avoir coupé 70 pieds de vigne d'un essai de l'Inra, essai jugé illégal par le tribunal de Strasbourg juste avant l'action, Pierre Azelvandre, biologiste, a été condamné le 19 novembre à 2000 euros d'amende, un euro de dommages et intérêt à l'Inra (qui en réclamait 17 000) et 1000 euros pour frais d'avocat de la partie adverse. Pierre Azelvandre, qui veut porter le débat de ces vignes OGM sur la scène publique, a décidé de faire appel.

Lorient

Cargo OGM bloqué

Une centaine de faucheurs volontaires ont empêché le 21 novembre 2009 au port de Lorient le déchargement d'un cargo panaméen chargé de soja OGM pour dénoncer le manque de traçabilité et exiger l'étiquetage des animaux nourris aux OGM. Ils ont symboliquement déversé un colorant alimentaire naturel, du brou de noix, sur le soja, pour assurer ainsi sa traçabilité. Selon les faucheurs volontaires, 4,5 millions de tonnes de soja OGM arrivent chaque année dans les ports français (Brest, Lorient, Saint-Nazaire, Sète).

Versailles

Les faucheurs en appel

Le 18 août 2007, ils fauchaient un champ de maïs Monsanto à Poinville (Eure-et-Loire). En juin 2008 ils étaient relaxés à Chartres où le tribunal avait reconnu l'état de nécessité. 58 faucheurs volontaires d'OGM ont été jugés en appel à Versailles du 18 au 20 novembre 2009. "Ils veulent du pain ? Qu'on leur donne des OGM" aurait déclaré la reine. Les 58 prévenus ont passé toute une journée à exprimer leurs motivations. Puis ce fut le tour des témoins scientifiques, agronomes, économistes et politiques parmi lesquels Christian Vélot, Gilles-Eric Seralini et la sénatrice Marie-Christine Blandin. Monsanto réclame un million trois cent mille euros de dédommagement (soit un million de plus qu'en première instance) pour une parcelle d'un demi hectare de maïs… ça fait cher le kilo ! L'avocat général a requis trois mois de prison avec sursis et 1000 euros d'amende par faucheur, ainsi que 100 jours amende à 30 euros par jour à l'encontre des quatre considérés comme récidivistes. Pour les 23 réfractaires au prélèvement ADN, 300 euros d'amende ont été requis. Rendez-vous le 22 janvier 2010 pour le résultat du délibéré.



Yvelines-sans-OGM

À l'extérieur, environ 400 personnes sont venues soutenir les inculpés



Ostéopathie et chiropraxie Formation officielle

Après des années de débats, l'ostéopathie et la chiropraxie sont maintenant officiellement définies et encadrées au niveau des études et des diplômes. Un amendement voté le 24 juin 2009 prévoit que la formation diplômante comporte au moins 3520 h au lieu de 2660 h précédemment et que cet enseignement doit passer par des établissements agréés.

Dents dévitalisées, danger ?

Dévitaliser les dents est une opération courante chez les dentistes. Cela signifie que le dentiste en enlève nerfs et vaisseaux sanguins en les remplaçant par une pâte antiseptique. Mais même morte, la dent ne reste pas sans réaction : irriguée de microcapilaires, elle peut laisser passer des infections. Elles sont aujourd'hui soupçonnées d'être une cause importante d'infections. Des médecins qui ont fait l'expérience de les enlever constatent parfois des résultats remarquables pour certaines maladies. On peut lire des témoignages et trouver des références sur *www.sante-dents.com.*

Vaccins

> Pologne : vaccin interdit. Le gouvernement polonais a annoncé le 5 novembre 2009, l'interdiction d'utilisation du vaccin contre la grippe H1N1 estimant anormal que les laboratoires demandent à l'Etat d'être responsable en cas d'effets secondaires.

> Canada : nombreuses allergies. Des lots de vaccins contre le virus H1N1 ont été retirés précipitamment au Canada suite à l'observation d'une multiplication des cas allergiques. Le Canada comptait à cette date 200 morts par la grippe… et 36 personnes gravement malades suite à la vaccination. *(Le Monde, 24 novembre 2009)*



D.R.

> Norvège : mutation du virus. L'OMS a annoncé mi-novembre 2009 avoir détecté une nouvelle forme du virus en Norvège… ce qui y rend complètement inefficace l'actuel vaccin.

> Expert sous influence. Bruno Lina, professeur de médecine à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, en tant que président du conseil scientifique du GEIG, Groupe d'expertise et d'information sur la grippe, intervient fréquemment dans les médias… pour recommander la vaccination. Le 29 octobre 2009, *Aujourd'hui-Le Parisien* a publié une enquête sur ce curieux GEIG : il se révèle que cette "association" est en fait financée à 100% par cinq laboratoires pharmaceutiques, qui tous commercialisent des vaccins. Son directeur général est Bertrand Verwee, le directeur marketing de Sanofi-Pasteur-MSD. Cette entreprise finance la moitié du budget de l'association soit 400 000€. L'autre moitié se partage entre GSK, Novartis, Pierre Fabre et Solvay. Le problème est que le même Bruno Lina est aussi membre du comité de lutte contre la grippe, organisme officiel rattaché au ministère de la santé, et enfin conseiller de Margaret Chan, la directrice de l'Organisation mondiale de la santé pour le risque pandémique. Interrogé l'intéressé répond : " J'ai des collaborations, que je ne cherche pas à cacher, avec les laboratoires Roche, Sanofi, GSK et BioMérieux. Je ne vois pas où est le problème".



Les femmes polluent moins ?

Le dernier rapport du Fonds des Nations-Unies pour la population, publié fin novembre 2009, montre que les femmes polluent moins que les hommes. Certes, elles font plus attention lors de leurs achats sur la question de la composition des produits et sur la question du suremballage... mais l'essentiel des différences ne sont pas choisies : si les femmes prennent plus les transports en commun, c'est parce que lorsqu'il n'y a qu'une voiture dans le foyer, c'est monsieur qui en profite ; si elles prennent moins l'avion, c'est parce que la "jet société" est surtout composée d'hommes... Si elles mangent moins de viande, c'est peut-être pour la ligne dans nos pays riches, mais surtout parce que dans les pays pauvres, il faut que les femmes se sacrifient pour les enfants mâles... Bref, la différence de pollution ne fait que répercuter les différences sociales : les femmes polluent moins, parce qu'elles ont moins de pouvoir et parce qu'elles sont plus pauvres.

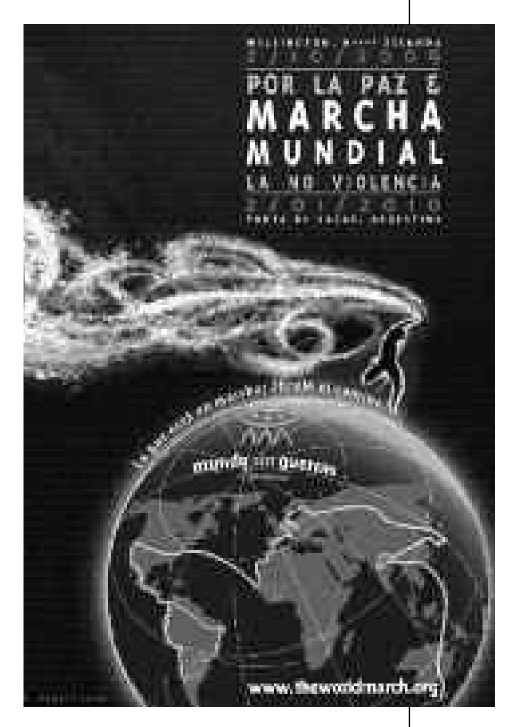
Auto-défense

Le wendo, de women (femme) et de do (voie-chemin) est une méthode d'autodéfense qui nous vient du Québec, pensée par des femmes pour des femmes. Il tient compte des différences morphologiques entre les femmes et les hommes, de la façon dont nous avons intégré la violence et de la spécificité des agressions contre les femmes. Le wendo est un mode de pensée et un moyen d'action qui peut vous aider à faire face aux différentes formes de violence. C'est prendre conscience de sa valeur, de son importance en tant que femme. C'est développer la confiance en soi, sentir ses limites et les faire respecter, arriver à prendre sa place partout... c'est aussi être à l'écoute de soi, de ses émotions, changer son attitude physique et mentale, être actrice de sa propre vie. Des stages sont organisés en Belgique par *Wendo, FPS, 2, rue Edouard-Remouchamps, B 4020 Liège, www.wendo.be.* Très proches : des stages d'autodéfense pour femmes sont organisés à Lyon par l'*Association pour l'autodéfense des femmes, 48, quai Pierre-Scize, 69009 Lyon.*

Pour le chèque contraception

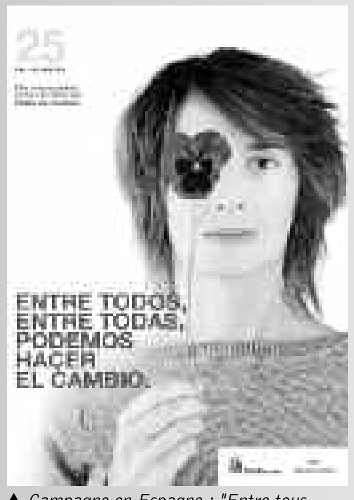
L'initiative de Ségolène Royal de distribuer dans sa région un chèque contraception aux adolescentes — chèque permettant une consultation médicale et un traitement contraceptif de six mois — provoque des débats. Un sondage Ifop commandé par *20 minutes* mi-novembre 2009, indique que cette mesure est bien vue par 67 % des femmes. Un taux qui va de 52 % chez les plus de 65 ans, à 79 % chez les 18-24 ans.

Marche mondiale des femmes



Comme tous les cinq ans, les femmes se mettent en marche à travers le monde pour dénoncer les discriminations qui les touchent. Des marches décentralisées devraient se tenir entre le 8 et le 18 mars pour les cent ans de la "journée internationale de la femme". Le 24 mai, des actions marqueront la journée mondiale des femmes pour la paix. Une manifestation nationale se tiendra en France les 12 et 13 juin. Pendant la coupe de monde de football en juillet en Afrique du Sud, une campagne internationale dénoncera le système prostitutionnel. Le 21 septembre marquera la journée mondiale pour la paix. Enfin, le 17 octobre, pour la journée internationale de lutte contre la pauvreté, un rassemblement mondial se tiendra à Bukavu, en République démocratique du Congo pour marquer la fin de ces marches.
Coordination française pour la marche mondiale des femmes, 25/27, rue des Envierges, 75020 Paris, tél. : 01 44 62 12 04, www.marchemondialedesfemmes.org.

Violences conjugales, un problème majeur



Campagne en Espagne : "Entre tous, entre toutes, nous pouvons changer !"

En 2008, 156 femmes sont mortes sous les coups de leur compagnon, 330 000 se sont plaintes de coups et blessures. Les tribunaux ont prononcé 4000 mesures d'éloignement du compagnon du domicile commun. Des mesures d'éloignement vérifiées par la pose d'un bracelet électronique. Le nombre d'affaires au tribunal est passé de 7500 en 2003 à 16000 en 2007.
Lancé en mars 2007, le numéro d'appel 3919 permet de joindre un centre d'écoute pour les femmes victimes de violences conjugales. Il est totalement débordé. Il a reçu 18000 appels en 2008. Après chaque diffusion de spots à la télévision expliquant qu'il ne faut pas accepter la violence domestique, le nombre des appels augmente. D'un centre en 2007, nous sommes passés à 13 fin 2009 et le gouvernement a annoncé, le 29 octobre 2009, son intention de monter à 50 pour suivre la montée des demandes.
Le gouvernement est aussi en train d'expérimenter en Ile-de-France, un téléphone d'urgence : celui-ci ne comporte qu'un bouton qui en cas de pression met l'appareil en ligne avec un poste de police. Celui-ci peut alors intervenir au plus vite. Le gouvernement espère que cet appareil aura un effet dissuasif.



Déchets nucléaires

Le département américain à l'énergie a la particularité, aux Etats-Unis, de s'occuper du nucléaire civil et militaire (en France, on essaie de nous faire croire que les deux sont distincts). Celui-ci a estimé que la pollution radioactive provoquée par cinquante ans de fabrication, de stockage, de transports et d'essais et d'usages d'armes et de combustibles nucléaires nécessiteront au moins 230 milliards de dollars sur 75 ans pour "nettoyer" les zones polluées. A comparer avec le coût d'un réacteur nucléaire : autour de 3 milliards !



Cocorico !

En France selon le délégué général pour l'armement Laurent Collet-Billon, "le marché mondial de l'armement est en croissance continue, à 20 milliards d'euros cette année. Nous allons exporter pour 7 milliards d'euros en 2009, et cette croissance se poursuivra en 2010, certainement grâce au Rafale. La France reste le quatrième exportateur mondial. On retrouve les chiffres d'affaire de la "grande époque". (*Le Monde,* 16 novembre 2009).

Le Japon veut renégocier ses accords avec les Etats-Unis

Après 50 ans dans l'opposition, le Parti démocrate du Japon, PDJ, a remporté les dernières élections contre le PLD, Parti libéral démocrate. Le nouveau gouvernement a averti les Etats-Unis qu'il voulait renégocier les contrats militaires entre les deux pays, prévoyant notamment d'arrêter fin janvier 2010 le ravitaillement des navires de l'US Navy en route pour l'Afghanistan, l'Irak et le Pakistan. Cette mesure vise à accompagner le départ des 8000 Marines qui stationnent encore au Japon. Le gouvernement demande également la fermeture d'une base US d'hélicoptères sur son territoire. Les Etats-Unis essaient maintenant de faire pression sur le Japon par le biais d'autres gouvernements asiatiques.

Entrainement des Désobéissants



Rafaël Trapet

Désobéissants et surveillance

A force de désobéir, le groupe des Désobéissants fait l'objet de nombreuses surveillances de la part des militaires. En 2007, un agent de la Direction des renseignements militaires a été identifié dans le groupe. Celui-ci était présent depuis quatre mois. A l'automne 2008, un séminaire s'est tenu au ministère de la défense organisé par le contre-espionnage sur notamment les Désobéissants. En janvier 2009, une caméra de surveillance appartenant à l'armée a été découverte lors d'un stage en Bretagne. En septembre 2009, un cambriolage chez un désobéissant s'est soldé par une disparition de clés USB et de carnets d'adresses. Ceci s'ajoute à des pressions diverses et des procès… Dernièrement, en octobre 2009, alors qu'un concert de soutien est organisé en Ardèche, des pressions ont été faites sur les musiciens pour qu'ils renoncent à ce concert. La meilleure réponse à apporter à cela est sans doute de rejoindre les troupes de Désobéissants : *voir www.desobeir.net ou tél. : 06 64 18 34 21 (Xavier Renou).*

politique

Niveau de Vie

Le *Bild Zeitung,* en Allemagne a publié le 27 juillet 2009, un article sur le train de vie de l'empereur de France. Selon leur enquête, ce dernier habite un appartement dont la location est estimé à 280 000 euros par an. Pour ses déplacements, il dispose de 61 voitures de fonction, 2 airbus, 6 avions Falcon-Jet. Le dernier, acheté pour 60 millions d'Euro a été baptisé "Carla". Ses dépenses de boissons se montent à 1 million d'euros. Il a presque 1000 employés à son service, deux fois plus que la Reine d'Angleterre, dont 44 chauffeurs et 87 cuisiniers.



Allemagne

Coalition Jamaïque

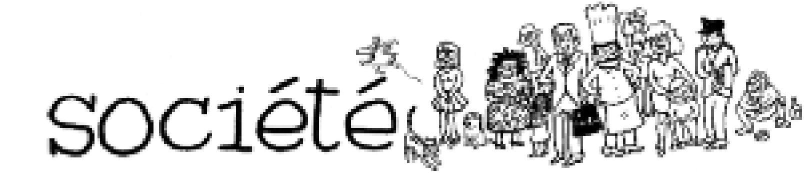
Dans la Sarre, le SPD pensait avoir gagné les élections régionales. Il lui suffisait de passer un accord avec les Verts et Die Linke. Mais, le 14 octobre 2009, les Verts en ont décidé autrement : ils s'associeront aux libéraux du FDP et à la droite traditionnelle, le CDU, ces deux derniers partis ayant accepté l'essentiel du programme des Verts sur les questions énergétiques et les transports en commun. Une coalition jamaïque (Verts-Jaune libéraux-Noir CDU) qui traduit un virage libéral chez les Verts qui peut en augurer d'autres… voir les discours chez nous d'un Daniel Cohn-Bendit.

Cumul des mandats

Selon une étude publiée dans *Le Figaro* du 27 avril 2009, sur 577 députés, 267 sont maires, 8 présidents de région, 23 vice-présidents de région, 21 président un département, 46 vice-présidents d'un département. En France, 87 % des parlementaires détiennent un autre mandat électif. En Italie, c'est 16 %, en Espagne 15 %, au Royaume-Uni 13 %, en Allemagne 10 %. Le cumul des mandats électifs est interdit dans les pays suivants : Chypre, Estonie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie.

Protectionnisme et relocalisation

Après la crise de 1929, le protectionnisme a été mis au ban des accusés… mais aujourd'hui, sans protectionnisme, le résultat est le même, sinon pire. Dans ce contexte, le discours en faveur d'une relocalisation de l'économie (ce qui est une façon de faire du protectionnisme) pourrait être une solution pour produire… des choses utiles localement et sortir de la marchandisation internationale.



Valence

Occupation du pôle traçabilité

Une cinquantaine de personnes membres de la Confédération Paysanne, de Pièces et Main d'oeuvre, et d'ailleurs ont occupé le pôle traçabilité (centre de référence national pour les puces RFID) de Valence (Drôme) le 21 novembre 2009 pour s'opposer au nanomonde totalitaire et au puçage généralisé de tout et de tous. Ils ont déployé des banderoles "RFID : tous moutons, tous pucés" et sont entrés en contact avec le public de la "fête de la science". Ils venaient alerter sur les dangers de cette technologie et de sa diffusion qui mènent vers un monde totalitaire, notamment à travers le puçage électronique obligatoire pour les animaux d'élevage (ovins et caprins à partir de juillet 2010), la dissémination généralisée de puces et de capteurs miniaturisés, la traçabilité de tous grâce aux mouchards électroniques implantés partout et le puçage des humains déjà à l'œuvre dans certains pays. Et cela, au moment où le gouvernement lance une opération de communication pour faire accepter les nanotechnologies avec des "débats publics". "Aujourd'hui les moutons, demain les hommes". *PMO, s/c Les Bas Côtés, 59, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble, www.piecesetmain-doeuvre.com.*

Soutenir les grévistes

Quand on fait grève, on n'est, le plus souvent, pas payé. Et cela peut vite devenir très difficile. C'est pourquoi un collectif marseillais a mis en place un site internet pour récolter des fonds de soutien. Sur *www.solidarites.soutiens.org,* vous pouvez choisir la lutte que vous soutenez... et suivre l'évolution des dons.

Publicité

> Les Français réticents. Une étude commandée par la Fédération mondiale de la publicité (FMA) à l'Institut de sondage Nielsen portant sur 25 000 personnes de 50 pays "développés" montre que les Européens et particulièrement les Français sont les plus réticents à la publicité. Alors que 73 % des Etats-Uniens et 64 % des Chinois pensent que la publicité favorise la concurrence et fait baisser les prix, seuls 56 % y croient. Alors que 64 % des Britanniques, 59 % des Italiens pensent que la publicité apporte une information utile, seuls 37 % des Allemands et 35 % des Français y croient. Conclusion de l'enquête par les publicistes : investir dans des campagnes en France est moins rentable qu'ailleurs. Encore un effort pour les Déboulonneurs et autres résistants à la pub... et les annonceurs iront se faire voir ailleurs. *(Le Figaro, 19 octobre 2009)*

> Ne loupez pas la date ! Alors que les arguments publicitaires sont de plus en plus visibles sur les emballages, il est souvent difficile d'y trouver la date de péremption. Or celle-ci doit y figurer obligatoirement. L'Union fédérale des consommateurs, estimant que ce n'est pas aux consommateurs de faire l'effort de trouver cette date, propose donc que chacun-e demande aux caissier-ères, de leur montrer cette date sur chaque emballage afin d'être sûr de la fraîcheur du produit. *UFC Que choisir, Union fédérale des consommateurs, 233, boulevard Voltaire, 75011 Paris.*

Comprendre les migrations internationales



D.R.

La Cimade qui apporte son soutien aux migrants diffuse une excellente petite brochure pour répondre aux principales questions que l'on peut se poser sur la question. La brochure est vendue au prix minimal de 10 euros pour 25 exemplaires. On peut donner plus si on en a les moyens. *Cimade, 64, rue Clisson, 75013 Paris, tél. : 01 44 18 60 56, www.lacimade.org.*

Bidoche (3)

Le moment où tout a basculé

Amis de *S!lence*, ce n'est pas encore le moment de pleurer. Il faut d'abord comprendre. Mais ce sera difficile, car à la vérité, nul ne sait où cette folie a commencé. Prenez le cas de la France. À l'orée du XVIIe siècle, tout est encore possible. Le fabuleux agronome Olivier de Serres, né en 1539, installe dans ce que nous appelons l'Ardèche une ferme modèle, dont il tirera les leçons dans son *Théâtre d'agriculture et mesnage des champs,* paru en 1600.

De Serres était un homme que j'aurais aimé connaître. Dans son traité, il évoque le sort des animaux d'élevage avec sympathie, empathie, et même tendresse. Lisez-le si vous en avez l'occasion, c'est splendide. Il écrit par exemple : "Quant à leur logis [celui des animaux] et particulier gouvernement, il en sera traicté en lieu convenable, selon le naturel de chacune espèce de bestail". Ou bien encore : "En campagne durant l'esté, les vaches seront menées aux pasquis, et ce dès la poincte du jour, pour manger l'herbe en la frescheur de la matinée, avec la rosée. Environ les dix heures, les serrera-t-on dans les estableries, où séjourneront durant la grande chaleur (...)". Tout à l'avenant. Il recommande même aux bouviers de vérifier le soir que les vaches et bœufs n'ont pas une épine coincée dans leur sabot.

Et puis arrive René Descartes, peu de temps après. En 1637, dans la cinquième partie de son célébrissime Discours de la méthode, il décrit pour la première fois les animaux comme des machines. Remarquables, très semblables aux hommes pour certaines d'entre elles, mais des machines néanmoins, faites de rouages et, bien entendu, dépourvues d'âme. Oui, vous l'avez compris, ce livre est ce qu'on appelle un tournant.

Il faudra pourtant attendre deux siècles, et un certain Ampère – oui, celui-là – pour que soit nommée pour la première fois la zootechnie. Cocorico ! Le mot est français, d'origine contrôlée. Nos premiers zootechniciens ne s'embarrassent pas de précautions, comme vous allez voir. André Sanson, né en 1826 : "La zootechnie est la science de la production et de l'exploitation des machines vivantes". Pour Raoul Baron, né en 1852, le zootechnicien est « l'ingénieur des machines vivantes, dont il doit surveiller la production et le fonctionnement ». Paul Diffloth, né en 1873 : "Les animaux de la ferme créent directement des valeurs par la transformation des matières végétales en produits facilement échangeables ; ce sont des machines à transformation obéissant aux règles de la mécanique générale, de la physique, de la chimie, et soumises aux lois économiques".

Comme *Silence* ne m'octroie que 4000 signes mensuels, je suis bien obligé de courir plus vite. La première offensive zootechnicienne échoue, pour des raisons expliquées dans mon livre. Et il faudra attendre, à nouveau, près d'un siècle, pour que la révolution commence. En 1946, naissance de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra). Une nouvelle génération de zootechniciens part visiter les fermes américaines, au moment même où la France compte encore ses tickets de rationnement. Effet garanti. Les plaines du Midwest et les abattoirs géants comme celui de Chicago ont donné naissance à un système « parfait » d'efficacité et de productivité. Nos godelureaux reviennent en France tout éblouis, avec sous le bras quantité de livres à traduire, sur la génétique, la sélection, l'insémination.

Ne manque plus que le soutien d'un pouvoir politique fort. Ce sera chose faite après 1958, par la grâce d'un De Gaulle souverain. Son principal ministre de l'agriculture, Edgard Pisani, ouvre les vannes de l'élevage hors-sol. La Bretagne, proclame-t-il en 1965, doit devenir l'usine à lait et à viande de la France. Mission accomplie. Catastrophe pleinement réussie. Cherchez bien les responsables de ce triomphe technocratique : vous ne trouverez pas. Au mois prochain, et n'oubliez pas Bidoche.

Fabrice Nicolino



Fabrice Nicolino est l'auteur du livre *Bidoche, l'industrie de la viande menace le monde* (édition Les liens qui libèrent, Paris)

L'abécédaire illustré de l'écologie pittoresque

par Borkowski



Grâce à sa touche "éco", la machine capitaliste fait l'économie d'une réflexion sur l'écologie.

annonces

Vivre ensemble

■ Nous habitons en Creuse depuis 9 ans, sommes installés sur 6,5 ha de terres/bois, dont 1 ha de prairie constructible. Parce que nous sommes très actifs et que nous croyons au développement rural solidaire, nous cherchons 3 ou 4 personnes ou familles souhaitant s'installer en construction écologique, avec des projets similaires aux nôtres (maraîchage bio, ferme pédagogique, élevage de chèvres, petits fruits…). Nous serions prêts à partager nos terrains pour qu'y naissent des projets sains dans le cadre d'un écohameau (but : échange et entraide). Proche hameau très calme et très vert, 5 km d'un village avec école et commerces. *Marianne, tél. : 06 29 52 10 81.*

Entraide

■ **Paris.** J'ai un trop petit budget pour m'acheter un ordinateur. Qui n'utilise plus son PC et pourrait me donner son unité centrale en bon état (aucune compétence pour réparer quoi que ce soit). Un grand merci d'avance. *Pascale Torsat, tél. : 01 43 41 45 47.*

■ **Lille et environ.** Cherche partenaires pour fonder bibliothèque coopérative axée sur l'écologie, la décroissance, la non-violence, les résistances… *Camille, tél. : 06 64 13 93 61, kmomille77@yahoo.fr.*

■ **Morbihan.** J'organise un chantier participatif avec un formateur, sur ma maison paille, du 6 au 24 avril 2010. Nous ferons la couche de corps extérieur et les enduits de finition extérieurs. En dehors de ces dates, des coups de mains contre repas et hébergement sont également bien venus. *tél. : 02 97 27 64 42 (Hélène, Silfiac).*

Rencontres

■ **Réf 375.01.** 50 ans, une petite ferme, pas d'alcool, rencontrerais compagne pour partager. *Écrire au journal qui transmettra.*

Recherche

■ Cherche anciens numéros de *La Hulotte.* Proposition d'achat ou de troc. Merci. *Violaine, tél. : 04 76 34 64 32.*

■ **Isère.** En cours d'installation agricole en AB (fruits, légumes) je cherche divers outils manuels + tracteur 4x4, girobroyeur, arracheuse de pommes de terre, butteur, serre, etc. Étudie toute proposition. *Violaine, tél. : 04 76 34 64 32, violainemula@no-log.org.*

Emplois

■ **Recherche responsable de création et suivi de projet.** *Crescend'O* souhaite développer un partenariat à long terme avec un(e) consultant(e) indépendant(e), capable d'assurer la direction de création (analyse, préconisations, axes de création graphique) et la rédaction ou réécriture, sur des sujets d'intérêt général. Possibilité de partage de locaux et de moyens au cœur de Lyon avec à terme statut d'associé(e) dans la scop. Une sensibilité (et même un engagement personnel !) aux thèmes de prédilection de l'agence et donc une bonne culture de ceux-ci est souhaitée : écologie, gestion et protection de l'environnement, économie sociale et solidaire, alternatives… Pour en savoir davantage sur la philosophie de l'agence, ses clients, ses projets… consulter le site www.crescend-o.fr. Envoyer votre candidature à *crescend-o@crescend-o.fr. Crescend'O, agence de création visuelle responsable et solidaire, 45, rue Robert-Cluzan, 69007 Lyon.*

■ **Lyon.** Les éditions *Le P'tit Gavroche* recherchent des stagiaires, mais également des graphistes, illustratrices et dessinateurs, pour début 2010 (de février à mai), afin de préparer la sortie de nouveaux guides, ainsi qu'une personne responsable du montage de dossiers de demandes de subventions et de partenariats. Une formation en Economie sociale et solidaire ou en IUT Métiers du livre et de l'édition est la bienvenue, mais non obligatoire. Ces différentes offres de stages rémunérés, d'une durée d'un à deux mois, sont présentées en détail sur son site *www.guidaltern.org*, ou sur demande par courriel à : *ptitgavroche@gmail.com . Contact (sans local public) : Éditions Le P'tit Gavroche, 84 montée de la grande côte, 69001 Lyon.*

■ Arsène cherche emploi administratif en France dans secteur culture-spectacle (bac+5 et expérience), économie sociale et solidaire, commerce équitable (intérêt et éthique perso), mission de développement service web culturel (autodidacte reconnu), journalisme indépendant. Préférence temps plein, mais espère aussi qualité de vie. Souhaite cohabiter à proximité si possible. *CV sur www.arsenerichard.com/cv ou écrire au 23, rue Jacques-Prévert, 84120 Pertuis.*

Co-location

■ **Lyon.** On est deux, une fille, la vingtaine et étudiante, et un gars, trentenaire et salarié. On cherche une troisième personne pour une colocation "modeste et géniale" dans une maison à Villeurbanne. Quelqu'un de simple, souriant, pas trop névrosé, propre, réglo, écolo... bref sociable quoi. Quartier tranquille, petite terrasse, 5 mn à pied du métro Flachet, loyer 350 + factures à partager. Désolés, pas encore le téléphone, contact par mail: *jipeel@yahoo.fr.*

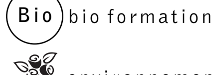
■ **Gironde.** Couple avec jeune enfant, tendance bio et silence, vivant entre ville et campagne, cherche une colocation au calme à Pessac et alentours (2 à 3 jours par semaine) à compter de janvier 2010. Prenons en charge frais de colocation à plein temps. *Contact : 06 19 88 67 68.*

Immobilier ventes

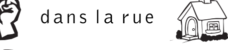
■ **Haute-Garonne.** Vend à Mondavezan, vieille ferme en partie rénovée, 220 m², grand salon 70 m², cuisine équipée, sdb douche baignoire balnéo, 2 ch, chauffe-eau solaire, isolants bio, 3000 m² de terrain arboré, vue sur les Pyrénées, 238 000 €. *Tél. : 06 64 47 26 56.*

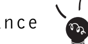
■ **Tarn-et-Garonne.** Terres agricoles, 5 ha, un îlot de 3 ha situé en coteaux, anciennes terres à vigne avec jardin 1500 m², cabane de vigne en pierre de 40 m² où j'habite. Un îlot de 2 ha en bord de village orienté au nord, herbages avec sources et hangar de 80 m² aménagé en habitat (bois, paille, tuiles). Avec matériel et animaux pour maraîchage en traction animale. Prix : 100 000 €. Photos et précisions sur demande : *tél. : 05 63 26 53 88, olivier.bonfils-82@laposte.net.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

 santé  politique, société  fêtes, foires, salons  films, spectacles, culture

agenda

 dans la rue  habitat  nord / sud Bio bio formation

 femmes paix éducation   environnement  décroissance  énergie

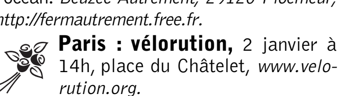
Drôme : des murs entre les hommes, jusqu'au 31 janvier, exposition créée par le Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant rouge de Genève, à l'occasion des 20 ans de la chute du mur de Berlin. 8 murs présentés : entre les deux Corée, à Chypre, en Irlande du Nord, au Sahara occidental, à la frontière entre Etats-Unis et Mexique, à Mellila et Ceuta au Maroc, entre le Pakistan et l'Inde, entre Israël et Palestine. *Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.*

Creuse : un nouvel an autrement, 29 décembre au 2 janvier, à la Ferme des Soleils, accueil paysan situé dans un éco-village, pour clore l'année loin du bruit et des paillettes, et pour aborder l'an nouveau autrement, s'immerger dans la nature et se centrer sur l'essentiel en soi, l'association La plume enchantée propose un stage d'ateliers d'écriture spontanée. Renseignements : *La ferme enchantée, Marlanges, 23420 Mérinchal, Pierre Gay, tél. : 05 55 67 29 31, www.laplumeenchantee.org.*

Finistère : Fest'hiver, 1er au 10 janvier à Beuzec autrement, une semaine de non-réveillon avec des ateliers pratiques : pain, chant, silence, échanges de savoir… voire baignades dans l'océan. *Beuzec Autrement, 29120 Ploemeur, http://fermautrement.free.fr.*

Paris : vélorution, 2 janvier à 14h, place du Châtelet, *www.velorution.org.*

Toulouse : soirée vidéophage, 4 janvier aux Pavillons sauvages, 35, rue Jean-Dagnaux (M°Canal du Midi), projection de films indépendants sur des thèmes culturels, écologiques, solidaires, sociaux… *Les Vidéophages, 9, rue de l'Etoile, 31000 Toulouse, tél. : 05 61 25 43 65.*



Paris : Ishi, le dernier des Yahis, 4 janvier à 20 h, à la Filmothèque du Quartier latin (9, rue Champollion, 5e, M°Odéon), présentation de ce film d'A. Makepace, J. Riffe et P. Roberts, les Yahis ont été massacrés à l'arrivée des colons en Californie à la fin du 19e siècle. Débat avec Matthieu Charle, ethnologue. *Survival international, 45, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris, tél. :01 42 41 47 62, www.survivalfrance.org.*

Pyrénées-Atlantiques : éduquer dans la nature, une pratique en danger ? 4 au 8 janvier au Centre de Pont-de-Camps à Laruns, rencontres entre les structures du réseau Ecole et nature pour étudier comment promouvoir les sorties nature alors que les législations sont de plus en plus restrictives. *Réseau Ecole et Nature, 474, allée Henri II-de-Montmorency, 34000 Montpellier, http://reseauecoleetnature.org.*

Lille : les sources de rayonnement électromagnétique et la santé, 7 janvier à 18h, espace culture (grand amphi), université Lille 1 à Villeneuve-d'Ascq. Contact : *Anissa Habane, tél. : 03 20 43 45 18.*

Drôme : quelle alchimie en œuvre dans la construction de nos sexualités ? le 8 janvier à 20h30 au café associatif La boucherie chevaline, à Romans. Un homme ayant beaucoup d'aventures est un Don juan ; une femme c'est une salope, c'est ce qu'on dit, non ? *Caféministe, http://lecafe-ministe.blogspirit.com.*

Toulouse : table-ronde sur l'actualité de la crise financière, 9 janvier, 18 h, à l'ESC, 20 boulevard Lascrosses (M° Compans-Caffarelli), débat avec Geneviève Azam, Germain Laurent, Jean-Hervé Lorrenzi, François Morin. *GREP-MP, 5, rue des Gestes, BP 71340, 31013 Toulouse cedex 6, tél. : 05 61 13 60 61, www.grep-mp.org.*

Italie : la route vers le zéro nucléaire et le contrôle des armes, 10 au 17 janvier à Andalo (Trento), séminaire international (en anglais). Isodarco, Carlo Schaerf, département of physics, *University of Rome, Tor Vergata, via della Ricerca Scientifica 1, 0013 Rome, tél. : (39) 06 72 59 45 60.*

Haut-Rhin : université d'hiver de biodynamie, 11 au 14 janvier à Gunsbach, thème : le calcaire et la silice dans la vie de la terre et de la plante. *Mouvement de culture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41.*

Ille-et-Vilaine : convivialité et intolérance au gluten, 12 janvier, 18h30 à 22h, atelier cuisine et repas, 28€ repas compris. Inscriptions au 02 99 44 03 24, cuisine de l'espace Galatée à Guichen. *Organisé par Culture Bio, 43, rue de Fagues, 35580 Guichen.*

Macon : souffrance au travail comprendre et agir, 13 janvier, salle Gambetta, 25, rue Gambetta, projection d'un documentaire avec des entretiens avec Philippe Davezies, enseignant chercheur à Lyon-1. *AIAPEC, 44, rue Dufour, 71000 Macon, tél. : 06 11 03 07 56, http://iprd.typepad.fr/aiapec/.*

Lyon : travailler moins pour vivre mieux ? 13 janvier de 19h à 21 h à la MJC du Vieux-Lyon, 5, place Saint-Jean, Lyon 5e. Quelles conséquences et sous quelles conditions ? S'interroger sur les questions économiques, sociales, politiques, et environnementales que ces choix peuvent soulever : aura-t-on moins de revenus ? Que faire du temps libéré ? Comment répartir le travail ? Un salaire universel est-il concevable ? Etc. Cycle proposé par l'association *FAC, Formation action citoyenne, 38, quai Arloing, 69009 Lyon, tél. : 04 78 83 52 57, www.la-fac.org.*

Bouches-du-Rhône : formation éducation et sensibilisation à l'énergie, 13 au 15 janvier, 3 journées pour apprendre à monter des actions dans le domaine de l'énergie. *Le Loubatas, , BP 16, 13860 Peyrolles, tél. : 04 42 670 670, www.loubatas.org.*

Montreuil : art, travail et liberté, 13 janvier à 20h, à la maison populaire, rencontre avec Yovan Gilles, de la rédaction de la revue Les périphériques vous parlent. Débat sur le sens du travail en particulier dans le domaine artistique. *Maison populaire, 9 bis, rue Dombasle, 93100 Montreuil, tél. : 01 42 87 08 68, www.maisonpop.net.*

Rhône : les conflits dans la vie associative, 14 janvier de 9h à 17h30 à Vénissieux. La formation propose des outils et un fonctionnement permettant à l'association de réguler les conflits inhérents à la vie de groupe tout en permettant à chacun de trouver sa place. *Ifman Rhône-Loire, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, www.ifman.fr.*

Lille : nouvelles technologies, vers un post-humain ? 14 janvier à 18h, espace culture (grand amphi), université Lille 1 à Villeneuve-d'Ascq. Contact : *Anissa Habane, tél. : 03 20 43 45 18.*

Paris : rencontre avec Gideon Levy, 14 janvier à 19h30, au Reid Hall, campus de l'Université Columbia. Auteur du livre Gaza, articles pour Haaretz, 2006-2009 (éd. La Fabrique), ce journaliste décrit dans la presse israélienne les exactions de l'armée à Gaza. *Université Columbia, 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris.*

Vaucluse : jouer pour apprendre à coopérer, 16 et 17 janvier à Grambois, comment utiliser les jeux par les parents et les éducateurs pour présenter une alternative à la compétition mise en avant dans notre société. *IFMAN Méditerranée, Le Pey Gros, 13490 Jouques, tél. : 04 42 67 66 40, www.ifman.fr.*

Meuse et Haute-Marne : rallye dans le triangle de Bure-mude, 17 janvier, journée d'information dans les 88 communes situées autour de Bure qui peuvent être candidates pour accueillir le futur site d'enfouissement des déchets hautement radioactifs. Présentation aux élus des méthodes de corruption de l'Andra et des incertitudes sur les techniques de stockage. *Fédération Grand-Est Stop déchets nucléaires, BP 17, 52101 Saint-Dizier cedex, tél. : 06 66 95 97 77 ou 06 71 06 81 17, www.burestop.org, www.villesurterre.com, www.stopbure.com.*

Rhône : sanctionner sans punir, 18 et 19 janvier, comment réagir aux incivilités et à la transgression de manière à ce que les sanctions soient réellement éducatives. *Ifman Rhône-Loire, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, www.ifman.fr.*

Toulouse : ossature bois et charpentes, 21 janvier à 19h15, au local de Friture, initiation aux techniques de la construction écologique. *Friture, 22, place du Salin, 31000 Toulouse, tél. : 09 54 62 04 01, www.friture.net.*

Lyon : expédition de S!lence. 21 et 22 janvier. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Vaucluse : théâtre-forum, 23 et 24 janvier à Grambois, comment utiliser cette méthode de théâtre interactif pour réagir à des situations-problèmes mis en scène. Un outil de régulation non-violent. *IFMAN Méditerranée, Le Pey Gros, 13490 Jouques, tél. : 04 42 67 66 40, www.ifman.fr.*

Drôme : 8e rencontres de l'écologie au quotidien, du 23 janvier au 2 février à Die. ***Samedi 23*** de 14h00 à 17h00, à Espenel, exposé sur les énergies renouvelables et visite d'un éco-lieu. 21h Film *Syndrome du Titanic* Nicolas Hulot Cinéma Le Pestel. ***Dimanche 24,*** à 14h, Phytothérapie Labelvie-Espenel. Lundi 25, à 18h30 Film *Zéro Déforestation,* 21h Film *Les Brebis font de la résistance* Cinéma Le Pestel. ***Mardi 26,*** 19h Débat *Nous pouvons changer de Monde mais pas de Planète* avec Olivier de Sépibus au Tchaï Walla. 21h Film *Le temps des Grâces* avec Dominique Marchais Cinéma Le Pestel. ***Mercredi 27*** à La Roche sur Grâne, de 10h à 12h : visite du centre écologique des Amanins. 14h30 Education à la paix avec Isabelle Peloux. 14h Autour d'un livre : Christiane Roussin *Ladakh.* Café Voltaire. 17h30 Film sur *la Disparition des Abeilles.* 20h30 *L'Abeille initiatique* avec Yvon Achard. ***Jeudi 28,*** de 9h à 16h : Journée Jeunes Ecologie et Non-Violence. Film *Bonheur National Brut* de Sandra Blondel et Pascal Hennequin. 17h Film *Des forêts sans interventions humaines ? Pour quoi faire ?* de Samuel Ruffier suivi d'un débat avec Pierre Athanaze de Forêts Sauvages/ASPAS. 20h30, débat *Notre relation à l'animal sauvage…* avec Roger Mathieu et Raymond Faure, Frapna. ***Vendredi 29 :*** 9h30 à11h : Jeux Coopératifs avec Maryline Wolf-Roy de la Coop'Aire, Communication Non-violente avec Claire Commarmond. 14h30 La Construction en Paille. 14h30 Pourquoi être végétarien ? 17h30 Crise énergétique et climat avec Pierre Bertrand et Jeremy Light, de Trièves Après-Pétrole. 21h30 Bal Folk avec Cire tes Souliers. ***Samedi 30*** à 12 h à Crest, pique-nique festif sur le marché. A Die - 10h Créer et animer un lieu de développement durable en ville Michel Installé et Alain Dangoisse, Espace Ginkgo Biloba ; Cuisiner avec l'énergie solaire, association Feeda ; L'intelligence collective Anne-Marie Bataille. 12h Repas partagé sur le marché. 14h débat *Il faut revenir à la terre* avec Claude et Lydia Bourguignon, Gérard Leras, 16h La Bio-Vallée Marie-Christine Darfeuille, Jean Serret, Didier Jouve ; 16h Construire une marmite norvégienne en bois- Feeda ; 18h chanson Morice Benin. 20h30 Film *Des solutions locales pour un désordre global,* débat en présence de Coline Serreau, Claude et Lydia Bourguignon, Didier Jouve. ***Dimanche 31,*** à 10h, *Habiter Autrement : de l'habitat léger à l'éco-village… Yourtes,* débat avec Louise Bex et François Plassard, Alain Dangoisse, Christine Janssens. 13h30 Film *Nous resterons sur terre* d'O. Bourgeois et P.Barougier, débat *Les Acteurs de changement* avec Béatrice Quasnik, 14h : Construire un fourneau à bois pour cuisiner. 16-18h *Quelle planète laisserons-nous à nos enfants et quels enfants laisserons-nous à la planète ?* avec Philippe Meirieu et Michèle Rivasi. 20h30 *L'Après-Pétrole : la fin du monde tel que nous le connaissons* avec Yves Cochet et Danièle Persico. ***Lundi 1er février,*** 9h à 17h Rencontre des Associations et Réseaux, 14 h Film *Sous les pavés la terre* de T. Kruger et P. Girault, 20h30 *Vaccins et Immunité* avec Tal Schaller, Médecin et J. Razanamahay, psychothérapeute. ***Mardi 2*** à 15h : film *La Belle Verte* de Coline Serreau, 17h Cercle de Parole "Agir … ici et maintenant". ***Samedi 6*** à Villard-de-Lans, écologie pratique :les initiatives des habitants du Vercors. A Romans, à 14h Pour un monde plus féminin avec Aiire. ***Dimanche 7*** à Cobonne, ferme de la Baume Rousse, 10h à 17h, symposium Réveiller le Rêveur avec l'association Soyons le changement. Programme complet : *Association Ecologie au Quotidien, Le Chastel, 26150 Die, tél. : 04 75 21 00 56, www.ecologieauquotidien.blogspot.com.*

Hauts-de-Seine : 40 ans de justice en France, 25 janvier à 20h30 à la Maison du développement culturel, 16, rue Julien-Mocquard, 92230 Gennevilliers (M° Les Agnettes). Projection du film *Les mauvais jours finiront* suivi d'un débat avec le réalisateur Thomas Lacoste et un représentant du syndicat de la magistrature. Université populaire des Hauts-de-Seine, *Maison du développement culturel, 16, rue Julien-Mocquard, 92230 Gennevilliers, www.universite-populaire92.org.*

Macon : les enfants d'Arna, 27 janvier, salle Gambetta, 25, rue Gambetta, projection du film de Juliano Mer Khamis sur une expérience de théâtre en Cisjordanie avec des enfants aujourd'hui morts ou tués. *AIAPEC, 44, rue Dufour, 71000 Macon, tél. : 06 11 03 07 56, http://iprd.typepad.fr/aiapec/.*

Paris : femmes étrangères face aux situations de double violence, 29 janvier à 9h à la Maison des associations du 20e, 1-3, rue Frédrick Lemaître (M°Jourdain). Journée organisée par l'ADFEM, Association et droit des femmes exilées et migrantes, et l'ADRIC, Agence de développement des relations interculturelles par la citoyenneté. Formation pour les travailleurs sociaux, les juristes, les militant-e-s voulant disposer d'outils pour faire face aux situations et accompagner les femmes qui y sont confrontées. *ADFEM, http://doubleviolence.free.fr/spip/.*

Biarritz :salon Ecovie, 29 au 31 janvier à la halle d'Iraby, éco-habitat, alimentation bio, espace santé et bien-être, espace développement durable, pôle loisirs verts. *Vent d'idées, 2 rue Jean-Mermoz, 40130 Capbreton, tél. : 05 58 41 82 56, www.salonecovie.com.*

Ille-et-Vilaine : je fabrique les produits pour mon bébé, 30 janvier, 14-17h, 20-25€, inscription au 02 99 72 43 70, espace Galatée à Guichen. Organisé par *Culture Bio, 43, Rue de Fagues, 35580 Guichen.*


D.R.

L'avènement d'un troisième pouvoir fort

La plupart des gouvernements relaient les pressions de l'industrie pharmaceutique. Malgré cela, le refus de la vaccination est en train de se généraliser. Comme pour le référendum sur le Traité constitutionnel européen, nous assistons à un refus encourageant dans une perspective de réflexion sur l'évolution de la démocratie.

■ **Fronde des personnels de santé.** La vaccination a été lancée le 27 octobre 2009 auprès des personnels de santé, espérant sans doute ainsi montrer à la population qu'il n'y avait rien à craindre. Mais lors du démarrage de la vaccination pour le grand public le 12 novembre 2009, seulement 10% du personnel (médecins, infirmières...) a accepté la vaccination.

■ **France : l'opinion remontée contre la vaccination.** Avec plus de 1000 centres de vaccinations mobilisant chacun entre 12 et 15 personnes, ce sont près de 15000 personnes qui sont mobilisées en novembre pour la campagne de vaccination. En vain, puisque le rythme des personnes qui se rendent dans ces centres est extrêmement faible (200 000 personnes en quinze jours soit 0,31 % !). Pendant ce temps, les laboratoires eux se frottent les mains : c'est l'Etat qui paie pour tout ce déploiement.

J'observe avec intérêt, comme des millions de gens, le combat international qui se livre actuellement autour de la grippe A et de son vaccin, opposant d'un côté les pouvoirs politiques et pharmaceutiques, et de l'autre les citoyens de nombreux pays du monde.



Ce combat me semble crucial et emblématique à plus d'un titre.

Divers auteurs, dont Nicanor Perlas (*La société civile : le 3e pouvoir*), ont en effet souligné l'importance d'une répartition triangulaire du pouvoir qui, en plus du politique et de l'économique, ferait intervenir la société civile. Chacun peut voir tous les jours ce que devient le monde quand il est seulement livré au pouvoir et à l'argent, et aux alliances immanquables qui se tissent entre les deux. Il est devenu impératif qu'au-delà des seuls processus démocratiques, dont chacun connaît les faiblesses, les citoyens puissent aussi massivement exprimer et défendre leurs revendications, quand celles et ceux qu'ils ont élus ne représentent plus leurs opinions, leurs idées, leurs valeurs.

Depuis le Sommet de la Terre de Rio, en 1992, auquel assistaient des milliers d'ONG venues du monde entier, réunies dans un sommet parallèle *(le Forum Global),* depuis aussi l'avènement d'internet, on assiste à une évolution et un développement formidables de la société civile. Celle-ci présente plusieurs particularités spécifiques.

Une ramification phénoménale

Comme on peut le voir dans le cas de la grippe : des informations, des messages, des pétitions, des vidéos et articles, ont été propagés de toutes parts, avec une grande diversité d'opinions, d'éclairages, de sources. Immanquablement, on a pu voir des infos très folkloriques, certaines carrément paranoïaques, d'autres mal ou pas étayées, mais loin de m'en offusquer, je vois plutôt là le signe de quelque chose de riche, multiforme, non régimenté, duquel finit quand même par se dégager un fond commun qui – on le voit aujourd'hui – peut réussir à s'imposer. Face à la pensée unique, face à la concentration des pouvoirs économiques, médiatiques et politiques, un tel réseau vivant, un tel maillage polymorphe se révèle être une force et prévient toute prise de pouvoir par une personne, une association, une ONG.

Une forme de désintéressement

Contrairement aux pouvoirs économiques et politiques, les membres de la société civile qui s'en-

gagent pour une cause n'ont le plus souvent rien à en attendre personnellement. Ils ne sont pas rémunérés pour cela, ils n'en tirent ni pouvoir, ni argent. Tout le contraire : ils dépensent souvent beaucoup de temps et d'énergie pour défendre une cause collective, et prennent parfois des risques personnels importants. Même si des dérives sont toujours possibles (et existent), dans l'ensemble ce désintéressement – associé au maillage multiforme évoqué ci-dessus – prévient la corruption et la récupération des acteurs civils. Dans le cas de la grippe A, je connais de nombreuses personnes qui depuis des mois n'économisent pas leur temps, leur énergie et leurs moyens pour contrer la désinformation massive à laquelle nous avons eu droit initialement, et dont les recherches ont pu ensuite être relayées par des millions de gens.

Une conscience collective

Enfin, la société civile est de plus en plus la garante d'une certaine conscience collective, là où au contraire tant de décisions politiques et de productions de l'économie n'ont servi qu'à favoriser l'inconscience, l'abrutissement et l'irresponsabilité à tous les niveaux. Dans les modèles de répartition triangulaire des pouvoirs, la société civile est d'ailleurs traditionnellement associée à ce qui est culturel (au sens large) et spirituel (au sens non religieux du terme). A travers la société civile, l'humanité semble en voie d'acquérir une conscience collective, ce dont il y a tout lieu de se réjouir, tant c'est devenu impératif face aux défis qui nous attendent.

Face à cette manipulation massive des pouvoirs politiques et économiques qu'est l'affaire de la grippe A, la société civile s'est galvanisée, mobilisée, renforcée : elle a réagi avec de plus en plus de force, de solidarité, de richesse et d'élan.

L'enjeu, aujourd'hui, dépasse largement la seule grippe A

Ce qui est véritablement en jeu, à travers cette bataille éminemment symbolique, c'est la prise par la société civile de la place qui lui revient, une bonne fois pour toutes. Si la situation se retournait (en imaginant que les pouvoirs publics recourent à la force, par exemple), si cette bataille était perdue, ce serait désastreux non seulement pour notre santé à tous, évidemment, mais en raison du symbole fort que représente actuellement ce combat. A travers cette lutte bien précise, en effet, la société civile est en train de prouver qu'elle est désormais incontournable, qu'elle représente bel et bien ce 3e pouvoir avec lequel les deux autres devront à l'avenir devoir systématiquement compter. Pas seulement en matière de santé, mais aussi d'écologie, de social, d'éducation, et ainsi de suite.

Les tentatives classiques dérisoires auxquelles on assiste çà et là, ces derniers jours, de vouloir mettre la lutte anti-vaccin de la grippe A sur le dos d'une ou de secte(s), dans l'espoir de jouer une fois de plus la carte de la peur et de manipuler l'opinion, montrent bien à quel point le politique et l'économique sont à court d'arguments valables



pour contrer ce formidable mouvement de la société civile.

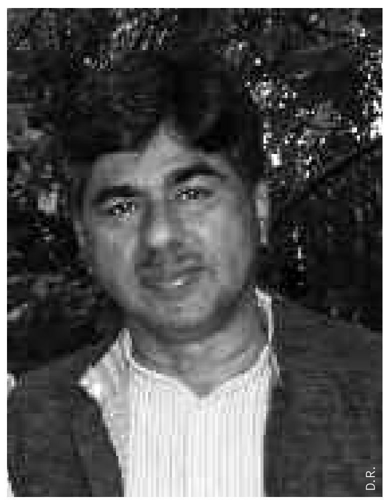
Il est donc important que ladite société civile ne baisse pas la garde trop tôt, sur ce sujet de la grippe : l'histoire et l'expérience ont montré que lorsque de tels intérêts sont en jeu, on peut s'attendre à tout.

Ce serait un joli retournement des choses, au final, si cette campagne mondiale autour de la grippe provoquait dans la société civile un tel sursaut immunitaire contre le virus de la désinformation et le cancer des intérêts privés, qu'elle soit à l'avenir prête à livrer de nombreux autres combats de même importance collective !

Olivier Clerc ■

L'auteur a notamment publié *Médecine, religion & peur : l'influence cachée des croyances,* Editions Jouvence 1999 ; *Le Tigre et l'Araignée : les deux visages de la violence,* Editions Jouvence, 2004. Préface de Charles Rojzman ; voir son site : www.olivierclerc.com.

> ***Ce serait un joli retournement des choses si cette campagne provoquait dans la société civile un sursaut immunitaire contre le virus de la désinformation et le cancer des intérêts privés.***


D.R.

▲ Rajagopal

Changer de système, pas de gouvernement

Dans le dernier numéro nous avons présenté un dialogue entre Rajagopal et Viviane Labrie sur les marches non-violentes contre la pauvreté en Inde et au Québec. Lors de son passage au CCO de Villeurbanne le 6 octobre 2009, *Silence* en a profité pour poser à celui que l'on présente parfois comme "l'héritier de Gandhi" quelques questions sur sa pensée politique.

■ Ekta Parishad.
www.ektaparishad.com
Contact en France :
Peuples Solidaires,
10, quai de Richemont,
35000 Rennes.

Silence : **On dit souvent que l'industrialisation et le développement économique permettent de faire reculer la pauvreté. Quelle est votre vision des choses ?**

Rajagopal : Le développement est un désastre. Il repose avant tout sur l'avidité. Malgré le développement, des millions de personnes en Inde n'ont rien à manger et meurent de faim. Donc je n'hésiterais pas à dire que le développement économique est un échec complet. Il est surprenant que nous ne le réalisions pas encore… à moins que nous ne voulions pas l'admettre ? Il est de l'intérêt de ceux qui en profitent, de continuer à le promouvoir. Cette situation sociale désastreuse (nombreuses personnes précaires, chômeuses, sans-logis…) est le résultat final, l'expression de la réalité de la théorie économique. Ce modèle n'a aucun avenir.

Le changement climatique résulte de ce modèle. Si nous ne changeons pas de modèle, le climat va continuer à changer, et les inégalités et la violence dans le monde à augmenter. Ce modèle de développement ne survit que parce que les gens ne sont pas assez organisés. Mais il est possible de le changer en un seul jour, comme une énorme machine qui produit des biens mais jette derrière elle une montagne de déchets. Généralement nous ne faisons que changer l'Etat, changer de président. Mais ce n'est pas ainsi que les choses peuvent changer. Le changement ne vient pas de l'Etat. C'est le système éducatif, politique, social qui doit changer. Il faut un nouvel agenda pour les peuples : changer de système, pas de gouvernement ! Nous nous perdons dans le petit jeu de changer l'Etat. La machine reste la même, et nous nous contentons d'en changer un boulon.

▼ Rassemblement Ekta Parishad à New Delhi

D.R.

Comment changer la situation ?

Rajagopal : Ce dont nous avons besoin, c'est d'un large mouvement populaire non-violent.

Cela doit commencer par l'organisation de la communauté. Le système communautaire est cassé. Le système du marché a cassé tous les espaces dans lesquels traditionnellement les gens pouvaient se réunir ensemble, se rencontrer. Aujourd'hui le supermarché est l'unique lieu dans lequel on se rencontre. Donc un premier pas est de rassembler la communauté. En effet le système est si oppressif qu'on ne peut pas survivre seul.

Cela passe ensuite par l'éducation. On ne procure aux jeunes que des savoirs qui vont servir à produire des biens pour les riches, pour la machine. Les enfants devraient apprendre les choses de la vie, comment produire des aliments par eux-mêmes, mais aussi comment s'occuper des autres, ainsi que des choses qui n'ont pas d'utilité marchande. A la place on leur apprend à conduire des voitures. Pour quoi ? Pour créer un monde inutile. Le système éducatif a besoin d'un changement radical. Le système politique aussi a besoin d'un changement radical. Les élections coûtent très cher, des millions d'euros. Vous avez pu le voir pour Obama. Ce système politique n'est pas pour les gens ordinaires, mais pour les privilégiés. Il est au service des puissants. Les partis n'amènent que divisions et jeux de pouvoir. Mais ce qui se passe dans les villages est le plus important. Le système social doit lui aussi être radicalement changé. Il est basé sur une série de discriminations. Par exemple,



D.R.



D.R.

Janadesh (2007) : la marche de 25 000 paysans sans-terre et indigènes pour exiger des droits

travailler avec ses mains n'est pas respecté. Plus vous travaillez dur, moins vous gagnez d'argent !

Que proposez-vous face aux limites du système démocratique ?

Rajagopal : Dans un système où les décisions se prennent à 51% contre 49%, les 49% restants n'ont plus de voix. Ce jeu contient en lui-même sa propre limite. Nous sommes certes passés d'une situation de dictature à une situation de « démocratie » politique, avec le système du suffrage, mais ce n'est pas suffisant. Ce que nous prônons est le Sarvodaya, expression qui signifie « le bien-être de tou-te-s ». Et non pas le bien être de 50% de la population. Il nous faut une nouvelle idéologie, dans laquelle tout le monde a le pouvoir et la responsabilité du bien-être de tou-te-s. Nous devons obliger les personnes exerçant des postes de responsabilité à se tenir à ce service de tou-te-s. Un leader a la responsabilité de la personne sans domicile ou affamée. Il doit être révoqué s'il ne résout pas concrètement leurs problèmes. Sinon, on est leader pour faire quoi ? Quels sont les critères qui feront qu'on est un bon leader ? Il faut demander des comptes.

Cet engagement social et politique doit vous exposer à un certain danger. Avez-vous le sentiment de prendre des risques ?

Rajagopal : Nous luttons à la fois contre le pouvoir de multinationales, de systèmes politiques corrompus, et de systèmes féodaux locaux. En effet depuis le début de notre lutte il y a eu des militants tués, des villageois emprisonnés. Mais nous savons que cela fait partie du processus de changement social. Les gens qui s'engagent avec nous savent qu'il faut prendre des risques, être prêts à une part de sacrifice, pour changer. Cette dimension fait d'ailleurs partie de la formation : on doit savoir combien on est prêt à donner avant de s'engager. D'une manière générale, je dirais que les luttes non-violentes demandent moins de sacrifices en vies humaines, mais plus en termes de discipline sur nous-mêmes. L'organisation est fondamentale. Vinoba Bhave, le successeur de Gandhi dans les communautés non-violentes, disait que les problèmes du monde viennent du fait que les bons éléments sont inorganisés et les mauvais éléments, très organisés. Je voudrais aussi citer les paroles de Vivekananda, un sage indien considéré comme hautement spirituel. Il dit un jour : "Aussi longtemps qu'il y aura un chien errant et affamé dans la rue, ma spiritualité consistera à lui trouver à manger. Pas à chercher Dieu". Cette spiritualité, nous la faisons nôtre.

> ***Les luttes non-violentes demandent moins de sacrifices en vies humaines, mais plus en termes de discipline sur nous-mêmes.***
>
> *Rajagopal*

Majid Rahnema : Quand Rajagopal vient dans les villages, c'est pour catalyser ce qui existe déjà, car en Inde comme au Chiapas ou en Iran, ce sont les gens qui se prennent eux-mêmes en main et ils n'ont pas besoin de personnes qui pensent comment ils doivent s'organiser. Jusqu'ici les révolutions ont été prises en main par des professionnels de la révolution. Elles ont été manipulées par des révolutionnaires professionnels qui se sont détachés des gens pour qui elles avaient été faites. Ce qui se passe actuellement en Iran est différent : c'est une reprise en main par les gens de leur destin. La répression a été terrible. Mais la population refuse d'utiliser la violence car elle sait que la violence sert toujours ceux qui en ont les moyens, les plus puissants. Ils ne connaissent pas Gandhi mais ils ont compris cela. La non-violence, je crois, est la seule réponse. Dans la transformation révolutionnaire je dois commencer par un travail sur moi-même.

> ***En Iran, la population refuse d'utiliser la violence car elle sait que la violence sert toujours ceux qui en ont les moyens, les plus puissants.***
>
> *Majid Rahnema*

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■

Leçons de sagesse, leçons d'imagination

L'anthropologue Claude Lévi-Strauss est mort à 101 ans, le 30 octobre 2009. Il avait consacré sa vie à nous initier à la diversité des sociétés humaines.

A voir :

■ Pour s'initier à l'œuvre de Claude Lévi-Strauss, on trouve facilement sur internet le documentaire *Tristes tropiques,* d'Arte vidéo (en noir et blanc).

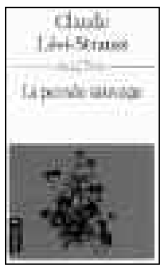


■ DVD *Claude Levi-Strauss par lui-même,* 2008, Pierre-André Boutang,

A lire :



■ *Tristes tropiques,* éd. Pocket/Terre Humaine, 514 p. 1955, 7,10 €.



■ *La pensée sauvage,* éd. Pocket/Terre Humaine, 348 p. 1962, 7,30 €.

C'est en étudiant leurs formes primitives, d'un point de vue enfin non colonial, qu'il a mis en évidence la rationalité cachée dans la variété des structures familiales et l'arborescence des mythes de l'humanité ; et il a su nous avertir du danger qu'il y a à méconnaître l'enracinement de l'humain dans la nature, en anticipant les crises, entre autres écologiques, de notre "monoculture" civilisationnelle : il écrivait dans Tristes Tropiques : *"L'humanité s'installe dans la monoculture ; elle s'apprête à produire la civilisation en masse, comme la betterave"*.


D.R.

Plus tard, au moment où sévissait la crise dite de la vache folle (c'est celui qui le dit qui y est...), il a publié un texte qui en a surpris plus d'un, dans *La Republica* du 24 novembre 1996 (*La leçon de sagesse des vaches folles*, lisible en français sur le site de la revue *Études rurales.* Aussi sur ce site, l'excellent *Productivité et condition humaine*).

Il y concluait : *"Un jour viendra où l'idée que, pour se nourrir, les hommes du passé élevaient et massacraient des êtres vivants et exposaient complaisamment leur chair en lambeaux dans des vitrines, inspirera sans doute la même répulsion qu'aux voyageurs du 16e ou du 17e siècle, les repas cannibales des sauvages américains, océaniens ou africains"*.

Et il se montrait plus lucide que beaucoup de ses pairs : *"Il est trop vrai que l'homme provoque directement ou indirectement la disparition d'innombrables espèces et que d'autres sont, de son fait, gravement menacées. (...) Déjà nous ne respirons plus qu'un air pollué. Elle aussi polluée, l'eau n'est plus ce bien qu'on pouvait croire disponible sans limite : nous la savons comptée tant à l'agriculture qu'aux usages domestiques. Depuis l'apparition du sida, les rapports sexuels comportent un risque fatal. Tous ces phénomènes bouleversent et bouleverseront de façon profonde les conditions de vie de l'humanité, annonçant une ère nouvelle où prendrait place, simplement à la suite, cet autre danger mortel que présenterait dorénavant l'alimentation carnée. Dans un monde où la population globale aura probablement doublé dans moins d'un siècle, le bétail et les autres animaux d'élevage deviennent pour l'homme de redoutables concurrents. Il faudra même, peut-être, y renoncer complètement, car tandis que la population augmente, la superficie des terres cultivables diminue sous l'effet de l'érosion et de l'urbanisation, les réserves d'hydrocarbures baissent et les ressources en eau se réduisent"*.

Il se permettait donc d'imaginer un avenir où *"les agronomes se chargeront d'accroître la teneur en protéines des plantes alimentaires, les chimistes de produire en quantité industrielle des protéines de synthèse"* (pardonnons-lui), et surtout où *"la viande figurera au menu dans des circonstances exceptionnelles. On la consommera avec le même mélange de révérence pieuse et d'anxiété, qui, selon les anciens voyageurs, imprégnait les repas cannibales de certains peuples. (...) Nos anciens troupeaux, livrés à eux-mêmes, seront un gibier comme un autre dans une campagne rendue à la sauvagerie"*...

Et d'ajouter cette spéculation étonnante, dont les alternatives que présente *Silence* sont peut-être, qui sait, les germes :

"On ne peut donc pas affirmer que l'expansion d'une civilisation qui se prétend mondiale uniformisera la planète. En s'entassant, comme on le voit à présent, dans des mégalopoles aussi grandes que des provinces, une population naguère mieux répartie évacuera d'autres espaces. Définitivement désertés par leurs habitants, ces espaces retourneraient à des conditions archaïques ; çà et là, les plus étranges genres de vie s'y feraient une place. Au lieu d'aller vers la monotonie, l'évolution de l'humanité accentuerait les contrastes, en créerait même de nouveaux, rétablissant le règne de la diversité. Rompant des habitudes millénaires, telle est la leçon de sagesse que nous aurons peut-être, un jour, apprise des vaches folles"...

Marie-Pierre Najman ■

En tête du convoi, Vincent et Kaline



Les potes de foin

En réalisant une ferme ambulante de la Normandie à la Bretagne, de jeunes prétendants au statut agricole ont appris à mieux connaître leurs racines pour mieux s'installer.



Quelques invités, comme Manu, ont rejoints le collectif pour quelques jours de route (en arrière plan : Charline et le poulailler ambulant)

A LA FRONTIÈRE DES LUTTES URBAINES ET RURALES, D'HIER OU DE DEMAIN, *LES POTES DE Foin* sont une espèce de doux rêveurs à part, en voie d'apparition pour certains, de disparition pour d'autres. Ce collectif d'amis, âgés de 18 à 25 ans, a effectué de juin à août 2009 une grande transhumance à travers leur Normandie et leur Bretagne natales avec leurs vaches, poules, chevaux, four à pain... le tout monté sur roulottes. Leur objectif ? (Re)découvrir leur territoire et les gens qui le font vivre, tout en réfléchissant à une installation collective sur une exploitation. De la préparation de leur projet à la concrétisation de cette aventure itinérante, *les Potes de Foin* sont rapidement devenus le fil rouge de notre road-trip sonore.

"Partir à la rencontre d'autres univers"

"On est au moins deux à avoir voyagé ensemble, à être sortis des frontières de la France et à s'être fait de beaux voyages à des milliers de kilomètres. Mais on a réalisé qu'à 10 ou 20 km de chez nous, y'a des trucs qu'on ne connaît pas, des patelins dans lesquels on n'a jamais été, des plantes que l'on peut manger ou avec lesquelles on peut se soigner... Avant de s'installer, c'était primordial pour nous de rencontrer les gens, savoir qui est là, qui fait quoi et ce qu'on peut faire ensemble dans le futur : des échanges de matière, de matériel, de coups de main, de savoir-faire... L'idée c'est d'être à plusieurs sur une ferme mais aussi plusieurs fermes sur un territoire et plusieurs territoires sur un plus grand territoire."

Voici comment Jean-Baptiste nous justifiait ses motivations peu avant le grand départ, sur la ferme du Camp, à Montmerrei (Orne). C'est là qu'un agriculteur avait gracieusement accueilli le collectif quelques mois, le temps pour eux de construire leurs roulottes et leurs ateliers : une forge, un séchoir de plantes médicinales, un poulailler, un four à pain... C'est aussi là que l'itinéraire du voyage a été préparé, avec la volonté de faire étape le soir chez des producteurs pas toujours proches des idéaux qui rassemblent le collectif. *"Sur la route ou même dans les endroits où l'on s'arrête, on rencontre des gens qui ne sont pas du tout dans le réseau alternatif. Ça permet de partir à la rencontre d'autres univers que le sien et de faire se rencontrer des milieux qui ne se côtoient pas tellement en temps normal"* nous explique ainsi Charline, lors d'une étape de voyage pour laquelle nous les avions rejoints.

Mener un projet collectif : pas si facile mais tellement utile...

Lors de leurs trois mois itinérants et des 450 km parcourus, la vie des *Potes de Foin* n'a bien sûr pas été toute rose. Des problèmes anodins ou plus importants (blessures d'animaux, abandon d'un cheval et d'une roulotte) ont révélé l'unité du groupe, mais aussi certaines tensions. L'aventure itinérante est aujourd'hui close et si les projets des membres continuent, ils divergent parfois de leurs ambitions initiales. Certains ont jugé leur installation trop précoce et sont repartis vers des projets différents, tout en restant en lien avec le collectif. D'autres sont toujours en réflexion, voire en voie de concrétisation quant à une installation. Des personnes rencontrées sur la route se sont de plus associées à ces projets.

Quelle forme prendra finalement le collectif issu de cette aventure ? *Les Potes de Foin* restent confiants car quoi qu'ils deviennent, cette expérience les marquera pour sans doute plus longtemps qu'ils ne le pensaient.

Goulven Maréchal et Alexis Lis ■

Vous pouvez écouter l'entretien effectué avec le collectif sur www.duvertdanslesoreilles.fr.

Visitez le site web tout en couleurs et poésie du collectif : www.lespotesdefoin.asso.fr.
Mail : lespotesdefoin@laposte.net

Comment convaincre de se passer de la voiture ?



Piétons sur les Ramblas de Barcelone

D.R.

Alors que l'on connaît la part importante des voitures dans la question des émissions de CO_2[1], lors de différents débats sur ce thème, les "bonnes raisons" pour ne pas renoncer à la voiture sont multiples : sentiment de liberté, intégration sociale, difficulté à vivre sans ce véhicule... Essayons d'y voir clair.

Le sentiment de liberté a sans doute été le moyen publicitaire le plus utilisé pour vendre la voiture[2]. C'est donc le plus fort… et pourtant le plus contestable. La liberté que l'on obtient en roulant rapidement est un résultat *à court terme.*

La vitesse de déplacement

Sur le *moyen terme,* comme l'avait déjà montré Illich en son temps[3], notre vitesse de déplacement globale n'a pas été améliorée par l'usage de la voiture. En effet, si au temps de déplacement dans la voiture, on ajoute le temps qu'il a fallu travailler pour payer ce déplacement, on constate que la distance parcourue divisée par la somme de ces deux temps est toujours de l'ordre de 5 km par heure… soit la vitesse d'un piéton. Illich montre que la vitesse globale de déplacement augmente légèrement si nous avons un travail à fort salaire puisqu'il nous faut moins de temps pour nous payer le coût de la voiture… mais à condition que l'on conserve une voiture modeste, ce qui n'est généralement pas le cas. Plus on gagne de l'argent, plus on en consacre à acheter des voitures coûteuses et donc le temps de travail reste relativement constant. Un cadre supérieur dans une grosse voiture ne roule pas plus vite qu'un chômeur à pied !

Illich montre que le seul véhicule qui fait réellement gagner du temps est le vélo car son coût est faible et son rendement énergétique excellent. S'il refaisait aujourd'hui les calculs, il constaterait sans doute qu'il faut travailler moins longtemps pour acheter une voiture… mais plus longtemps pour l'entretenir, que les automobilistes font plus de kilomètres du fait de l'extension des agglomérations urbaines, ce qui induit une augmentation des concentrations et donc des embouteillages. A l'arrivée, dans les grandes villes, la vitesse de déplacement est sans doute presque toujours inférieure à celle du vélo[4].

Sur le *long terme,* la voiture coûte encore plus cher : une bonne partie de notre temps de travail sert à payer des impôts qui vont servir — pour partie — à construire des aménagements routiers, à financer les dépenses de santé des accidentés de la route, à gérer les problèmes d'asthme provoqués par la pollution, sans parler de l'obésité… Si ce long terme pouvait être intégré dans le calcul fait par Illich, on constaterait que la vitesse d'une voiture est en fait celle d'un escargot ![5]

Ayant personnellement supprimé ma voiture en 1982, j'ai pu constater combien le calcul d'Illich était juste : en travaillant seulement 27 h 30 par semaine et en me rendant au travail à pied (une heure de marche par jour), je ne totalise donc, par semaine qu'un cumul travail + déplacement de 32 h 30… sans presque rien dépenser pour les déplacements, ce qui, malgré un salaire modeste, me permet de bien vivre. Prenant peu le bus, mais souvent le train et le vélo, parfois le taxi (la nuit ou avec des bagages), louant des voitures lorsque je ne trouve pas d'autres solutions, j'ai calculé qu'en 27 ans, notre famille a économisé, malgré ma "baisse" de salaire, la somme de 100 000 €. A cette somme, il conviendrait d'ajouter les coûts cachés que je ne peux économiser : même sans voiture, je continue à payer des impôts et des charges sociales pour entretenir les automobilistes.

1. Selon les données du ministère de l'environnement, en 2009, les transports terrestres (hors avion) représentent 27 % des émissions de CO_2 dont 25 % pour le transport routier et 2 % pour le train et le bateau. Sur les 25 % de la route, environ la moitié est due à la voiture, l'autre moitié aux camions et aux véhicules utilitaires et un petit 1 % pour les deux roues motorisés.
2. Lire *La liberté de circuler,* Colin Ward, éd. ACL/Silence, 1993.
3. *Energie et équité,* Ivan Illich, 1973
4. A Lyon, pendant plusieurs années, des courses ont été organisées aux heures de pointes sur différents trajets par le quotidien *Le Progrès.* Résultat : la voiture arrive le plus souvent après le métro, les bus, les vélos… et même parfois le piéton. Le résultat intégrait le temps pour trouver à se stationner. Plus le trajet est court, plus la voiture est défavorisée.
5. La vitesse d'un escargot reste quand même tout à fait remarquable quand je pense aux dégâts dans mon potager !

▼ *Tricycle pour handicapés*



D.R.

L'acceptation sociale

Un autre argument est le fait que ne pas avoir de voiture serait un motif d'incompréhension de la part de son entourage. Pourtant, quelques chiffres font réfléchir. En milieu urbain, environ 30 % des gens n'ont pas de voiture. Ce pourcentage monte à 40 % en Ile-de-France et même à 50 % à Paris et dans le centre de Lyon. N'ont pas de voiture, la population âgée, la population la plus pauvre, et de plus en plus la population la plus écologiste…

L'objection vient évidemment qu'à la campagne, ce serait impossible. Pourtant les chiffres de l'INSEE indiquent qu'en milieu rural, on a aussi 30 % de personnes sans voiture, sensiblement les mêmes catégories sociales qu'en ville[6]. Il est vrai qu'aujourd'hui une personne sans voiture à la campagne est socialement isolée. Mais ceci esr le résultat avant tout des choix politiques : inefficacité des transports en commun, commerces lointains…

Cela pourrait évoluer positivement assez rapidement. D'une part, on voit réapparaître des commerces ambulants qui vont de ferme en ferme ; les collectivités locales prennent parfois des mesures intéressantes. Ainsi dans la Drôme, il est possible, en allant prendre son train ou en revenant, de prendre un taxi pour seulement 2 euros supplémentaires. Dans le Rhône, le conseil général subventionne les lignes de bus, et tous les trajets sont aussi à 2 euros…

Alors que se développe l'exode urbain, les néoruraux devraient prendre en considération la question des transports avant de choisir leur lieu de résidence : quand on est jeune on peut choisir d'habiter à portée de vélo d'un bourg suffisamment important pour avoir commerces, écoles, gare… Plus vieux, on choisira d'habiter directement dans le bourg.

Le plaisir d'un quotidien sans voiture

Côté deux roues, au fil des ans, les remorques vélos se sont développées pour proposer de multiples usages possibles : remorques poussettes pour les enfants, remorques diverses pour le matériel (je me souviens d'avoir vu une remorque aménagée par un menuisier écolo… qui pouvait transporter des poutres en bois de plusieurs mètres de long) ; progressivement les pistes cyclables se développent et en leur absence, une bonne observation de la ville permet de choisir des itinéraires peu fréquentés par les voitures.



D.R.

▲ *Tandem avec une cariole pour enfants*



D.R.

◄ *Embouteillages*

La voiture, c'est la guerre

Il n'est pas possible d'oublier quelques nombres.

La voiture, c'est 5000 morts en France par an, 1,2 million dans le monde. Plus du double de handicapés, la première cause de mortalité en France chez les 18-25 ans, devant le Sida.

Dans *La violence routière, des mensonges qui tuent,* Claude Got publie un tableau de la mortalité rapporté à la puissance des voitures. Plus une voiture est puissante, plus elle tue.

A côté, la guerre en Irak est une pacotille !

Dans ce contexte, le débat sur la voiture propre ça n'existe pas !

Le véritable progrès est à penser par l'amélioration des vélos.

De faible poids et de faible vitesse, les vélos ne tuent pratiquement pas.

6. A l'exception de la banlieue en Ile-de-France, ce sont dans les banlieues des grandes agglomérations que le taux de motorisation est le plus important, mais cela ne dépasse pas les 80 %. Merci aux lotissements pavillonnaires loin de toute vie sociale.

Le prix d'une voiture

Lorsque nous faisons du covoiturage, les passagers paient souvent au conducteur l'essence… en croyant partager équitablement. Mais en fait, il n'en est rien. Selon les calculs de l'Ademe, pour une petite voiture style Clio, le prix de l'essence ne représente que 19 % du prix d'une voiture. Les passagers devraient donc payer quatre fois le prix de l'essence pour que le conducteur s'y retrouve.



D.R.

Vélo couché

Si vous n'aimez pas le vélo, les transports en commun sont souvent nombreux et là aussi les municipalités poussent de plus en plus dans le bon sens[7].

Si ni le vélo, ni ces transports en commun ne suffisent, il reste des moyens spécialisés : taxis, voire véhicules de location (pour un encombrant par exemple).

Toutefois, au quotidien, la marche devrait toujours être privilégiée, outre que cela ne coûte — presque — rien, que cela passe presque partout, que cela ne nécessite pas d'aménagements lourds, la marche est un excellent facteur de santé : notre corps est fait pour marcher et nous souffrons de plus en plus de notre immobilité devant un écran (téléviseur, ordinateur, pare-brise).

Personnellement, comme j'adore la marche, je ne prends que rarement les transports en commun… Peu de Parisiens savent qu'il ne faut qu'une heure trois-quarts pour aller du nord au sud de la capitale (9 km) et deux heures et quart pour aller d'est en ouest (12 km) !

Pour transporter des choses plus ou moins lourdes, en complément des vélos, il y a les roulettes (valises, caddies…).

Un autre gros avantage de l'absence de voiture, c'est une liberté d'esprit remarquable. Sans même parler de la stimulation que peut provoquer la marche sur les rêveries de votre cerveau, ne pas avoir de voiture, c'est ne pas avoir à se souvenir où le véhicule est garé, c'est ne pas avoir à se soucier de savoir si l'on a bien mis de l'argent dans le parcmètre, c'est ne pas fréquenter de garagiste, ne pas avoir de soucis de bonus-malus avec son assureur, c'est ne pas avoir de crédit avec son banquier[8], ne pas maudire les embouteillages[9] ou les déviations.

Ramassage scolaire à vélo à Saint-Aubin-en-Médoc (Gironde)



D.R.

En ville, en calculant bien son coup, on peut marcher jusqu'à un terminus de métro ou de bus, ce qui est l'assurance d'avoir une place assise. Là, comme dans le train, on peut alors lire tranquillement sans le stress du conducteur.

Ma compagne et moi avons même des loisirs originaux : par exemple aller faire ses courses à pied dans un magasin bio en banlieue[10] en passant par des zones vertes et en revenant, chargés, en bus, ou encore partir en week-end de manière totalement improvisée en se rendant à la gare avec nos vélos et en prenant au hasard le premier TER qui part… on descend à vingt-trente kilomètres, et avec l'aide des cartes, on revient par les petites routes.

A la campagne, mon père s'est acheté un vélo électrique pour ses 80 ans. La première année, il a fait 800 km pour 1 euro de charge électrique (mais mes parents conservent une voiture pour les voyages plus importants). Un de mes cousins, à la campagne, continue à faire ses courses à vélo à plus de 90 ans, forcé : il s'est fait retirer le permis voiture car il est presque aveugle.

Avec nos enfants, nous avons déjà rejoint deux fois la Méditerranée à vélo : une fois en passant par les Alpes, une fois par le Massif Central…

Un problème de vitesse

De tout cela, je retiens que le problème n'est pas vraiment la mobilité comme on le lit beaucoup. Le vrai problème, c'est la vitesse, vitesse nécessaire parce que l'on manque de temps. Faire Lyon-Paris à pied peut s'envisager… en prenant son temps[11]. Certains font bien le tour du monde (prévoir au moins 7 ans).

Si les gens travaillent pour ensuite se traîner en voiture dans les embouteillages, c'est dans l'espoir de gagner du temps sur le court terme.

Pour sortir de la voiture, il faut d'abord réfléchir

- à pourquoi je me déplace : on peut diminuer ses besoins de déplacement si, pour un couple, on habite près du lieu de travail de l'un des deux, si l'on fait ses courses dans les magasins locaux et non dans les hypermarchés…
- à comment avoir du temps : puis-je travailler à temps partiel et gagner ainsi le temps de me déplacer plus lentement ? puis-je anticiper pour prévoir les délais nécessaires (déplacements de loisirs).

Essayez de vivre sans voiture personnelle, cela apparaît d'abord comme une contrainte ; cela devient vite une qualité de vie dont on ne veut plus se passer.

Michel Bernard ■

7. L'agglomération d'Aubagne a instauré, en mai 2009, la gratuité sur l'ensemble de son réseau.
8. Ludo Dierickx, ancien député écolo belge, récemment disparu, me disait un jour : les gens achètent une voiture et louent leur appartement ; pour devenir riche, il faut faire exactement le contraire.
9. Quoique… un soir d'été, j'ai été pris dans un embouteillage de vélos sur une piste cyclable qui va à un lieu de baignade à l'est de Lyon. Nous étions plus d'une centaine de cyclistes à être bloqués par deux jeunes enfants en tricycle et des vélos circulant dans l'autre sens. Vivement des pistes à trois voies !
10. Car certains magasins se placent en banlieues pour disposer de larges parkings ! Bio ne veut pas toujours dire écolo !
11. Je l'ai fait en 1982 en trois semaines et en 1994 en cinq semaines, chaque fois dans le cadre de marches antinucléaires.

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : *www.revuesilence.net.*

Courrier

Mensonge climatique

Dans "Ultimatum climatique" de Michel Bernard, paru dans *S!lence* n°371, je relève "... alors que la dérive climatique ne fait plus de doute, que les causes sont maintenant connues...", confère "un constat scientifique objectif", celui du GIEC sans doute... du coup je m'interroge : a-t-il lu les textes de Dominique Guillet , de Kokopelli, en particulier "Les Caniculs-bénis" et "Effet de "serres" et révolution verte eugénique", parus sur le site liberterre.fr ?
Le fameux constat scientifique en question y est largement remis en cause, c'est le moins que l'on puisse dire ! Je résume : l'argument, qui se veut décisif, tient dans un graphique où l'on voit la courbe des températures culminer, dans les années 2000, en "crosse de hockey", témoignant donc d'une hausse brutale et subite des températures, jamais observées les siècles passés.
Le "géniteur" de ce graphique, un certain climatologue Michael Mann, refusait, contrairement à tous les usages scientifiques, de rendre publiques ses données... lorsqu'il finit par s'exécuter, d'autres scientifiques, dont Stephen Mac Intyre, ont montré que les mathématiques, sur lesquelles reposait la crosse de hockey de Mann, étaient largement erronées et les données elles-mêmes, concernant les cernes de conifères, manipulées... dans l'optique de montrer que le CO_2 anthropique était la cause du réchauffement climatique...
Apparemment, querelles de scientifiques, sauf que le CO_2 s'est vu transformé en bouc émissaire d'une bien vilaine cause, la spéculation sur le carbone, bien plus juteuse que les subprimes et compagnie, en conséquence, l'attention générale est détournée et les vrais problèmes laissés en plan, en tête la mort des sols, l'empoisonnement de l'air, des eaux, etc.
Si donc il y a eu fraude, on peut aller à Copenhague, ou n'importe où, à condition de s'en prendre aux vrais coupables... au fait, cette histoire de courbes sur un graphique, c'est scientifique, non ? Des statistiques, je crois, une manipulation, ou mauvaise conception mathématique, cela se prouve, non ?
Maurice Furstoss
Gard

S!lence : nous partageons avec Dominique Guillet le constat que l'insistance générale actuelle sur le réchauffement climatique masque d'autres problèmes tout aussi fondamentaux, en premier lieu l'effondrement de la biodiversité. Mais la spéculation sur le carbone nous semble relever plus de la stratégie d'adaptation toujours plus importante du libéralisme au contexte de crise écologique, que d'un complot généralisé du monde politique, scientifique et industriel depuis des décennies. Les blocages de ces milieux pour accepter d'assumer la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique, en témoignent d'ailleurs. Par ailleurs le constat du réchauffement climatique ne se base pas que sur une équation et un graphique établis il y a quelques décennies, mais sur d'innombrables travaux scientifiques (entre autres ceux du GIEC) et constats empiriques.

Une blague sexiste dans S!lence ?



Je suis consterné à la lecture du commentaire sexiste qui jouxte le dessin de Borkowski, page 23 du n°372. J'imagine que l'intention est humoristique et qu'il convient de le prendre au second degré mais je trouve que le dessin se suffit à lui-même et que le commentaire est de trop. Je suis tout à fait favorable à la liberté d'expression mais je pense qu'un journal doit tout de même tenir une ligne éditoriale.
Salutations militantes
Alexandre Zerbib
Haute-Garonne

Silence : nous comprenons que certains lecteurs, certaines lectrices aient pu être gêné-e-s, mais dans notre esprit, il n'y avait pas de doute sur l'interprétation humoristique du dessin.

Lisibilité de la revue

Bonsoir, J'ai 58 ans, je porte des loupes pour lire. Ces loupes me permettent de lire toutes les revues et magazines que j'affectionne sans le moindre problème sauf... S!lence. (...) Je me souviens même avoir lu une critique dans ce sens dans le courrier des lecteurs voici quelques années. Je ne comprends pas, cela frise la ségrégation.
Cordiales salutations
Claude Mirandola
Meurthe-et-Moselle

S!lence : nous avons augmenté la taille des caractères il y a deux ans pour répondre à la demande dans ce sens. Et nous continuons à essayer d'améliorer cela.

Ecoquartiers

Le numéro sur l'habitat, un peu léger à mon sens, intéressant quand même, comporte une petite erreur : les photos de l'écoquartier de Fr... sont de Freiburg (quartier Vauban), pas de Francfort. Merci pour votre revue passionnante... même si je mesure à chaque fois le chemin que j'ai à faire pour arriver à être simple et cohérent entre mes idées "silencieuses" et mes pratiques quotidiennes... Respectueuses pensées.
Eric Varjabedian
Allemagne

Ecoquartiers bis

Quelques remarques à propos du numéro 372 sur les démarches participatives d'habitat : à propos de la traduction de la plaque d'immeuble p.14 : "4 Gewerberaümen" ne signifie pas ""4 communs", mais "4 locaux commerciaux". "Barrierefrei" ne signifie pas "sans frontières" mais habituellement "accessible aux handicapés". "Auch als soziale Geldanlage" ne signifie pas "gestion sociale des finances" mais "aussi comme placement financier à but social".
Bérengère Malatsion
Allemagne



S!lence : Et comment dit-on "Nous sommes nuls en allemand, aidez-nous" ?



Coop-sensus

Le dossier du n°373 "Le consensus, source d'émancipation ?" est très intéressant dans le sens où il pose une condition de la construction d'un fonctionnement social véritablement démocratique. En effet, savoir dépasser les antagonismes (mais non les différences) est pour moi une condition afin de pouvoir construire ensemble une société plus juste et écologiquement viable. Comment savoir se parler sans établir des rapports non-constructifs de négociation sans cette condition ? Le processus de consensus dans les prises de décisions au sein de toute véritable alternative au système capitaliste (coopératives, associations, mouvements politiques) me parait être le préalable, une base très importante (mais non suffisante), afin de pouvoir faire bien autre chose que de reproduire le fonctionnement hiérarchique et les dominations immanentes à la société capitaliste destructrice. L'écologisme n'est pas séparable du social. Et le social commence là où l'on décide de considérer chacun(e) selon ce qu'il(elle) est en tant qu'être humain riche de sa propre particularité, et à reconnaître ce qu'il(elle) a à apporter à la communauté. C'est aussi, et surtout, reconnaître la nécessité d'incorporer aux décisions tous(tes) ceux(celles) qui ont parti liés à un problème donné nécessitant débat. Le social ce n'est pas seulement de la distribution, c'est aussi et surtout la prise de décision démocratique du pourquoi et du comment de cette distribution. En cela je comprends l'écologie sociale !
Patrice Chevallier
Bretagne



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous,vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Sortir de la violence par le conflit Une thérapie sociale pour apprendre à vivre ensemble

Charles Rojzman
La Découverte
2008 - 180 p. - 15€



L'auteur intervient depuis les années 90 dans les banlieues françaises, où il anime des groupes de confrontation et forme des acteurs de terrain. Dans ce livre, il tire des leçons générales de son expérience, en empruntant à la psychanalyse mais aussi aux thérapies systémiques. Des répliques relevées dans sa pratique illustrent son propos mais il ne livre aucun compte-rendu complet d'une évolution de conflit. C'est donc une invitation à se former ou, pour les institutions, à financer des formations, non pas un outil pour apprendre mais de la matière à penser...

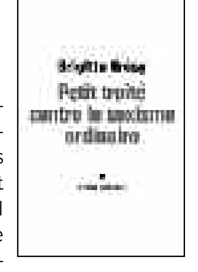
Le texte débute par un survol de nos problèmes sociaux : crises du travail, du lien, de l'autorité et du sens, et obstacles résultant de nos milieux séparés, de nos représentations et de nos préjugés. Il analyse ensuite le rôle de la violence comme "solution" spontanée dans de très nombreuses situations et insiste sur l'impasse du "vivre ensemblisme" telle que la promeuvent "les pacifistes naïfs qui croient toujours savoir, sans y regarder de près, où sont les victimes, encourageant ainsi la victimisation et contribuant à diffuser les préjugés et les haines" en rendant, par exemple, le racisme impensable.

L'auteur appelle à créer des cadres de rencontre tels que chacun ait le droit d'exister jusque dans sa "folie ordinaire", de "lever les masques" en s'exprimant à égalité, sans autre obligation que d'écouter pour être écouté, l'animateur veillant à ce que la parole tourne et soit audible. Est ainsi offerte aux parties la possibilité de connaître les autres, "d'entrevoir réciproquement leur commune humanité", afin que des situations de violence se transforment petit à petit en conflits à résoudre. Cette transformation doit être recherchée, insiste l'auteur, car "le véritable dialogue est un conflit [qui] met à plat les désaccords et les oppositions", loin de toute "canalisation" ou euphémisation au nom de l'"interculturel". Il vante la posture du "guérisseur blessé" ou la "nécessité de connaître son monstre", la fondamentale ambivalence de tout sentiment humain, pour l'autorité qui entend animer une évolution de conflit.

On pourrait sans doute reprocher à Rozjman d'entretenir encore trop d'espoir dans les institutions, mais toute sa démarche rabat au ras de l'humain, au niveau de l'entre-nous, la réflexion sur nos efforts pour faire société. N'est-ce pas des plus salutaires ? MPN.

Petit traité contre le sexisme ordinaire

Brigitte Grésy
Albin Michel
2009 - 246p. - 15 €



Brigitte Grésy se propose d'explorer dans cet essai sur le sexisme dans le monde du travail "les micro-attaques qui excluent sans choc délibérément frontal et laissent donc l'agressée dépourvue des moyens de rétorsion ou de contre-attaque connus", "l'infiniment petit de la domination", et c'est là tout son intérêt. Nombreux exemples à l'appui, elle décortique les outils de l'exclusion subtile des femmes (condescendance, mépris, dénigrement...), du dédain à la sexualisation de la relation en passant par le paternalisme, mettant en évidence le rôle central et récurrent de l'humour dans ce sexisme ordinaire. Evoquant au passage l'intériorisation de la domination par les femmes, elle en vient ensuite à une analyse de cet état de fait, et surtout à des pistes assez concrètes pour le combattre. On ne peut que regretter que l'auteure, énarque et ancienne directrice de cabinet ministériel, ne se base que sur des exemples pris dans les hautes sphères du monde économique et politiques, sans l'ombre d'un regard critique sur la logique carriériste ou de croissance effrénée... ce qui en fait un manuel parfait pour les cadres du Medef. Malgré tout cet essai mériterait d'être offert à bien des collègues de travail, surtout les hommes ! GG

Une vie pour… ici et là-bas solidaire

Alain Desjardin
Ed. Le petit pavé (49320 Brissac-Quincé)
2008 - 414 p. - 25€

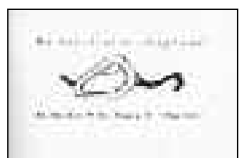


A la sortie de la guerre, l'auteur, qui raconte ici sa vie et ses engagements, va fuir le domicile familial où un père tyrannique le prive de l'école au profit de l'exploitation maraîchère. Il part à l'armée et va se retrouver en pleine guerre d'Algérie. A son retour, il devient ouvrier et s'engage au niveau syndical. Il deviendra permanent de la CFDT puis du PSU. Dans ce cadre, il participe à de nombreux mouvements sociaux dont les luttes du Larzac et de Lip dans les années 1970. Il fera un retour à la terre sur le Larzac y ouvrant une ferme auberge. Il s'engage dans la Confédération paysanne, Peuple et culture (éducation populaire), sera dirigeant d'Accueil paysan dont il favorisera l'essor ici et à l'étranger, rejoindra les Verts dont il sera porte-parole régional, sera brièvement maire de La Couvertoirade. Il est sans doute l'un de ceux qui dans le milieu écologiste connaît le mieux la culture ouvrière et paysanne. Un livre qui trace un parcours original, plein de fougue et de générosité. MB.

En territoire cheyenne

Eric Chevillard et Philippe Favier
Ed. Fata Morgana
2009 - 32 p - 13€

Comme à son habitude, l'écriture d'Eric Chevillard est acérée, mordante et drôle. En territoire cheyenne explore le thème des traces, partant du constat que seules perdurent les traces que nous laissons, au sens propre et figuré. Le détournement y est pratiqué avec humour et brio : "Les pierres alignées de Carnac m'ont mené droit au Petit Poucet,

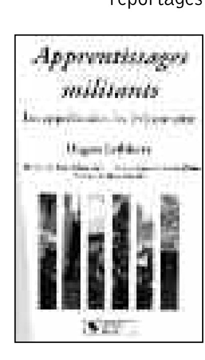


lequel n'est d'ailleurs pas si petit que le prétend le conte. Il n'a pas fallu moins de cinq cents entomologistes accroupis pour relever ses traces et remonter ainsi lentement jusqu'au mille-pattes".

Les illustrations inspirées de dessins et peintures indiens mais aussi africains et aborigènes sont de la même veine et forment avec le texte un ensemble dans lequel s'égarer puis se retrouver.

Un ouvrage merveilleux, dans le sens du réalisme merveilleux auquel Borges ou Calvino notamment se sont adonnés, à conserver. BB.

Ecohabiter des maisons écologiques



Yvan Saint-Jours
Ed. La Plage (Sète)
2009 - 160 p. - 24,50€

Si vous rêvez d'avoir un logement écologique, individuel ou collectif, Yvan Saint-Jours, le fondateur de la revue La maison écologique vous présente ici en images les différents critères à prendre en compte : le choix des matériaux de construction, des isolants, leur poids écologique, mais tout aussi important le choix des couleurs, des formes, des emplacements, qui font qu'une maison peut être agréable ou non. Il faut ensuite penser à être économe tout au long de la vie de l'habitation, qu'elle soit simple, nomade, imposante... cela passe par une bonne approche des économies possibles, du solaire passif, le recours éventuel aux capteurs solaires, à une éolienne ou plus classiquement une chaudière à bois performante. Enfin, il faut penser à la place de la nature dans et autour de la maison, gérer les déchets (compost), les ressources en eau (récupération des eaux de pluie, phytoépuration, toilettes sèches), toitures végétales... Un condensé des plus beaux reportages de l'auteur. MB.

Apprentissages militants

Hugues Lethierry
Ed. Chronique sociale
2009 - 334 p. - 16,50€

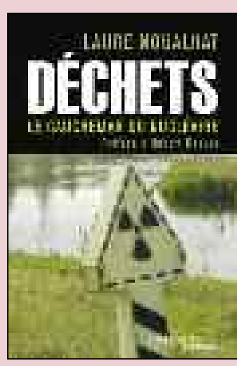
Nous n'apprenons pas qu'à l'école. Après le témoignage d'une trentaine de militants (surtout de la région lyonnaise) sur ce qu'ils



les livres du mois

Déchets, le cauchemar du nucléaire

Laure Noualhat
Ed. Seuil / Arte
2009 - 210 p. - 18€



Ce livre vient en complément du film du même nom et explique plus en détail les conditions de réalisation du film, les méthodes utilisées, les résultats d'analyses sur les différents sites visités. L'enquête de Laure Nouahlat rappelle qu'il n'y a pas eu un seul Tchernobyl, mais une multitude d'accidents et d'incidents dans une histoire du nucléaire où le militaire est abondamment présent. Accidents ou fonctionnement normal, cela se traduit concrètement par la création de déchets qui vont être dangereux maintenant pour des centaines de milliers d'années. Alors que le lobby nucléaire essaie de faire passer l'idée d'une énergie propre, l'enquête rappelle avec justesse que le nucléaire est très sale, avec ou sans accident, notamment le site de La Hague, que nous allons devoir démanteler de nombreux réacteurs dans le monde… sans que, soixante ans après le début de la production d'électricité, nous n'ayons trouvé d'autres solutions pour les déchets que de les stocker ou de les enfouir. Une absence de solution qui conduit à l'interrogation finale : comment alerter nos descendants du danger potentiel de ces stockages. Un remarquable travail qui, en essayant simplement de décrire la pollution actuelle par la radioactivité se révèle être un réquisitoire contre cette forme d'énergie. MB.

ont appris sur le terrain, l'auteur présente des travaux et poursuit les analyses sur l'intérêt de ces acquisitions de savoir, sur les tentatives d'organisation (éducation populaire, presse pour les enfants). L'auteur rappelle toutefois qu'il faut se méfier de certaines démarches : militant et militaire ont la même origine et ce n'est pas un hasard. Le risque de se complaire dans ses idées est une limite que ce livre essaie de dépasser. De quoi réfléchir sur ses engagements. MB.

Face à la crise, l'urgence écologiste

entretien avec Alain Lipietz, Bertrand Richard
Ed. Textuel, 2009 - 142 p. - 16 €



Alain Lipietz, économiste Vert analyse la crise économique qui a éclaté fin 2007 et propose un mode d'intervention planifié, au niveau européen, pour agir maintenant avec "raison et démocratie" et orienter l'économie vers des choix socialement et écologiquement utiles. Comme on ne peut se permettre d'attendre un éventuel effondrement du capitalisme, il donne des pistes pour encadrer les politiques économiques actuelles. Il rappelle que l'interventionnisme de l'Etat (ou de l'Europe) n'est pas une garantie (voir l'erreur des agrocarburants) et que ce qui est important est d'exercer son droit politique au sein d'un système démocratique. La solution, le "new deal vert" serait alors non-libérale et non-productiviste. Bien que rejetant le concept de "décroissance", le dialogue est instructif… même si on n'en partage pas forcément toutes ses idées. MB.

Les métiers de l'environnement et de l'écologie

Agnès Pozzi
Ed. du Puits fleuri
2009 - 320 p. - 24€

Un état des métiers et des formations actuellement développées en France autour des métiers dans la nature, de l'agri bio, des énergies renouvelables, des déchets, de la prévention des risques, des bureaux d'études. Très conventionnel, peu d'esprit critique et pas d'ouverture sur les démarches alternatives. De nombreuses informations de base quand même. FV.

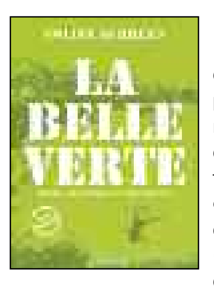
Habiter autrement nos espaces ruraux

Les cahiers de Relier
(1, rue Michelet, 12400 Saint-Affrique)
2009 - 70 p. - 10€

Relier, le Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural, a organisé ces dernières années cinq rencontres à thèmes autour des questions liées à l'habitat : comment se loger, se construire, s'intégrer, seul ou en collectif, le rôle des élus, l'ouverture citoyenne, comment coopérer, comment vivre en étant différents, comment prendre des décisions… Cela donne un très riche ouvrage avec les témoignages de nombreuses initiatives, des plus intégrées aux plus originales. FV.

La belle verte

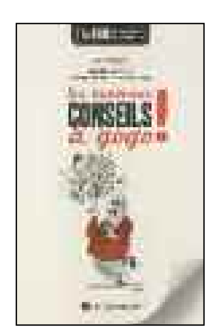
Coline Serreau
Ed. Actes sud
2009 - 120 p. - 25€



Le film La belle verte, sorti en 1996, est devenu un film culte dans les milieux écologistes. Et pourtant, à sa sortie en salles, il n'avait pas cartonné. Ce n'est que progressivement que sa pertinence s'est imposée. Cet ouvrage présente le scénario et le CD du film avec une postface de Coline Serreau qui explique dans quelles conditions l'auteure a pensé ce film… Pour rappel, ce film présente la venue sur Terre d'une envoyée d'une planète où l'on vit heureux, dans une relative sobriété et elle découvre le retard de notre planète avec ses pollutions, ses chefs, sa monnaie… A (re)découvrir. MB.

Les nouveaux conseils à gogo

Jean Kergrist illustré par Nono
Ed. La Ligne pourpre
(29300 Quimperlé)
2009 - 168 p. - 15€



Réédition complétée des conseils pour réussir en Bretagne, entre élevage de cochons et carrière politique démago. Avec son humour tranchant, Jean Kergrist, auteur de nombreuses pièces comiques, vous apprend à devenir conseiller général au milieu des porcheries, contre l'opinion des écologistes. De l'humour à la graisse de cochon, car dans le cochon, comme en politique, tout est bon ! Un pamphlet contre le laisser-aller d'une région qui crève sous l'épandage des lisiers. MB.

Roman

Le vent du boulet

Fabrice Nicolino
Ed. Fayard Noir
2009 - 412 p. - 18,90€

Décidemment l'auteur d'enquêtes comme *Bidoche* (2009), *La faim la bagnole et vous* (2008) ou encore *Pesticides, révélations sur un scandale français* (2007) a plusieurs cordes à son arc. Après nous avoir déjà régalé avec des ouvrages naturalistes pour enfants, il commet ici un polar dans un style presque classique : car si le héros dépressif se noie dans une bouteille, il aura du mal à faire sortir la vérité nue de la rade de Toulon. Pourquoi un immeuble a-t-il explosé dans un quartier populaire, la version officielle d'un suicide ne tient pas. Mais les obstacles vont se multiplier sous les pas du héros. Le roman noir permet d'aborder des questions sensibles difficiles à raconter dans un essai… Ça se dévore. MB.





Le carnet de Nicolaï

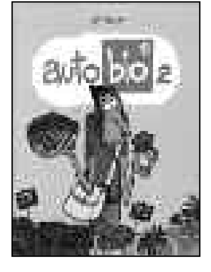
Raymond Masaï
Ed. du Cerisier (B-Cuesmes)
2009 - 130 p. - 9,50€

En réparant son petit cheval d'enfance, le héros découvre des lettres cachée dans le jouet par son père. Cela l'entraîne dans la reconstitution de la vie de Nicolaï, un immigré russe engagé par l'armée pour servir de traducteur en 1916 après l'arrivée sur le front de vingt mille soldats russes envoyés par le tsar en échange d'armes. L'occasion de rappeler cette étrange histoire de soldats loin de leur pays qui vont refuser de se battre lorsque la révolution va éclater en Russie, qui seront enfermés au camp de La Courtine, dans la Creuse et qui seront bombardés par l'armée française pour avoir refusé d'être désarmés. Sous forme d'une enquête familiale, un rappel fort intéressant des imbécillités de la guerre. Un mélange entre fiction et histoire parfaitement réussi. FV.

B. D.

Autobio2

Cyril Pedrosa
Ed. Fluide glacial
2009 - 48 p. - 9,95 €



Déjà récompensé à Angoulême par le prix Tournesol 2008, Cyril Pedrosa ne pourra pas cumuler une deuxième année… car il est maintenant dans le jury ! Sinon, cela aurait encore été un rude concurrent pour ce prix de la BD écolo décerné par les Verts. On retrouve dans ce deuxième tome, la vie familiale où chaque jour est fait de compromis entre les idées écolos et des pratiques parfois difficiles à mettre en œuvre. De nos incohérences, petites ou grosses. Un délice. MB.

… à la folie

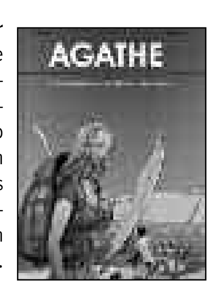
Sylvain Ricard et James
Ed. Futuropolis
2009 - 142 p. - 20 €



Avec un dessin qui semble très léger, nous accompagnons progressivement l'évolution d'un couple qui se perd dans la violence conjugale. Astucieusement mis en scène en donnant la parole à la femme comme à l'homme, ce livre décrit bien les difficultés que peuvent ressentir les femmes battues… qui trop longtemps, au nom d'un amour passé, hésitent à prendre de la distance avec leur bourreau. Une remarquable réflexion sur le thème. MB.

Agathe, agent de solidarité internationale

Christophe Vadon et Pat Masioni
Ed. Grad (74130 Bonneville)
2009 - 44 p. - 13,50 €



Cette BD a été réalisée pour expliquer comment fonctionne le volontariat dans des associations de solidarité internationale. Malheureusement, à trop vouloir montrer, on s'y perd un peu entre différentes histoires autour des questions de développement. Le lexique en fin d'ouvrage ne rattrape pas tout. MB.

Septembre, en t'attendant

Alissa Torrès et Sungyoon Chol
Ed. Casterman écritures
2009 - 214 p. - 18 €



Récit autobiographique d'Alissé Torrès. Celle-ci est enceinte de sept mois quand son mari trouve un nouvel emploi dans une banque située dans le Word Trade Center. Il commence son travail le 10 septembre 2001, à la veille des attentats. Le livre raconte la douleur de la disparition, mais également toutes les tracasseries administratives qui suivent la catastrophe et la difficulté de se reconstruire. Ça vous prend aux tripes. FV.

Films

De la servitude moderne

Jean-François Brient
www.delaservitudemoderne.org
2009 - 52 mn - en ligne

A partir d'un travail important d'images récupérées un peu partout, un pamphlet sur les modes de fonctionnement et de soumission dans la société actuelle. Après avoir montré l'état de dégradation de notre environnement et de nos vies, le documentaire se penche sur les méthodes utilisées pour maintenir cet état d'esclavage, notamment avec les divertissements (télévision, ordinateur), le contrôle des médias et des politiques, la culture de la peur, la surveillance… et bientôt le contrôle du vivant. Dans ce contexte, le vote est une illusion bien orchestrée. Le système totalitaire marchand a réussi à mondialiser le pouvoir. Que reste-t-il comme solution ? Les six dernières minutes proposent de "détruire le pouvoir plutôt que de le prendre" avec des images de manifs qui dégénèrent. Si le travail au niveau des images est spectaculaire, on peut regretter une voix monotone et surtout le peu d'espoir de la chute du film. Rappelons que l'"anarchisme, c'est l'ordre, sans le pouvoir" et non pas le foutoir. MB.

Nous avons également reçu...

■ **Féminisme(s) en Afrique et dans la diaspora,** *n°75 d'Africultures, éd. L'Harmattan, 2009, 240 p. 22 €.* Réflexions sur les rapports de genre, la valeur des images ici et là-bas.

■ **L'écologie ou la passion du vivant,** *Garcin Malsa, éd. L'Harmattan, 2009, 290 p. 29 €.* Biographie de l'auteur, Martiniquais, qui par amour de la Terre devient indépendantiste, puis s'engage en politique. Maire et conseiller général depuis une vingtaine d'années, il a mis en place toute une réflexion sur le développement durable. Une vision originale à découvrir en métropole.

■ **Deux mois de prison avec sursis,** *Michel Lebailly, éd. Scup, 2009, 150 p. 13 €.* Secrétaire d'un comité d'entreprise chez Bull, il propose de placer des réserves financières dans des fonds éthiques et fait voter une prise de parts sociales et un placement important à la Nef (150 000 € en tout). Quittant Bull, il crée une entreprise et bénéficie dans son capital du placement d'un autre CE de Bull. Ces deux placements lui valent un procès. Récit et questions.

■ **L'agenda du jardinier 2010,** *éd. Terre vivante, 2009, 160 p. 12€.* Sur le thème du jardin en ville des conseils tout au long de l'année.

■ **Mon ombre au loin,** *Lewis Trondheim, éd. Delcourt/collection Shampooing, 2009, 128 p, 11,50€.* En une page de BD chaque fois, les petites anecdotes de la vie de l'auteur… qui passe son temps à voyager en avion. Désopilant mais empreinte écologique maximale.

■ **Le Landais volant, tome 2,** *Nicolas Dumontheuil, éd. Futuropolis, 2009, 72 p. 16€.* Le conte de Cadillac victime du vaudou a perdu l'usage de son sexe. Après un premier tome (voir *S!lence* n°373) sur le néocolonialisme des touristes, la suite de cette BD nous emmène du côté de New York. Alors qu'en Afrique, sa queue de cheval le fait passer pour une femme, aux Etats-Unis, son bronzage le fait passer pour un Arabe. Aventures rocambolesques.

■ **L'âge du fer,** *Gébé, éd. L'Association, 2009, 64 p. 14€.* Nouvelle réédition d'une BD-délire de l'auteur de l'An 01, qui imagine ce qui pourrait se passer si nous continuions à développer les machines à outrance. Cela a trente ans et cela interpelle toujours aussi fort.

■ **Che,** *Hector Œsterheld, Alberto Breccia, Enrique Breccia, éd. Delcourt, 2009, 78 p, 12,90€.* Cette BD publiée initialement sous la dictature en Argentine a presque été totalement détruite. Et puis des exemplaires ont été retrouvés et elle est aujourd'hui traduite et rééditée. C'est ce qui fait son intérêt car le dessin est médiocre et la narration difficile à suivre.

■ **Les sept péchés d'Hugo Chavez,** *Michel Collon, éd. Couleur livres (B-Charleroi), 2009, 410 p. 20€.* L'auteur, fin analyste montre comment Hugo Chavez modifie profondément la vie au Vénézuela, donnant la priorité à l'éducation, la santé, l'alimentation, refusant le dictat des riches, des multinationales et des médias. Et une dénonciation de ce qui est transmis ici par le même type de médias.

■ **Le nouveau dossier noir du vaccin hépatite B,** *Lucienne Foucras, éd. Médecine et société, collection Résurgence, 2009, 224 p. 16,80€.* L'auteure qui a vu mourir son mari après qu'il ait été vacciné, présente dans cette réédition les informations dont on dispose sur les dangers de ce vaccin.

■ **Quitter la ville, mode d'emploi,** *Bernard Farinelli, éd. Sang de la Terre, 2009, 240 p. 12,50€.* Réédition complétée de ce guide surtout axé sur les possibilités de création d'emplois.

■ **Liberté, égalité, discriminations,** *Patrick Weil, éd. Folio Histoire, 2009, 232 p.* Une histoire du racisme des institutions depuis 1875 jusqu'à nos jours… que certains appellent "l'identité nationale".

■ **Histoire d'urgences,** *Patrick Pelloux, éd. J'ai lu, 2009, 350 p. 6,70€* Compilation de chroniques parues dans Charlie-Hebdo sur la dégradation des services d'urgences en milieu hospitalier, illustrées par Charb.

■ **Carnets de voyage en Inde,** *François de Ravignan, éd. A plus d'un titre, 2008, 172 p. 15€.* Agronome, l'auteur a voyagé de nombreuses fois dans l'Inde rurale. Rencontre avec Rajagopal, chronique et observations sur le terrain.

Pour commander un ancien numéro

***remplir* ❶ + ❸ + ❹**

❶ **Seuls ces numéros sont disponibles.**
Ils sont à commander uniquement en France

Le détail des sommaires est consultable sur :
www.revuesilence.net

Numéros régionaux

- ☐ 325 Nord-Pas-de-Calais
- ☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- ☐ 337 Paris
- ☐ 348 Centre
- ☐ 353 Haute-Garonne et Gers
- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 364 Savoies
- ☐ 370 Nièvre et Saône-et-Loire



☐ 351 ☐ 352 ☐ 354 ☐ 355 ☐ 356 ☐ 357

☐ 360 ☐ 361 ☐ 362 ☐ 363 ☐ 365 ☐ 366

☐ 368 ☐ 369 ☐ 371 ☐ 372 ☐ 373 ☐ 374

Pour commander un ancien numéro :

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajouter les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).
Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) : ❸

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

VOS COORDONNÉES ❹

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Pour s'abonner à S!lence

***remplir* ❷ + ❸ + ❹**



France métropolitaine ❷

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

Pour s'abonner par prélèvement automatique

***remplir* ❹ + ❺ + ❻**

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER ❺

Nom de mon agence bancaire ou CCP :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Date et signature obligatoires :

***Important :** remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessus en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).*

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT ❻

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- ☐ 7 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐ .... € par trimestre (abonnement de soutien)

COMPTE À DÉBITER

Code établissement	Code guichet	N° de compte	clé RIB

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

Silence

9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net
Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON (IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPPLYO)

Pour la Belgique : règlement à Brabant-Ecologie, 33 route de Renipont B - 1380 Ohain - Tél. : 00 32 2 633 10 48 CCP 000-15-19-365-54
Pour la Suisse : règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8 Tél. : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h •

Editeur : Association S!lence • **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 • **N° ISSN :** 0756-2640 • **Date de parution :** 4e trimestre 2009 • **Tirage :** 7200 ex. • **Administrateurs :** Patrick Allamel, Olivier Bidaut, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Pierre Lepri, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Anne-Laurence Mazenc, Marie-Pierre Najman, Jean-Michel Pavillon, Christophe Rastoll • **Directeur de publication :** Jean-Pierre Lepri • **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Clémence Emprin, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman • **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier • **Maquette :** Damien Bouveret (06 03 50 54 93) • **Dessins :** Borkowski, Coco, Lasserpe • **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité • **Photographes :** Marie Clem's, Eric De Mildt & Tineke D'haese (Oxfam), Marco Dufour / Total, Grifmo, Isa, David Sterboul, Rafaël Trapet, Pierre-Emmanuel Weck, Yvelines-sans-OGM • **Et pour ce n° :** Olivier Clerc, Alexis Lis, Goulven Marechal • **Couverture :** Marie Clem's • **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Thomas Perraut, Xavier Sérédine.



Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : ***Atelier 26 Loriol - Tél. : 04 75 85 51 00***



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables.

Adieu

David Sterboul, militant radical, sensible et charismatique

Il y a des héros que l'on pleure froidement, le poing levé, le drapeau en berne. Il en est d'autres que l'on pleure avec ses larmes. Tel David Sterboul (1976-2009). Pourquoi ce déchaînement de tristesse depuis l'annonce de sa mort brutale ? Pourquoi ce cri de ses amis ? Cri de révolte. À l'idée de ce militant sublime chutant, ce 15 novembre 2009, du haut de son neuvième étage, à Paris.

Ah, ce regard de cheval rétif, ces yeux de rebelle angoissé, d'hyperlucide tragique, qui n'attendaient que ceux de ses compagnons pour retrouver indulgence, tendresse, espoir, humour ! Cet hypersensible demandait parfois à être un peu bousculé avant de lâcher l'éclat de rire.

Quels que fussent ses fronts de lutte – l'écologie politique, la *Vélorution*, le nucléaire, les OGM, la vaccination, le féminisme, l'autogestion, les Jeux olympiques, les traînées chimiques du ciel, les "brûle-cerveaux" (téléphones mobiles), et surtout l'antipublicité –, cet "écologiste profond", comme il se définissait, a incarné intégrité, courage, détermination, rigueur, intelligence, non-violence, respect… Éveilleur de consciences malgré lui.

Mais David a surtout donné sa mesure dans l'antipublicité – déversements massifs de prospectus, barbouillage de panneaux dans un esprit de désobéissance civile… ou procès contre des panneaux espions du métro. Les millions d'usagers du métro parisien sauront-ils jamais que c'est grâce à lui que ces écrans qui devaient envahir les couloirs en 2009 ne l'ont pas fait ? Le mystérieux groupe « Ras la pub », qui avait, fin 2008, barbouillé les quatre premiers spécimens, huit jours après leur inauguration, c'était… lui ! Toute la presse en avait parlé.

Autre procès important : la correctionnelle pour barbouillage en compagnie de six autres *Déboulonneurs*. Inoubliable David justifiant son acte par l'horreur de certaines affiches. Le verdict – un euro – montra plus tard que la juge n'avait pu que s'incliner devant l'insurrection légitime des sept dissidents.

Pour David, ancien élève d'école de commerce reconverti en photographe, en quête de vérité et de simplicité, l'objectif, "utopique et révolutionnaire" de son propre aveu, était de faire tomber le "système marchand-technicien-productiviste".

Yvan Gradis ■

La version longue de cet hommage est disponible auprès de l'auteur, moyennant une enveloppe timbrée et adressée : 67, rue Saint-Jacques, 75005 Paris



D.R.



Weck.fr

Interpellations lors d'une action des Déboullonneurs à Paris

David Sterboul, un photographe au service de la désobéissance civile. Ci-dessous, des extraits de deux reportages parus dans Silence.



David Sterboul

7 novembre 2004 : Action de blocage du convoi annuel de déchets radioactifs entre la Hague et Gorleben (Allemagne). (Silence N°351)



David Sterboul

25 juillet 2004 : Action à Menville (Haute-Garonne). Après une heure du jeu du chat et de la souris avec la gendarmerie, les faucheurs laissent leurs véhicules et convergent vers l'une des parcelles envisagées comme cibles. (Silence N°351)